

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	
GLOSSAIRE	
INTRODUCTION	8
PARTIE-I : L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIOPOLITIQUE A MADAGASCAR	11
CHAPITRE-I : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET SON INCIDENCE A MADAGASCAR	13
SECTION-I LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE	13
SECTION-II : LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE	15
SECTION-III : LA CRISE FINANCIÈRE ET SES REPERCUSSIONS SUR L'ÉCONOMIE MALGACHE	20
CHAPITRE-II : LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE MALGACHE	22
SECTION-I : LES PHÉNOMÈNES DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE MALGACHE	22
SECTION-II : LA STRUCTURE SECTORIELLE ET LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE	25
SECTION III- LA REFORME STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE MALGACHE	34
CHAPITRE-III : LA POLITIQUE A MADAGASCAR	47
SECTION-I : LE CONCEPT SUR LE MARCHÉ POLITIQUE	47
SECTION-II : LES FACTEURS A L'ORIGINE DE LA DÉSTABILISATION POLITIQUE À MADAGASCAR	53
SECTION-III : LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET LA REMISE À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL	56
PARTIE-II : L'ANALYSE DES EFFETS DE LA CRISE POLITIQUE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE	60
CHAPITRE-I : L'ANALYSE DE LA PRODUCTION SECTORIELLE	62
SECTION-I : LA PRODUCTION ISSUE DU SECTEUR REEL	62
SECTION-II : LA SITUATION DU SECTEUR PUBLIC	74
SECTION-III : LE SECTEUR MONÉTAIRE	87
SECTION-IV : LA SITUATION DU SECTEUR EXTERIEUR	99
CHAPITRE-II : L'ANALYSE DES EFFETS DU DÉFICIT EXTÉRIEUR SUR LES SECTEURS ÉCONOMIQUES	105
SECTION-I : LE MODÈLE ÉCONOMETRIQUE EXPRIMANT LES CAUSES DU DÉFICIT EXTÉRIEUR DE MADAGASCAR	105
SECTION-II : DÉTERMINATION DU MODÈLE MACROÉCONOMIQUE DE L'ÉQUILIBRE DES COMPTES EXTERIEURS	108
SECTION-III : LES EFFETS DU DEFICIT EXTERIEUR SUR LES SECTEURS ECONOMIQUES	112
CHAPITRE-III : DIAGNOSTIC POUR UNE POLITIQUE DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE MALGACHE	117
SECTION-I : DIAGNOSTIC SECTORIEL	117
SECTION-II : OBJECTIFS ET ORIENTATION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE A MADAGASCAR	119
SECTION-III : LES MESURES DE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MALGACHE	122
CONCLUSION	132
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	135
ANNEXES	136
LISTE DES ILLUSTRATIONS	141
TABLE DES MATIÈRES	142

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

A	: Absorption
ACP	: Afrique Caraïbe Pacifique
AGOA	: Africa Growth and Opportunity Act
AON	: Appels d'Offre Négatifs
AONT	: Autres Opérations Nettes du Trésor
AOP	: Appels d'Offre Positifs
APD	: Aides Publiques au Développement
Ariary	: Unité monétaire de Madagascar
B	: Balance commerciale
BAD	: Banque Africaine pour le Développement
BCM	: Banque Centrale de Madagascar
BTA	: Bon du Trésor par adjudication
BTP	: Bâtiments et Travaux publics
C	: Consommation
Cg	: Consommation publique
CI	: Crédit Intérieur
Cp	: consommation privée
DCPE	: Document Cadre de la Politique Économique
DSRP	: Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
DTS	: Droits de Tirages spéciaux
ERE	: Équilibre Ressource Emploi
EXN	: Exportation Nette
FAD	: Fonds Africain de Développement
Fed	: Federal Reserve Bank
FMI	: Fonds Monétaire International
G	: Dépense publique
G7	: Groupe des pays les plus riches de la planète
I	: Investissement
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDA	: Association Internationale de Développement
IDE	: Investissements Directs Étrangers
Ig	: Investissement public
Ip	: Investissement privé
IPPTE	: Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés
M	: Importation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OGT	: Opération Globale du Trésor
OIF	: Organisation Internationale de la Francophonie
OIT	: Organisation Internationale du Travail
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONU	: Organisation des Nations Unies
OUA	: Organisation de l'Unité Africaine
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PED	: Pays en Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIP	: Programme d'investissement Public
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	: Produit de Première Nécessité
PPTE	: Pays Pauvre Très Endetté

R	: Position extérieure
Rf	: Revenu des facteurs
RIB	: Revenu Intérieur Brut
RNDB	: Revenu National Disponible Brut
S	: Épargne
SADC	: Southern African Development Community
SB	: Solde Budgétaire
SCC	: Solde des Comptes Courants
Sg	: Épargne publique
Sp	: Épargne privée
T	: Impôt
TCN	: Taux de Change Nominal
TCR	: Taux de Change Réel
TOFE	: Tableau des Operations Financières de l'État
Tr	: Transfert courant
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
TVAPP	: Taxe sur la Valeur ajoutée des Produits Pétroliers
UA	: Union Africaine
UE	: Union Européenne
USD	: Dollar des États Unis
X	: Exportation
Y	: Revenu national
ZFI	: Zone Franche Industrielle
Δ	: Symbole de variation
Σ	: Symbole de sommation

GLOSSAIRE

Appréciation de la monnaie : c'est l'augmentation de la valeur d'une monnaie par rapport à une devise.

Appel d'offre positif : C'est une politique menée par la BCM pour offrir des liquidités aux banques en difficultés.

Appel d'offre négatif : C'est une politique entreprise par la BCM pour retirer les liquidités bancaires, pour éviter l'émission excessive de monnaie.

Base monétaire : La base monétaire c'est la somme des engagements monétaires de la banque centrale vis-à-vis des agents non bancaires et des autres banques : billets en circulation, avoirs en monnaie scripturale, dans les comptes de la banque centrale.

Bon du trésor : Certificat de dette à court terme, émis par le Trésor public, pour financer les besoins de l'État.

Chômage keynésien : Il s'agit d'un chômage involontaire, provoqué par l'insuffisance de la demande globale.

Chômage frictionnel : À chaque instant, des entreprises disparaissent et d'autres apparaissent. Les salariés des premières se retrouvent au chômage, pendant une période plus ou moins longue. On parle de chômage frictionnel pour désigner cette situation de passage entre deux emplois.

Compétitivité : Mesure la capacité d'une entreprise ou d'une industrie ou d'une nation à faire face à la concurrence.

Dépréciation monétaire : La dépréciation c'est la diminution de la valeur d'une monnaie, par rapport à d'autres monnaies, dans un système de change flexible.

DTS : Les DTS sont un instrument de réserve internationale, créés par le FMI, en 1969, pour pallier une pénurie de liquidités internationales (or et dollars).

Masse monétaire : Ensemble des moyens de paiement utilisables dans un pays donné et circulant entre les agents non financiers.

Open-market : Achat ou vente de titres par la banque centrale sur le marché interbancaire, dans le but d'augmenter ou de diminuer la masse monétaire en circulation.

Politique d'austérité budgétaire : c'est une politique qui consiste à diminuer les dépenses publiques, à cause de prévision en baisse des recettes, afin d'éviter trop de déficit.

Récession économique : La récession correspond, au sens strict, à une période de baisse du PIB, durant au moins trois trimestres.

Solde de comptes courants : Le solde de la balance courante est la somme de l'excédent (ou déficit) commercial d'un pays, du montant des revenus d'investissement payés à (ou reçus) des étrangers, et des transferts nets.

INTRODUCTION

Entre 2006 et 2008, l'économie malgache réalise des niveaux de croissance élevés, soit 5,1% et 7,3%. Étant donné le cycle de crise sociopolitique à Madagascar, en 2009, le niveau élevé de la croissance économique malgache a pris fin, le pays reste parmi les pays les plus pauvres de la planète. Outre la faiblesse du niveau de la production nationale, la persistance de l'instabilité sociopolitique est un des facteurs qui contribuent à l'appauvrissement des malgaches.

Des stratégies du développement ont été adoptées par le pouvoir public, dans le but de réduire la pauvreté. Pourtant, actuellement, le pays est encore loin de cet objectif. Le revenu par tête, à Madagascar, est assez faible. Par exemple, en 2008, celui-ci était de 64000¹ Ariary, et depuis l'année 2005, ce revenu par tête évolue autour de 10% par an. Le niveau général des prix a parfois oscillé à une proportion assez élevée que celui du revenu par habitant, il est autour de 13% par an, mais cela dépend de la conjoncture économique.

Durant les quatre dernières années, depuis 2005, l'évolution de l'économie malgache s'est située successivement à 4,6%, 5,1%, 6,1% et 7,3%. L'année suivante, le déclin de l'économie malgache a été constaté, du fait de la crise sociopolitique en 2009. L'économie malgache est entrée en récession profonde, la croissance économique est de -4,4%. Les couches sociales les plus vulnérables s'appauvrissent de plus en plus. Dès lors, plusieurs intellectuels malgaches affirment que la politique économique entreprise par le pouvoir public reste inefficace.

Du côté politique, la multiplicité des partis politiques en présence aggrave la concurrence élitiste, à mesure que les places politiques sont très limitées. L'opposition politique devient de plus en plus ardue, cela exacerbe le conflit politique au sein des élites.

Il faut toutefois être conscient du fait que le processus de la crise a eu comme point de départ, l'apparition du phénomène d'individualisme, la privation de liberté, l'absence de transparence et l'accentuation des inégalités devant la loi. La prise du pouvoir par les hommes politiques se fait souvent par coup de force militaire, mais non plus à travers un mouvement populiste.

Étant donné la capture des rentes par les hommes politiques, la malédiction des matières premières, la confusion entre les politiciens, l'absence d'équité, en termes de partage des richesses nationales, l'inefficacité de la politique économique, en termes de besoins

¹ Banque Mondiale : Madagascar vers un agenda de relance économique, édition Banque mondiale, juin 2010, page 05.

sociaux et autres, formes d'appauvrissement des couches sociales les plus vulnérables, et le mécontentement populaire, se transforment en crise sociopolitique qui entraîne, non seulement des externalités négatives sur la population, du fait de la violence politique, à cause de l'utilisation des armes à feu par les forces de l'ordre, mais aussi de l'aggravation de la pauvreté, due à la récession économique.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi comme thème de notre recherche : **« L'analyse de l'incidence macroéconomique de l'instabilité politique à Madagascar en 2009 sur l'économie nationale »** qui met en exergue les externalités négatives de cette crise.

A l'heure actuelle, l'économie mondiale traverse une crise qui était au départ une crise américaine, via le subprime, et est devenue plus tard, une crise financière mondiale. Étant donné que Madagascar se trouve dans un réseau d'intégration économique mondiale, à travers l'étendue de ses relations économiques et commerciales, cette crise est loin d'être sans effet sur l'économie du pays, du fait de la dépendance financière de ses secteurs, privé et public. À cause de cela, la crise économique à Madagascar, actuellement, peut s'expliquer, non seulement à partir de la crise sociopolitique nationale, mais aussi par l'existence des effets transmis par la crise mondiale. Mais ces deux crises sont différentes, par leurs effets d'entraînement sur l'économie malgache.

Afin de pouvoir clarifier, brièvement, l'objet de cette analyse, notre travail de recherche est réparti en deux parties, dont la première est axée sur **« L'environnement économique international, le contexte sociopolitique et économique à Madagascar »**, dans laquelle nous allons parler du contexte économique mondial et son incidence sur l'économie malgache, dans le chapitre premier. Ce chapitre met en exergue ce qu'est la situation économique mondiale, via la crise financière, à l'heure actuelle, et ses effets sur l'économie malgache. Le chapitre suivant est consacré à l'analyse du contexte économique de Madagascar, dans lequel nous analyserons les caractéristiques de l'économie malgache, puis les phénomènes de la dépendance économique malgache, et enfin la structure sectorielle et la vulnérabilité économique de Madagascar. Le dernier chapitre qui s'intitule « Le contexte politique à Madagascar » porte sur l'analyse de l'approche de la politique publique adoptée par la nation malgache. Ce chapitre est important, parce qu'il met en évidence la situation des relations politiques à Madagascar, et que ces dernières sont à l'origine de l'instabilité économique.

La deuxième partie portant le titre **« L'analyse des effets de cette crise sur l'économie nationale »** a comme premier chapitre, « L'analyse sectorielle » ; ce chapitre met en relief l'évolution de la production par branche d'activité et le niveau général des prix.

Le chapitre suivant, axé sur « L'analyse des effets du déficit extérieur sur les secteurs d'activité économique », relate, en premier lieu, les effets du déficit extérieur sur le secteur réel, et ensuite sur le secteur public, et enfin sur le secteur monétaire. Le dernier chapitre est consacré au diagnostic qui permettrait d'envisager la relance de l'économie malgache. Afin de pouvoir sentir la pertinence et la fiabilité de cette analyse, nous souhaitons un peu approfondir les questions sur tous les facteurs affectant la croissance et le développement économique de notre pays, surtout avec cette absence de synergies dans le fonctionnement des mécanismes économiques, qui s'explique, en partie, par l'adoption des réformes qui sont plus cosmétiques et n'ont pas d'effets substantiels sur la lutte contre la pauvreté.

PARTIE I :
L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET LE
CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIOPOLITIQUE À
MADAGASCAR

Avant l'année 2006, l'économie mondiale a traversé un climat de stabilité. À partir de cette année, le développement des produits financiers américains déstabilise, tout d'abord leurs économies ; cela se transforme, plus tard, en une crise économique mondiale. Cette crise contribue à l'aggravation du ralentissement des activités économiques de plusieurs pays développés et entraîne le ralentissement de la croissance économique mondiale, menant à un chiffre négatif.

Par rapport aux pays développés, les pays en voie de développement sont moins concernés par les effets externes négatifs de cette crise, puisqu'en général, les pays pauvres ne possèdent pas de produits financiers à risque.

Pour Madagascar, étant donné la forte intégration sur le plan commercial et financier, ces deux facteurs peuvent entraîner les externalités négatives de cette crise à Madagascar. L'économie malgache est peu touchée par cette crise, mais pourtant, il y a tout de même une menace sur l'économie de la grande île. Par exemple, la baisse du taux de croissance de l'exportation entre 2007 et 2008, et puis, l'investissement direct étranger, qui est en bonne évolution, jusqu'en 2009, dont on prévoit la baisse en 2011.

Du point de vue politique, les crises que ce pays traverse ont eu comme point de départ, le développement du phénomène individualiste, entraînant des conflits élitistes au sein de la classe politique. Cette situation explique, en partie, la déstabilisation de l'économie malgache.

Dans ce contexte, nous allons évoquer, en premier lieu, le contexte économique mondial, et puis ce que serait son incidence sur l'économie malgache, et enfin, le contexte économique et sociopolitique à Madagascar.

CHAPITRE-I : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET SON INCIDENCE À MADAGASCAR

Entre 2006 et 2009, le PIB mondial ne cesse de décroître ; cette situation est attribuable au ralentissement des activités économiques mondiales. La plupart des pays développés ont sensiblement connu ce ralentissement, par rapport aux pays émergents d'Asie, et à certains en développement d'Afrique. Si les pays à revenu élevé ont réalisé une croissance positive, en 2006, celle-ci a été négative en 2009, du fait surtout de l'accélération de la crise économique mondiale. De leur côté, les pays émergents et en développement ont vu leur croissance ralentir progressivement, à cause de leur dépendance accrue vis-à-vis des bailleurs de fonds. Dans ce cadre, nous allons voir en premier lieu la croissance économique mondiale, ensuite, la crise économique mondiale, et enfin, la répercussion de la crise financière sur l'économie malgache.

SECTION-I LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE¹

Entre 2005 et 2006, la croissance économique mondiale, en termes de PIB, se chiffre à 3,9%, contre 3,3% en 2005. La plupart des pays réalisent une croissance positive, les pays à revenu élevé ont réalisé une croissance allant de 2,5% en 2005, à 3,1% en 2006.

Les pays émergents et en développement ont franchi le seuil des 7,5% de croissance, à 7,9% en 2006. Le volume du commerce mondial a accru. S'il était de 7,7% de croissance en 2005, il a atteint 9,7% en 2006. Le prix du pétrole a augmenté, et est passé de 53,4 USD en 2005, à 64 USD en 2006 le baril. En effet, les pays importateurs ont connu une inflation accélérée, surtout au premier trimestre de l'année 2005. La hausse des prix due à l'augmentation des prix des produits de base a incité les pays industrialisés à faire des efforts, c'est pourquoi la production industrielle a augmenté de 6,7% en 2007, contre 4,3% en 2005.

En 2007, le niveau de la croissance économique mondiale a ralenti, il est passé de 5% à 4,9%. Cette situation est due essentiellement à la baisse sensible du niveau de la croissance des États-Unis, suite à la crise immobilière, dont la croissance a atteint 2,2%, contre une croissance de 2,9%, l'année précédente.

Cela a conduit à la baisse du niveau de la croissance des pays à revenu élevé. Les pays émergents et en développement ont réalisé une croissance quasiment stable, par rapport à 2006, soit 7,8%, contre 7,7%, en 2005.

¹ BCM, Rapport annuelle, contexte économique mondial : 2005, P.4 ; 2006, P.4 ; 2007, P.5 ; 2008, P.5 et 2009, P.5.

L'essor des pays émergents et en développement est dû à la réalisation de la croissance positive et supérieure à celle de l'année précédente ; pour la Chine, elle s'est chiffrée à 11,4%, contre 11,1% en 2006. Cela a conduit, bien sûr, à la bonne performance de ce pays.

En 2008, l'économie mondiale a ralenti considérablement, sous l'effet de la crise financière et de la persistance des cours élevés de l'énergie et d'autres produits de base. À cause de ces situations, la croissance n'a été que de 3,4% en 2008, contre 5,2% en 2007. De nombreux pays à revenu élevé sont entrés en récession, et la croissance s'est aussi affaiblie dans les pays émergents. Aux États-Unis, la croissance s'est chiffrée à seulement 1,1%, en 2008 contre 2,0% en 2007. La baisse de la confiance des ménages, suite à la dépréciation des actifs réels et financiers, associée aux durcissements des conditions de financement, en sont l'origine. La même situation est observée dans la zone euro, où la croissance est tombée à 1,0% en 2008, contre 2,6% en 2007. Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est établie à 6,3%, en 2008, contre 8,3% en 2007. Le resserrement des conditions de crédit, la réduction de la demande mondiale d'importation sont les facteurs responsables de ce ralentissement.

L'économie de l'Afrique subsaharienne a enregistré un taux de croissance de 5,4%, en 2008, contre 6,9% en 2007. Une solide demande, les prix élevés des produits de base et les apports robustes de capitaux privés ont stimulé la croissance.

En 2009, la situation économique mondiale est marquée par une récession profonde, cela est perceptible à travers la baisse très sensible du PIB mondial. La croissance économique mondiale est négative de 0,8%, contre 3% en 2008. Presque tous les pays avancés ont réalisé une croissance négative, soit respectivement -2,5%, -3,9% et -5,3% pour les États-Unis, la zone euro et le Japon. Les pays émergents et en développement réalisent une croissance assez faible, par rapport à 2008, soit 2,1%, contre 6,1% en 2008.

Le volume du commerce mondial a baissé de 12,3%. L'importation des pays à revenu élevé, après une augmentation de 0,5% en 2008, connaît une diminution de 12,2% en 2009. Cette situation est identique à ceux des pays émergents, mais la différence c'est que ces pays ont importé beaucoup en 2008, et l'année suivante, leurs importations ont baissé de 13,5%. Le volume de l'exportation mondiale a baissé. Pour les pays à revenu élevé, leurs exportations ont décliné de 12,1%, et ceux des pays émergents et en développement de 11,7%.

À cause du ralentissement des activités économiques mondiales, la demande des produits pétroliers a baissé de 3%.

Cette situation a conduit à la diminution du prix du pétrole au niveau mondial, soit une réduction de 36,1%, en passant de 99 USD en 2008 à 62 USD en 2009.

SECTION-II : LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Durant les cinq dernières années, depuis 2005, la crise économique mondiale trouve son origine dans la crise financière des États-Unis, à la fin de l'année 2006.

Cette crise est due au retournement de la crise immobilière, qui se manifeste par le fait que les États-Unis ont effectué des crédits immobiliers hypothécaires, et si l'emprunteur n'arrive pas à honorer ses dettes, l'institution qui lui offre de crédit va saisir la maison et la vendre pour récupérer son avoir. Du fait de l'insolvabilité des emprunteurs et de la baisse des prix des immeubles, plusieurs d'entre eux n'arrivent pas à rembourser leur dette, et la baisse des prix des immeubles entraîne la faillite de plusieurs banques américaines. Compte tenu de la forte intégration de l'économie américaine dans l'économie mondiale, la crise américaine devient une crise mondiale.

II-1 Origine de la crise mondiale

La crise mondiale est partie des États-Unis, suite à la création d'un type de crédit immobilier. En général, ce type de crédit est garanti par les immobiliers. En 2007, les Américains avaient créé trop de crédit de ce type. Si l'emprunteur n'arrive pas à rembourser ses dettes, la banque récupère la maison et procède à sa vente. Si l'emprunteur ne peut pas rembourser ses dettes, et qu'en même temps, le prix de l'immobilier baisse, du fait de la concurrence, alors les banques qui ont offert ces crédits sont en difficulté.

En plus, le montage financier devient de plus en plus complexe, puisque les banques en question ont transformé les dettes en titres négociables, afin de satisfaire les besoins immédiats en liquidité. Par exemple, si un particulier emprunte 3000 euros, il doit verser un montant supérieur à ces 3000 euros par exemple 3300 euros, intérêt compris. Celui qui achète le titre d'une valeur de 3100 euros a un intérêt de 200 euros, à l'échéance. Si le premier emprunteur n'arrive pas à rembourser ses dettes, le titre ne vaut rien.

À partir du moment où plusieurs emprunteurs n'arrivent pas à honorer leurs dettes, les banques paniquent, la méfiance interbancaire règne, les banques ne se prêtent plus de l'argent. Par conséquent, certaines banques sont asphyxiées et ne peuvent poursuivre l'activité de crédit, malgré l'injection de liquidité, à faible coût, par la Banque Centrale.

II-2 Manifestation de la crise mondiale

II-2-1 La hausse des prix des matières premières

Les prix des matières premières ont connu un boom à partir de 2000, après une période de bas prix, de 1980 à 2000.

En 2008, les prix de nombreuses matières premières, notamment le pétrole et les produits agricoles ont monté si haut, qu'ils firent resurgir le spectre de la stagflation. Ces hausses s'expliquent notamment par la spéculation.

Le marché financier étant orienté à la baisse, des spéculateurs se sont réfugiés dans le commerce des matières premières, notamment le pétrole et les produits agricoles, amplifiant artificiellement la hausse des cours.

Le 2 janvier 2008, le prix du baril de pétrole a dépassé les 100 dollars. Ces prix élevés causèrent une très forte baisse de la demande, aggravée encore par la crise financière de 2008, qui a conduit à une forte baisse des prix : le baril de pétrole coûtait moins de 35 dollars, fin 2008.

II-2-2 L'inflation mondiale

En février 2008, Reuters¹ annonçait que l'inflation mondiale était à un niveau historique, et que l'inflation était à son niveau le plus haut, depuis 10-20 ans, dans de nombreux pays. Plusieurs raisons de l'inflation ont été avancées : la politique monétaire expansive de la Fed pour faire face à la crise financière, la spéculation sur les produits de base, la hausse des prix des importations en provenance de la Chine, etc.

À la mi-2007, les données du FMI ont montré que l'inflation a été à son plus haut niveau dans les pays exportateurs de pétrole, du fait qu'ils n'ont pas stérilisé les devises étrangères. Ce terme technique signifie que les apports de devises étrangères ont servi à accroître la masse monétaire, d'où un excès de monnaie, par rapport aux biens et services disponibles.

Toutefois, l'inflation était également forte dans les pays en développement non exportateurs de pétrole, puisque la hausse de prix du pétrole va se répercuter sur le coût de transport. L'inflation était également croissante dans les pays développés, mais restait faible, par rapport aux pays en développement.

II-3 Les conséquences de la crise économique mondiale

Les conséquences de la crise économique mondiale ne sont pas identiques pour tous les pays du monde. Les pays développés sont entrés en récession, dès que l'activité économique a ralenti. Cela va entraîner la baisse du revenu, pouvant être utilisé à l'achat des produits des autres pays, d'où le déséquilibre du commerce international.

¹ Reuters est une agence de presse internationale, fondée en 1851 à Londres, et qui existe dans 150 pays à travers le monde.

À son tour, la baisse de l'activité économique rend les mains d'œuvres inutiles, cela va entraîner la persistance du sous-emploi. Étant donné le rôle de l'autorité, la résolution de la crise économique est au cœur de la politique économique des pays les plus concernés, et pour cela, la politique mise en place par le pouvoir public n'est pas toujours acceptée par la population. Cela ne fait que déstabiliser la situation sociopolitique.

Autrement dit, la population est mécontente et cela peut expliquer, en partie, l'origine de la crise politique qui a sévi, ces derniers temps, à Madagascar.

II-3-1 L'entrée des pays en récession¹

Au second semestre 2008 : l'Estonie, la Lituanie, l'Irlande et la Nouvelle Zélande sont entrés en récession. Au troisième trimestre : le Japon, la Suède, Hong Kong, Singapour, l'Italie, la Turquie, l'Allemagne, puis, les 15 pays utilisant l'Euro le sont également.

Par ailleurs, l'Union Européenne, les pays du G7 et tous les pays de l'OCDE ont eu une croissance négative, au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, c'est le tour des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de la Suisse et de Taiwan.

Des sept plus grandes économies, en termes de PIB, seules la Chine et la France ont évité une récession, en 2008. Dans l'année qui va jusqu'au troisième trimestre 2008, la Chine a connu une croissance de 9%, jusqu'à une date récente, une croissance de 8% était considérée comme le minimum nécessaire pour absorber la main d'œuvre qui quittait la campagne pour la ville.

L'Ukraine est en dépression depuis janvier 2009, avec une baisse du PIB de - 20%. À la mi-octobre 2008, l'activité maritime a baissé de 50%, en une semaine, alors que le resserrement du crédit rendait plus difficile l'obtention de lettre de crédit par les exportateurs.

En février 2009, la crise financière avait conduit à une crise de la production industrielle. Les plus fortes baisses d'activité se situent dans les pays tournés vers l'exportation.

En mars 2009, le journal britannique Daily Telegraph rapportait que de janvier 2008 à janvier 2009, la production industrielle avait chuté de : 31% au Japon, 26% en Corée du sud, 16% en Russie, 15% au Brésil, 14% en Italie, 14% en Allemagne.

II-3-2 Le déséquilibre du commerce international

Le déséquilibre du commerce international se manifeste par le fait que les pays producteurs des produits exposés sur le marché international ont des difficultés en matière de financement.

¹ Information sur www.wikipedia.org, en novembre 2009

Effectivement, cette situation a entraîné la baisse des activités des entreprises orientées vers le commerce extérieur, d'une part, et d'autre part, les pays victimes de la crise ne sont pas seulement les pays producteurs, mais aussi les pays importateurs.

II-3-3 Le chômage

Pour l'organisation internationale du travail (OIT), au moins 20 millions d'emplois devraient être perdus, d'ici fin 2009, et le nombre de personnes au chômage dans le monde devrait atteindre environ 200 millions de personnes¹. Les principaux secteurs touchés seraient : le bâtiment, l'immobilier, les services financiers et le secteur automobile.

Si la récession s'intensifie, le nombre de personnes sans emploi devrait croître de 50 millions, selon les prévisions de l'OIT.

En novembre 2008, l'OCDE a publié des estimations et prévisions, selon lesquelles plusieurs pays membres (entre autres la zone euro, les États-Unis et le Japon) connaîtraient, en 2009, une montée du chômage ; le nombre de chômeurs dans l'ensemble des pays de l'OCDE passerait de 34 millions en 2008, à 42 millions en 2010.

Dans les Perspectives pour l'emploi, publiées en septembre 2009, par l'OCDE, depuis fin 2007, les pays membres de l'organisation avaient vu le nombre de chômeurs progresser de quinze millions et prévoit dix millions dans les mois qui viennent.

II-3-4 Le risque d'instabilité politique

Suite à des difficultés, des manifestations ont été observées dans plusieurs pays du monde, affectant de façon négative la situation économique. Cela s'est traduit, plus tard, en mécontentement populaire, du fait que le pouvoir public est considéré, par les résidents des pays concernés, d'inactif.

En décembre 2008, la Grèce a connu une période de trouble politique qui s'est poursuivie jusqu'en février.

En janvier 2009, suite à des protestations et à des heurts avec la police, liés à la façon dont le gouvernement Islandais avait géré l'économie, de nouvelles élections ont dû être organisées, deux ans avant le terme normal.

Suite à la crise financière, des troubles ont également survécu en Lettonie et en Lituanie. Les pays asiatiques ont également été le théâtre de diverses protestations. Les communistes, alliés à d'autres partis politiques ont manifesté à Moscou pour protester contre les plans économiques du gouvernement.

¹ Information sur www.wikipedia.org, en septembre 2009

Des manifestations ont aussi eu lieu en Chine où, suite à la baisse de la demande des pays de l'Ouest, les exportations ont fortement baissé, provoquant la hausse du chômage.

En mars 2008, des troubles se sont produits en Guinée Bissau, à cause de la pauvreté massive de la population, cela s'est terminé par l'assassinat de leur Président.

En 2008, en Côte d'Ivoire, la crise politique est née suite à la pauvreté massive causée par le déséquilibre de l'économie mondiale.

En 2009, un coup d'État s'est produit à Madagascar, à cause surtout de la faiblesse du revenu réel par tête, le sous-emploi accru, l'instabilité des prix,...

II-3-5 La crise de la dette

À partir de 2011, plusieurs pays développés sont en crise de la dette, à l'exemple des pays membre de la zone euro, les États-Unis, les pays de l'OCDE,... Cette crise est due à la mise en œuvre d'une politique relance par le relèvement de la dette publique. Pour le cas des pays de la zone euro par exemple, la mise en œuvre d'une politique d'austérité fiscale avec le relèvement de la dette publique entraîne la crise de la dette, d'où le séisme économique.

II-4 Incidence de la crise économique mondiale sur les pays en développement

II-4-1 Incidence sur les aides publiques au développement

Les pays donateurs d'aides sont les pays riches, mais cette crise financière entraîne des difficultés qui se traduisent par le ralentissement des activités économiques. Ainsi, suite à leurs difficultés financières, ils trouvent des difficultés à offrir des aides aux PED. Si les pays en développement ne trouvent pas de moyen financier, ou bien si le financement à leur destination baisse, cela va ralentir les secteurs dépendant de l'extérieur, surtout le fonctionnement du secteur public.

II-4-2 Incidence sur le commerce des pays en voie de développement

Sur le plan commercial, cette crise financière peut entraîner des effets externes négatifs sur le commerce extérieur des PED, si la destination des produits de ces pays sont des pays concernés par cette crise. Cette situation se manifeste par la baisse de la demande des pays riches envers les PED. Cette dernière correspond à la diminution des exportations des PVD. Entre 2006 et 2007, la crise financière pèse lourd sur les pays importateurs de produits alimentaires, surtout les produits agricoles.

Au niveau mondial, l'indice des prix des produits alimentaires (base 100 en 2005) est passé de 110,5 à 127,3.

L'indice de prix des céréales est passé de 121,3 à 158,7 et celui de l'huile végétale de 103,4 à 143,4. Par la suite, la hausse des prix des produits agricoles entraîne la crise alimentaire, touchant les couches les plus vulnérables, dans les pays en développement, c'est pourquoi à Madagascar, le niveau général des prix reste élevé, depuis cinq ans, surtout pour les PPN.

II-4-3 Incidence sur le marché de change

Le taux de change détermine le prix de la monnaie nationale, en termes de devises étrangères. On peut définir le taux de change comme étant la valeur des devises étrangères que la monnaie nationale peut échanger. Étant donné que cette crise entraîne la baisse de la demande étrangère, en termes d'importation, cette situation entraîne la détérioration de la balance courante des pays exportateurs, à destination des pays en crise.

En effet, le marché de change interne de ces pays traduit un déséquilibre entre la demande et l'offre de devises. S'il y a plus de devises qui entrent dans ces pays, cela signifie qu'il y a un effort en terme de redressement de la balance courante, et inversement.

Par contre, la baisse de la demande étrangère en produit national traduira une diminution de l'exportation, d'où la baisse d'entrée de devises.

Mais, les PED importent une plus grande quantité de produits étrangers, cela ne fait que rehausser la demande en devises et entraîne l'appréciation des devises, par rapport à la monnaie nationale.

SECTION-III : LA CRISE FINANCIÈRE ET SES REPERCUSSIONS SUR L'ÉCONOMIE MALGACHE

Comme tous les pays en développement, Madagascar est un pays qui dépend de l'extérieur, sur le plan financier, technologique, alimentaire etc.... La crise mondiale affecte, non seulement le secteur financier, mais aussi le marché des produits agricoles, entraînant des effets externes négatifs sur les pays en développement, surtout en parlant des tensions inflationnistes. La crise aboutit à l'insuffisance de la production alimentaire et le déséquilibre de la commercialisation de cette dernière.

III-1 La fluctuation des prix du pétrole

Au niveau Mondial, la fluctuation du prix du pétrole est à l'origine du déséquilibre inflationniste ; chaque mouvement du prix du pétrole se répercute sur tous les prix des produits, du fait de leur complémentarité. Du mois de juillet 2007, au mois de juillet 2008, le prix du baril de pétrole a augmenté de 76 USD à 134 USD, soit un accroissement de 76%.

Cette situation affecte plusieurs secteurs mondiaux, surtout pour les transports, les activités économiques. À Madagascar, cette volatilité du prix du pétrole a déstabilisé le niveau des prix, par exemple le coût de transport, le prix des PPN,...

III-2 Le marché de change à Madagascar

À partir du second semestre de l'année 2006, la crise financière a touché le marché de change à Madagascar, par exemple la chute de la demande des pays avancés pour les produits étrangers. En effet, Madagascar a subi un recul en matière de recette d'exportation.

Dans ce contexte, l'Ariary a connu une dépréciation. Néanmoins, au début de l'année 2007, l'afflux des capitaux étrangers a stimulé la demande de l'Ariary, par l'opération de conversion. La dépréciation de l'Ariary, suite à la faiblesse des devises reçues à l'exportation a pris fin, par l'arrivée des capitaux étrangers pour l'IDE.

III-3 Le commerce extérieur

Lorsque Madagascar est faiblement intégré dans une économie de la mondialisation, la crise financière n'affecte pas l'économie malgache.

Cependant, affirmant l'interdépendance des pays de la planète, la crise chez l'un peut se transmettre à l'autre, notamment par le canal du commerce international ou financier.

Entre 2007 et 2008, on remarque ainsi que certains produits exportés par Madagascar ont baissé en volume et en valeur. Par exemple, le café vert a baissé de : 10700 tonnes à 7500 tonnes, la vanille : 3100 tonnes à 2100 tonnes, le girofle : 13600 tonnes à 8300 tonnes et crevettes : 4600 tonnes à 3300 tonnes.

Parallèlement à cette situation, le taux de croissance des pays avancés est passé de 2,1% en 2007 à 1% en 2008 ; pour les pays émergents, 8,3% en 2007 à 6,3% en 2008. Cette baisse provoque le ralentissement de l'exportation de Madagascar, d'où une modération de sa croissance, soit 23,1% en 2007 et 2,4% en 2008.

CHAPITRE-II : LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE MALGACHE

Le secteur public, privé et social dépend en grande partie du financement en provenance de l'extérieur, d'où la dépendance financière. Dans ce cadre, nous allons voir, en premier lieu, les phénomènes de la dépendance économique malgache, ensuite, la structure sectorielle et la vulnérabilité économique de Madagascar, et enfin la restructuration du système économique malgache, du point de vue de l'ajustement structurel.

SECTION-I : LES PHÉNOMÈNES DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE MALGACHE

La dépendance économique est un retard, selon les théories du développement ; le sous-développement peut s'expliquer d'une part, via le retard à la transition démographique, par la persistance du sous-emploi et le désordre sociopolitique, d'autre part, il peut s'expliquer par le retard de l'industrialisation, l'absence des facteurs de développement et l'inefficacité des stratégies et des techniques de l'industrialisation. Ainsi, pour Madagascar, la dépendance économique s'explique par la dépendance du secteur gouvernemental et du secteur privé.

I-1 Quelques théories du développement¹

I-1-1 Selon Alfred Sauvy²

Alfred Sauvy avance que les pays sous-développés souffrent de neuf plaies du sous-développement. Les trois premiers concernent la situation démographique, en disant que les pays pauvres sont en situation de fort taux de natalité, fort taux de mortalité et d'une alimentation insuffisante. Les quatre critères suivant concernent l'emploi, puisque le secteur primaire est hypertrophié, le chômage déguisé rural persiste, le travail des femmes et des enfants existent. Les deux derniers sont d'ordres sociopolitiques, puisque la classe moyenne est absente et la démocratie est en situation de déficit.

¹ Blanche Nirina RICHARD : Cours de théorie économique en 3^{ème} année Économie, année 2007.

² Alfred Sauvy : Né le 31 octobre 1898 et mort à Paris le 30 octobre 1990, est un économiste, démographe et sociologue français (il est reconnu pour sa déverberation et la création de l'expression « Tiers-Monde »).

I-1-2 Selon Alexander Gerschenkron¹

Alexander montre que les pays à industrialisation tardive ne suivent pas les pays à industrialisation avancée. Quelquefois, ces pays ne possèdent pas les facteurs de développement, ou bien que leurs stratégies ne sont pas orientées vers une technique efficace d'industrialisation. Selon lui, les pays à industrialisation avancée mettent en place des stratégies de substitution :

- L'État se substitue à l'initiative privée,
- Les capitaux bancaires se substituent à l'autofinancement,
- L'épargne étrangère se substitue à l'épargne nationale,
- Les technologies étrangères se substituent aux technologies nationales.

I-1-3 Selon Ragnar Nurske²

Selon Nurske, la pauvreté amplifie le sous-développement et ce dernier entretient la première.

Du fait de la pauvreté et de la faiblesse du revenu national, les pays en voie de développement ne possèdent pas d'épargne pouvant être transformée en investissement productif. La grande partie de la population des pays en développement souffrent de manque d'investissement et de malnutrition, ce qui, à son tour, va limiter la productivité.

Ces pays se contentent de recourir aux capitaux étrangers, en effet, le cercle vicieux du surendettement va naître. Dans les pays en développement, du fait de l'insuffisance de la demande, les producteurs ne sont pas motivés pour faire des efforts de production. Nurske en a conclu que la pauvreté est un obstacle au développement, il freine l'enrichissement, en disant qu'« un pays est pauvre parce qu'il est pauvre ».

¹ Alexander Gerschenkron : né en 1904 à Odessa, mort le 26 octobre 1978 à Cambridge, Massachusetts, est un historien de l'économie américain d'origine russe (Il montre que, les économies les plus attardées étaient au début de leur décollage ne définit jamais exactement comment mesurer leur « retard »).

² Ragnar Nurske : Économiste américain d'origine estonienne et considéré comme l'un des pionniers de l'économie du développement (Il est le promoteur de l'analyse en termes de cercles vicieux de la pauvreté, et partisans de Rosenstein-Rodan de la stratégie de croissance équilibrée comme politique de développement pour sortir les pays en développement du sous-développement).

I-2 Le retard et la dépendance économique de Madagascar

Le paradoxe du retard de Madagascar trouve son origine dans l'incapacité quasi-chronique de ses élites politiques et financières à prendre des décisions de politiques économiques qui bénéficient à l'ensemble de la population, plutôt qu'à des intérêts particuliers.¹

I-2-1 La dépendance économique interne

Sur le plan interne, la dépendance économique se manifeste par le fait que plusieurs secteurs d'activités internes sont dominés par les étrangers. Plus de 60%² du capital commercial sont détenus par les étrangers, la plupart des produits commercialisés à Madagascar sont des produits en provenance de l'étranger, les technologies utilisées sont presque des technologies importées.

Une part importante des ressources disponibles à Madagascar est exploitée par les entreprises en provenance de l'extérieur. Par exemple, l'existence des entreprises minières à Madagascar, depuis l'année 2006, sur la côte Est et le Sud, à Madagascar, à travers l'IDE.

I-2-2 La dépendance économique externe

I-2-2-1 La dépendance commerciale

Sur le plan externe, la dépendance économique malgache se manifeste par le fait que, son commerce extérieur constitue un handicap, surtout en parlant du déficit commercial qui est dû à l'accroissement accéléré des importations, par rapport à celui des exportations.

Les accords commerciaux internationaux signés entre les pays riches et les pays pauvres sont dans la plupart des cas désavantageux pour Madagascar, dans la mesure où les pays riches cherchent des débouchés pour leurs produits. Cela à son tour, fait perdre une marge de l'autonomie de la politique interne, par exemple, l'interdiction de mise en œuvre des barrières tarifaires sur le commerce extérieur, laissant entrer librement les produits étrangers dans le pays. En effet, la balance courante malgache est loin d'être en situation excédentaire.

Par conséquent, le déficit chronique constitue un facteur déstabilisateur sur le marché de change. Pour cela, la monnaie nationale ne fait que fluctuer, à travers la dépréciation. Ainsi, l'intégration économique internationale, quoique plus avantageuse sur le plan matériel, est en quelque sorte dévastatrice pour l'économie réelle de Madagascar.

¹ Banque Mondiale : Madagascar vers un agenda de relance économique, édition Banque mondiale, juin 2010, P. 08.

² RFI Afrique : Dépendance économique africaine, émission du 20 mars 2010.

I-2-2-2 La dépendance financière

Sur le plan financier, plus de 60% du budget de l'État dépend de fonds étrangers. La carence budgétaire de l'État malgache a pour effet la difficulté d'apporter une masse d'investissement public. Dans ce cadre, une grande partie des fonds publics provient du FMI, de la BAD, de la communauté européenne,...

Puis, pour le secteur privé, la difficulté d'apporter une masse de capital à l'investissement amène l'État malgache à accepter l'arrivée des investisseurs étrangers, pour des raisons budgétaires et pour créer de l'emploi.

Néanmoins, l'intégration de Madagascar dans des zones économiques, quoiqu'avantageux sur le plan économique, présente quand même quelques inconvénients, car il s'agit d'une structure néocolonialiste. Ainsi, la dépendance financière de l'État malgache l'amène à la dépendance politique vis-à-vis des bailleurs de fonds.

I-2-2-3 La dépendance alimentaire

La dépendance alimentaire de Madagascar envers l'extérieur se manifeste par le fait que la production des produits alimentaires à Madagascar reste insuffisante pour nourrir l'ensemble de la population, et que le prix de ces produits reste de plus en plus volatile sur le marché. Puis, on assiste souvent à un niveau des prix élevés pour les produits de première nécessité, puisque la production locale reste inférieure à la demande globale.

En plus, Madagascar est un pays dont l'importation en produits alimentaires de base est élevée. Importer les produits à forte demande, surtout pour un pays à monnaie faible, amène ce pays à la fluctuation des prix pour les produits concernés.

SECTION-II : LA STRUCTURE SECTORIELLE ET LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE

La vulnérabilité économique est une situation d'une économie fragile aux chocs exogènes. Cette vulnérabilité peut s'analyser en utilisant les ratios du commerce extérieur à travers le PIB, le niveau de l'emploi, la situation du secteur public à travers la dépendance et l'absence de complémentarité sectorielle.

II-1 Structure sectorielle

II-1-1 Secteur réel

II-1-1-1 Secteur primaire

Le secteur primaire regroupe les activités d'exploitation des ressources naturelles. À Madagascar, ce secteur occupe plus de 75% de la population totale. La grosse majorité de l'exploitation concerne la culture vivrière, mais Madagascar reste dépendant de l'extérieur en matière de besoins alimentaires.

Depuis l'année 2005, jusqu'en 2008, la valeur ajoutée issue du secteur primaire ne cesse de s'accroître, le taux de croissance annuel de ce secteur est autour de 2%, sa valeur ajoutée est de 176,2 milliards d'Ariary en 2008, s'il était de 163,6 milliards d'Ariary en 2005.

En 2009, malgré l'existence de la crise sociopolitique, le secteur primaire présente une croissance positive et supérieure à celle de l'année 2008, soit 186,2 milliards d'Ariary de valeur ajoutée, et une croissance de 5,9%.

Le secteur primaire contribue autour de 30% à la formation du PIB. Parmi ces trois branches, celle de l'agriculture réalise une valeur ajoutée la plus importante, soit autour de 47% de l'ensemble. Le secteur primaire est peu attractif aux investisseurs étrangers, mais il y a tout de même des investisseurs qui injectent des fonds en provenance de l'étranger. En 2007, seule la branche pêche, pisciculture, aquaculture a bénéficié de l'investissement direct étranger, d'un montant de 6,7 milliards d'Ariary.

II-1-1-2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire regroupe la transformation des produits issus du secteur primaire en d'autres produits. En général, ce secteur regroupe les industries.

Étant donné que Madagascar n'est pas en phase d'industrialisation intensive, la valeur ajoutée réalisée par le secteur secondaire reste faible, et ce secteur ne peut pas absorber une masse ouvrière, dans le but de réduire le sous-emploi. Au cours des quatre dernières années, depuis 2008, la valeur ajoutée issue du secteur secondaire évolue en proportion positive, autour de 8% par an.

En 2005 la valeur ajoutée de ce secteur est de 60,8 milliards d'Ariary, puis, en 2008, celle-ci a atteint 76,1 milliards d'Ariary.

En 2009, la crise sociopolitique à Madagascar entraîne un ralentissement significatif et d'une grande ampleur. À cet effet, ce secteur a réalisé une croissance négative de 13,3%, puisque sa valeur est de 66 milliards d'Ariary, contre 76,1 milliard d'Ariary en 2008.

À Madagascar, le secteur secondaire est le secteur qui attire le plus les investissements directs étrangers.

En 2007, ce secteur a bénéficié de 60,8% de l'IDE total. Pour la branche d'activité extractive, elle a obtenu 886,2 milliards d'Ariary, la branche de construction et de BTP, quant à elle, a reçu 108,8 milliards d'Ariary, qui représente 7,5% de l'ensemble de l'IDE. L'activité de fabrication attire 12,8 milliards d'Ariary et celle de la production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz, 0,4 milliards d'Ariary. Par rapport aux autres secteurs, le secteur secondaire attire davantage les investisseurs étrangers.

II-1-1-3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire regroupe les services. À Madagascar depuis l'année 2005 jusqu'en 2008, ce secteur contribue, pour une part importante, à la formation du PIB, soit plus de 54% du PIB.

En valeur, ce secteur réalise 252,7 milliards d'Ariary de valeur ajoutée en 2005, cela ne cesse d'augmenter jusqu'en 2008, elle se chiffre à 318,8 milliards d'Ariary, soit une croissance autour de 7% par an. Puisqu'en 2009 la crise politique constitue un facteur prépondérant au blocage de l'activité économique, sa valeur ajoutée s'est située à 293,2 milliards d'Ariary, contre 318,8 milliards d'Ariary en 2008, soit une baisse de 7,4%.

Ce secteur attire aussi les investisseurs directs étrangers, à cause de la prévision de rentabilité des investissements. La branche des télécommunications a reçu un montant très élevé, après l'activité extractive, il se chiffre à 359,2 milliards d'Ariary, cela représente 24,7% de l'ensemble de l'IDE, en 2007.

L'activité financière a reçu un montant non négligeable de l'IDE, soit 39,9 milliards d'Ariary en 2007. Malgré la baisse de 48%, par rapport à sa valeur en 2006, la branche de distribution des produits pétroliers a reçu une valeur de 22,5 milliards d'Ariary en 2007.

La branche de l'immobilier, location et services aux entreprises ont obtenu un investissement de 2,8 milliards d'Ariary.

La branche d'hôtellerie s'est vue octroyée 0,2 milliards d'Ariary et celle du transport 2 milliards d'Ariary, en 2007, contre un montant de 18,8 milliards d'Ariary en 2006.

II-1-1-4 Le poids sectoriel à la formation du PIB

Parmi les trois secteurs d'activité économique, le secteur tertiaire contribue énormément à la formation du PIB. En général, plus de 52% du PIB provient de ce secteur, autour de 12% du secteur secondaire et près de 33% du secteur primaire. Cette forte tertiairisation traduit un déséquilibre macroéconomique et qui contribue à la hausse du niveau des prix.

II-1-2 Secteur public

Du point de vue de la politique keynésienne, la croissance de la production nationale suit le même sens que l'augmentation des dépenses publiques ; c'est le cas pour Madagascar.

Ainsi, sur la base des données entre 2005 et 2008, les dépenses publiques ne cessent d'augmenter. Le produit national s'accroît, partant de 4,6% de croissance en 2005, pour atteindre 7,3% en 2008.

En 2009, la baisse des dépenses publiques entraîne la baisse du produit national à 4,4%. La réalisation annuelle du secteur public est marquée par un déficit chronique du solde budgétaire. Ce déficit est en moyenne de 3,2% du PIB nominal.

Ce déficit budgétaire est souvent compensé par l'émission des bons du trésor par adjudication et des aides extérieures, sauf à partir de l'année 2009. L'absence de reconnaissance internationale conduit à la suspension des aides à destination de Madagascar. Sous l'effet de cette dernière, l'État s'endette auprès du secteur bancaire et non bancaire à l'intérieur du pays.

Toutefois, dans ce cadre, les décideurs de la politique économique malgache ont pris la décision de réduire les dépenses publiques, d'où la politique d'austérité budgétaire.

II-1-3 Secteur monétaire

II-1-3-1 La croissance de la masse monétaire

Entre 2005 et 2007, la croissance de la masse monétaire était en moyenne de 23,2%. Entre 2007 et 2009, elle est en moyenne de 11,5%.

La forte croissance de la masse monétaire a été causée par l'augmentation rapide des avoirs extérieurs nets du système bancaire, soit 23,7% entre 2005 et 2006.

À cet effet, la flambée des prix sur le marché mondial et la hausse du niveau des prix à 14%, en début d'année 2007, incite la BCM à entreprendre une politique monétaire prudente, pour contrecarrer les externalités négatives de la forte croissance de la masse monétaire. Par la suite, à partir de 2008, la croissance de la masse monétaire se stabilise autour de 11,5%.

II-1-3-2 Le déséquilibre réel et monétaire

L'absence d'une politique prudente pour la croissance de la masse monétaire peut générer un déséquilibre entre les flux réels et monétaires.

Ainsi, par exemple, en fin 2006 et en fin 2007, la masse monétaire M3 a augmenté respectivement de 25,9% et 20,5% ; cette situation est attribuable à l'augmentation des facteurs autonomes de la liquidité bancaire¹.

En effet, une certaine quantité de produits doit être échangés contre une quantité élevée de la masse monétaire. Toutefois, selon la théorie quantitative de la monnaie, l'abondance de la quantité de monnaie en circulation va causer un choc inflationniste².

D'un autre côté, l'abondance des devises contraint la banque centrale de Madagascar à créer une certaine quantité de liquidité, ce qui a conduit, de la même façon, à l'abondance de la masse monétaire. Par exemple, l'arrivée des investisseurs étrangers.

En outre, la politique budgétaire expansionniste de l'État malgache, ou bien le financement du trésor auprès du système bancaire, contribue à la croissance de la masse monétaire, favorisant le déséquilibre réel, suite à la création monétaire sans contrepartie. Par exemple, en 2009, suite à la restriction involontaire des recettes publiques, l'État va financer ses déficits par l'émission de bon du trésor par adjudication. En effet, ce mode de financement a contribué à l'accroissement de la masse monétaire à une proportion de 8%.

II-1-3-3 Créance sur l'économie

La créance sur l'économie est l'ensemble des moyens de paiement du système bancaire, mis à la disposition de l'économie malgache. Entre 2005 et 2008, la valeur de la créance sur l'économie s'accroît à une proportion élevée, elle était de 1013 milliards d'Ariary en 2005, elle atteint 1817,4 milliard d'Ariary en 2008, soit une hausse de 79,7%.

II-1-3-4 Créance sur l'État

La créance du système bancaire sur l'État représente les moyens de paiement du système bancaire, mis à la disposition de l'État. Chaque année, l'État émet des titres appelés bon du trésor par adjudication, pour avoir des liquidités pour son fonctionnement et pour équilibrer le solde budgétaire.

En 2005, la créance nette sur l'État représente 18,3% de la masse monétaire. Cette situation est due à trop d'émission de titre public, puisque le déficit budgétaire était de 4,3% du PIB nominal.

Mais, entre 2006 et 2008, la part de la créance sur l'État dans la masse monétaire est faible, elle se situe dans l'intervalle de 3% à 4% de la masse monétaire.

¹ Les facteurs autonomes sont les opérations des banques vis-à-vis des autres secteurs de l'économie et qui affectent le niveau de leurs réserves à la Banque Centrale, lesquelles représentent la liquidité bancaire. Ces facteurs sont qualifiés d'autonomes, car leurs variations sont exogènes du point de vue de la politique monétaire.

² Blanche Nirina RICHARD: théorie quantitative de la monnaie, cours de théories économique en 3^{ème} année Économie, année 2007.

Cette baisse a été due à l'amélioration du solde budgétaire, par rapport au PIB, soit respectivement 3,8% du PIB, 2,9% du PIB et 2,1% du PIB.

Puis, en réalité, le niveau de la créance du système bancaire à l'État dépend du niveau de la croissance des recettes publiques, et dans ce cas, si la recette publique s'élève à un rythme élevé, l'emprunt public ne contribue que faiblement à la croissance de la masse monétaire, et inversement.

En outre, en 2006 et 2008, les recettes de l'État a augmenté, cette augmentation contribue au désengagement de l'État de ses dettes. Dans ce cas, le concours bancaire de l'État ne contribue pas de façon significative à l'augmentation de la masse monétaire.

II-1-3-5 Le taux d'intérêt

Le taux d'intérêt est non seulement une variable sur le marché monétaire, mais aussi un indicateur de stabilité de l'économie d'un pays. Le taux d'intérêt appliqué par les banques commerciales dépend du taux de base, appelé aussi taux directeur de la banque centrale. Le taux d'intérêt est aussi une variable de la stabilité macroéconomique, car celui-ci est au cœur de la politique monétaire. En matière de marché de titre public (BTA), le taux d'intérêt est la rémunération des titres émis. En matière de marché de crédit, le taux d'intérêt détermine la rémunération du capital emprunté.

À ce sujet, le taux d'intérêt devient une variable fluctuante. Ainsi, d'une part, suite à la fixation du taux directeur de la banque centrale à 12% en 2008, par exemple, le taux d'intérêt sur le marché monétaire tend à la baisse, et d'autre part, la cession de devises au premier semestre de cette année, étant donné que l'économie malgache est en situation de surliquidité structurelle, a aussi été à l'origine de la diminution du taux d'intérêt.

Par la suite, le taux d'intérêt sur l'opération de reprise de liquidité par AON a été ramené de 13,6% à 10,9% au premier semestre. Il en est de même pour l'opération de l'open-market, suite à cette tendance, soit 13,19% à 8,19% au deuxième semestre.

Pareillement, pour le marché interbancaire de liquidité, si le taux d'intérêt est passé de 14% à 10% au premier semestre, il s'est stabilisé à 11% pendant le deuxième semestre.

Quant à l'opération de refinancement par AOP, la banque centrale a fixé le taux dans un intervalle de 13% à 14,5%.

Concernant le marché de BTA, le taux d'intérêt dépend du comportement du trésor public, c'est-à-dire, la situation de liquidité du trésor public. Dans ce cas, la réduction de l'endettement intérieur de l'État est suivi d'une baisse du taux d'intérêt sur le marché de BTA et inversement. Par exemple, en 2007, suite à la diminution des annonces, et à l'abondance de liquidité sur le marché de BTA, le taux d'intérêt a baissé autour de 8%, en fin décembre 2007, s'il était de 20% en fin 2006.

Pour les taux bancaires, surtout le taux débiteur, dépend du type de crédit, la référence est le taux directeur de la banque centrale, et ce taux se trouve entre 14,5% et 16,5% au premier trimestre, et puis se stabilise à 18% à partir du second trimestre.

II-1-3-6 Le taux de change

Comme le taux d'intérêt, le taux de change est aussi un indicateur de stabilité macroéconomique. Le taux de change détermine la quantité de l'Ariary obtenu par une unité d'une devise. Structurellement, l'écart entre l'Ariary et les devises de règlements internationaux est trop important. Cette situation est due à la désarticulation de l'économie malgache, plus précisément la faiblesse du niveau de la production nationale, par rapport aux divers facteurs de ce dernier.

Lorsque la banque centrale entreprend une politique de stabilisation de change, avec la constitution des réserves en devises, cette situation stabilise la monnaie nationale à court terme, puisque cette politique ne fait que sécuriser le règlement extérieur.

Par suite, les opérations d'importation vont générer une hausse de la demande en devises qui déstabilise le taux de change. En outre, la surliquidité due à l'augmentation de la base monétaire entraîne l'accroissement de la masse monétaire, cela ne fait qu'amplifier le déséquilibre réel entraînant un choc inflationniste pouvant conduire à la dépréciation de l'Ariary.

II-1-4 Secteur extérieur

Dans ce contexte, on entend souvent l'intégration, ce type de relation économique, quoique bilatérale ou multilatérale, facilite le commerce international, par la mise en œuvre de certains critères de convergence entre les pays membres. Mais pour le cas de Madagascar, l'intégration régionale n'a pas pu équilibrer le commerce extérieur.

II-1-4-1 L'exportation

Entre 2005 et 2007, l'exportation de Madagascar réalise une performance élevée, soit un accroissement de 43,6%. Sur ces trois années successives, l'exportation a pu couvrir 59,2%, 65,3% et 55,3% de l'importation¹.

Parmi les différents produits exportés par Madagascar, l'industrie de la zone franche contribue énormément à l'amélioration du solde courant. Par exemple, ces entreprises contribuent à 56,1% des recettes d'exportation, et à 46% du surplus des recettes s'y rapportant, par rapport à 2007.

¹ Le taux de couverture précise la mesure dans laquelle les importations de l'ensemble des produits sont couvertes par les exportations au cours d'une période donnée.

Une part importante de l'exportation de Madagascar provient aussi de l'exportation de vanille, de girofle, de crevettes, des minerais de chrome et des produits pétroliers. Dans son ensemble, en 2008, ces produits ont contribué jusqu'à 17,4%, soit 144,5 million de DTS.

II-1-4-2 L'importation

Sur le plan macroéconomique, l'accroissement de l'importation malgache entraîne la détérioration du solde commercial, contribuant à l'aggravation du déficit des comptes courants. L'intégration régionale de Madagascar, quoiqu'avantageux, surtout pour faciliter la commercialisation des produits malgaches, a quand même des inconvénients sur le plan macroéconomique, puisque l'accord de libre-échange permet aux marchandises étrangères de pénétrer à Madagascar sans entrave. En effet, le solde commercial devient de plus en plus déficitaire.

Cependant, l'arrivée des marchandises étrangères a pu renflouer le marché. Elle a stabilisé le prix des produits concernés, surtout pour les produits NTIC, les PPN,.... Dans ce cas, le commerce intérieur est dominé par l'étranger. Dans ce cadre, l'économie malgache est menacée de chocs exogènes, par exemple, le ralentissement du secteur exportateur de l'étranger, la hausse du prix des produits alimentaires sur le marché mondial, l'augmentation du prix des produits énergétiques, tant national, qu'international.

Une part importante de l'importation malgache provient des produits d'équipement, et l'importation des entreprises de la zone franche, elles représentent respectivement 32,7% et 15,8% de l'ensemble, soit 665,7 million de DTS et 320,7 million de DTS.

Pour les entreprises de la zone franche, leurs exportations arrivent à couvrir leurs importations. Par exemple, en 2008, son solde est excédentaire de 144,2 million de DTS. L'importation des produits alimentaires n'est que d'une faible proportion, soit 3,9% des importations, en 2008.

II-2 La vulnérabilité économique de Madagascar

II-2-1 Détérioration des ratios du commerce extérieur à travers le PIB

Tableau n° I : Détermination de la vulnérabilité économique malgache

année	PIB nominal en milliards d'Ariary	exportation des produits de base en milliards d'Ariary	% PIB	déficit courant en milliards d'Ariary	déficit budgétaire en milliards d'Ariary	% PIB
2006	11815	186,5	1,6	-982,8	-443,4	3,8
2007	13760	225,7	1,6	-1579,5	-392,9	2,9
2008	16049	184,6	1,2	-2899,5	-345,5	2,2
2009	16802	191,1	1,1	2934,9	-439	2,6

Source : Notre propre élaboration, Décembre 2010

Entre 2006 et 2008, les ratios de l'exportation des produits de base à travers le PIB ne cessent de se détériorer. En valeur, cette exportation était de 186,5 milliards d'Ariary en 2006, soit 1,6% du PIB.

En 2009 sa valeur a été de 191,69 milliards d'Ariary, ce qui représente 1,1% du PIB. Il y a donc une détérioration.

Concernant les soldes de la balance courante, ceux-ci ont détérioré d'une proportion relativement élevé. Ce déficit était de 982,8 milliards d'Ariary en 2006, et a été de 2934,9 milliards d'Ariary en 2009, ce qui représente respectivement 8,3% et 17,5% du PIB. Donc, la balance courante se détériore progressivement.

En ce qui concerne les opérations financières de l'État, et en tenant compte de son évolution par rapport au PIB, il y a une légère amélioration entre 2006 et 2007. Mais entre 2008 et 2009, ceux-ci se sont détériorés.

Aussi, d'une manière générale, ces différents ratios expliquent la vulnérabilité et la dépendance économique malgache.

II-2-2 Le niveau de l'emploi

La vulnérabilité économique de Madagascar peut être constatée par la persistance du sous-emploi et du chômage déguisé et endémique. Le premier est lié à l'accélération de la demande d'emploi, alors que les firmes nationales n'arrivent pas à les absorber, le second signifie que plusieurs employés sont occupés à des tâches très peu productives, par rapport à leurs qualifications. La demande d'emploi est plus vite que la création d'établissement, cela veut dire que le niveau de la croissance économique malgache ne peut pas absorber une masse de salariés, et puis, l'État n'arrive pas à créer du déficit pour relancer l'économie et de corriger le sous-emploi endémique à Madagascar.

II-2-3 La dépendance du secteur public

La dépendance du secteur public malgache envers l'extérieur est un des signaux de la vulnérabilité économique, si bien que l'absence des aides à l'investissement à destination de Madagascar, suite à la crise sociopolitique, va entraîner le ralentissement et la suspension de plusieurs travaux d'infrastructure publique, en 2009. Dans ce contexte, la dépendance du secteur public fragilise l'économie malgache. En ce sens, cette dépendance est une forme de néocolonialisme car les bailleurs de fonds contrôlent, en partie, le fonctionnement de la politique économique malgache.

II-2-4 La non complémentarité intersectorielle

La non complémentarité intersectorielle, plus précisément entre le secteur agricole et le secteur industriel se manifeste par le fait que la production du premier n'arrive pas à alimenter le second. Cette situation se traduit par l'importation de matières premières. Par exemple, en 2008, la valeur de l'importation des matières premières atteint 404,8 millions de DTS. En plus, les matières premières d'origine agricole sont exportées à l'état brut, par exemple l'exportation de la vanille, du girofle, du cacao,...

SECTION III- LA REFORME STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE MALGACHE

Dans les années 1990, Madagascar avait adopté une politique d'ajustement structurelle. Cette politique est initiée par le FMI dans plusieurs pays en développement pour le retour à l'équilibre macroéconomique. Étant donné que Madagascar est un pays à forte déficit des finances publiques, des comptes courants, un sous-emploi accru et dans une situation de la volatilité des prix ; Cette politique de stabilisation peut apporter des externalités positives sur l'économie malgache.

III-1 Les causes de la politique d'ajustement structurel

III-1-1 Le contexte international du PAS du point de vue du développement et du sous-développement

Dans les années 70, plusieurs pays du Tiers Monde ont connu une période de crise grave. La pauvreté de ces pays a provoqué un climat d'instabilité sur le plan politique, affectant les couches les plus vulnérables. L'endettement accéléré du tiers Monde a atteint environ 100 milliards de Dollars en 1970.

À partir des années 1980, certains pays d'Amérique latine et de l'Afrique se sont trouvés dans des situations d'endettement insupportables, parce qu'ils n'étaient plus en mesure de s'acquitter de la charge de leurs dettes.

Pour ne pas courir le risque de se voir refuser, à l'avenir, tout crédit extérieur, public ou privé et bilatéral ou multilatéral, ces pays ont fait appel au FMI responsable du fonctionnement du système des règlements internationaux, pour permettre l'équilibre macroéconomique. Le FMI a persuadé ces pays d'adopter un programme de stabilisation du déficit extérieur et intérieur, complété par un programme d'ajustement structurel.

Ce programme comprend essentiellement trois sortes de mesures, les deux premiers sont d'ordre macroéconomique et visent, d'une part, à réduire toutes les dépenses publiques et privées de consommation et d'investissement (c'est l'action sur la demande), d'autre part d'augmenter toutes les recettes publiques ou privées, notamment en favorisant la production (c'est l'action sur l'offre). Le troisième est d'ordre sectoriel, elle tend à modifier les comportements et les structures en matière de prix, de commerce, de gestion des entreprises publiques, dans le sens d'une plus grande libéralisation et de privatisation, afin de susciter plus de dynamisme de la part des acteurs économiques.

III-1-2 Le contexte dans les années 1960-1970

Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis sont la première puissance économique mondiale. Ils participent à la reconstruction de l'Europe, dans le but d'élargir leurs dimensions commerciales. Les États-Unis apportent des investissements massifs dans d'autres pays. Leurs politiques consistent à favoriser les entreprises américaines pour investir à l'étranger et pour éviter le retour du dollar, dans le but de contrecarrer les effets inflationnistes. Le dollar devient une monnaie de référence.

À partir des années 1960, plusieurs pays occidentaux possédant le dollar, l'ont transformé en crédit, au profit des pays du sud, pour le financement de leur développement, après la fin de la colonisation.

À partir de 1973, le choc pétrolier a favorisé l'augmentation du revenu des pays producteurs de pétrole, ils ont transformé ces revenus en crédit, à l'endroit des pays du sud, avec un très faible taux d'intérêt. Tous ces prêts provenant des banques privées constituent la partie privée de la dette extérieure des PED. S'ajoutent à cela les États du Nord où à partir de ce choc pétrolier, la crise s'est installée.

Les marchandises produites au Nord ont du mal à trouver preneur, à cause de la récession et du début du chômage massif. Ces pays riches décident alors d'octroyer des prêts au pays du sud, afin de les inciter à acheter les marchandises du Nord. D'où des prêts d'État à État, souvent sous forme de crédits d'exportation.

En général, à titre d'exemple, un pays riche prête 10 millions à un autre pays pauvre, à taux très bas, à condition que le dernier lui achète des marchandises pour 10 millions. C'est la partie bilatérale de la dette extérieure des PED.

Le troisième acteur de l'endettement c'est la Banque mondiale qui est une institution née en 1944, fortement influencée par les États-Unis. À partir de 1968, le président de la banque Mondiale a mené une politique financière contre l'influence soviétique, en soutenant ses alliés stratégiques et en empêchant le développement de certaines politiques visant à l'obtention de l'indépendance économique.

La Banque mondiale incite les pays du Sud, à emprunter, dans l'espoir affiché de financer la modernisation de leur appareil d'exportation et les connecter au marché mondial. C'est la partie multilatérale de la dette extérieure des PED.

Pendant ces années, l'endettement est encore supportable pour les pays du Sud, car ces prêts leur permettent de produire davantage, donc d'exporter plus et de récupérer des devises pour le remboursement des dettes, et pour engager de nouveaux investissements.

Ces trois intervenants (banques privées, États du Nord, Banque mondiale), avec la complicité des classes dirigeantes du Sud, sont à l'origine d'une augmentation exponentielle de la dette (elle est multipliée par 12 entre 1968 et 1980), précédant un tournant tragique.

Plus personne d'autre ne veut prêter à ces pays qui ne peuvent plus rembourser. Le FMI est leur seul recours. Il accepte de prêter l'argent nécessaire (qui permet surtout de sauver les créanciers - souvent privés - du Nord), au taux fort, mais à condition que le pays concerné accepte de mener la politique décidée par ses experts. Ainsi, la politique économique de l'État endetté passe sous le contrôle du FMI et de ses experts ultralibéraux. C'est l'émergence d'un système néocolonialiste.

III-1-3 La crise de la dette

À la fin des années 1979, pour sortir de la crise, pour lutter contre l'inflation trop importante et suite à la défaite des États-Unis lors de la guerre du Vietnam en 1975, en Iran et au Nicaragua en 1979, pour réaffirmer le leadership Américain, les États-Unis avaient adopté une politique ultralibérale. Le Directeur de la Fed décide une forte augmentation des taux d'intérêt américains, dans le but d'attirer les capitaux, et de relancer ainsi l'économie américaine.

Les investisseurs de toute la planète sont donc fortement incités à placer leur argent aux États-Unis. Mais quel rapport avec la dette ? C'est que jusque-là, les taux d'intérêt des emprunts accordés aux États du Sud étaient certes faibles, mais variables et liés aux taux américains. De l'ordre de 4 à 5 % dans les années 1970, ils passent de 16 à 18 % au moins, voire davantage, au plus fort de la crise, car la prime de risque devient énorme.

Par conséquent, du jour au lendemain, le Sud doit rembourser trois fois plus d'intérêts. De surcroît, les pays du Sud sont confrontés à un autre changement brutal : la baisse des cours des matières premières et des produits agricoles qu'ils exportent. La grande majorité des prêts a été contractée dans des monnaies fortes comme le dollar.

Au cours des années 1970, les pays débiteurs doivent donc se procurer de plus en plus de devises pour rembourser leurs créanciers. Ils tentent alors d'exporter encore plus (café, cacao, coton, sucre, arachide, minerais, pétrole, etc.) pour récupérer davantage de devises, ce qui fait encore baisser les cours, vu l'absence de demande supplémentaire au Nord.

Le Sud se retrouve pris dans l'étau de la dette, sans bien sûr pouvoir faire face à ses échéances. C'est la crise de la dette.

III-1-4 Les mesures d'Ajustement structurel

Les mesures préconisées sont inscrites dans un Plan d'ajustement structurel (PAS), qui correspond toujours au même schéma : abandon des subventions aux produits et services de première nécessité, austérité budgétaire et réduction des dépenses, en général baisse drastique des budgets sociaux "non-productifs" (santé, éducation, subventions aux produits de base) ; dévaluation de la monnaie locale ; taux d'intérêt élevés, pour attirer les capitaux étrangers, avec une rémunération élevée ; production agricole toute entière tournée vers l'exportation (café, coton, cacao, arachide, thé etc.), pour faire entrer des devises, donc réduction des cultures vivrières et déforestation, pour gagner de nouvelles surfaces; ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières; libéralisation de l'économie, notamment abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes; fiscalité aggravant encore les inégalités avec le principe d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la préservation des revenus du capital; privatisations massives des entreprises publiques, donc un désengagement de l'État des secteurs de production concurrentiels.

III-2 Les réformes de la politique économique malgache

III-2-1 Les limites d'endettement : une présentation modélisée de l'endettement¹

Ce modèle décrit les conséquences du financement extérieur sur la croissance et l'équilibre extérieur. Dans ce cas, le financement extérieur est destiné à l'investissement productif. Ce modèle repose sur l'hypothèse d'une liaison fixe entre la croissance du produit et l'investissement, partant de la manière dont Harrod et Domar le présentent. Le financement extérieur vient combler le déficit extérieur.

Ce modèle a été construit pour montrer sous quelles conditions un endettement extérieur peut rester supportable, c'est-à-dire se traduire, à terme, en un plafonnement (voire une décroissance des ratios caractéristiques, dette/PIB ou service de la dette/exportation).

¹Marc RAFFINOT : Dette extérieure et ajustement structurel, édition EDICEF, collection n°46, année 1991, P.40

$$Y = Q - iD \quad (1)$$

$$Q = aK + b \quad (2)$$

$$I = S + F \quad (3)$$

$$S = sY \quad (4)$$

$$X - M - iD + F = 0 \quad (5)$$

$$Y + M = C + I + X = C + S + F \quad (6)$$

$$\frac{Q'}{Q} = \frac{dQ}{Qdt} = g \quad \text{soit encore} \quad Q = Q_0 \cdot e^{gt} \quad (8)$$

Avec : **Y** : revenu national ; **Q** : production nationale ; **D** : dette extérieure (**D**₀=0) ; **i** : taux d'intérêt sur la dette extérieure ; **M** : importation ; **K** : stock de capital ; **X** : exportation ; **S** : épargne intérieure ; **F** : financement extérieur ; **I** : investissement.

Ce modèle décrit une économie qui s'endette pour accélérer sa croissance. Au départ ($t = 0$), la dette extérieure est supposée nulle.

L'équation (1) annonce que le revenu national est égal à la production nationale (nette), déduction faite du transfert de revenu vers l'extérieur, qui est égal au versement d'intérêt sur le montant de la dette extérieure (en monnaie locale).

L'équation (2) suppose une relation fixe entre la production et le stock de capital. En dérivant, par rapport au temps, cette relation apparaît comme liant l'accroissement du produit dQ/dt et l'investissement I ($I = dK/dt$).

On peut donc écrire l'équation (2) sous la forme $dQ/dt = aI$. Pour simplifier, il n'est pas tenu compte de la dépréciation, l'investissement est donc net.

L'équation (3) est l'égalité comptable *ex-poste* entre investissement et épargne. La modification, par rapport à la relation traditionnelle, tient au fait que l'on considère, ici, d'une part l'épargne interne et l'épargne extérieure, la somme F (le « complément d'épargne ») étant empruntée à l'extérieur. La dette **D** s'accroît donc de ce montant, ce qui peut s'écrire : $F = dD/dt$. L'épargne **S** est une fraction constante du revenu, d'après l'équation (4).

L'équation (5) exprime les contraintes de l'équilibre de la balance des paiements : la balance des biens $X - M$ additionnés avec la balance des services (à laquelle on a déduit le paiement d'intérêt sur la dette) et la balance des capitaux (qui se réduit ici aux entrées de capitaux empruntés) donne un solde global nul. L'équation (6) décrit l'égalité comptable ressources emploi au niveau des biens et services.

L'objet de ce modèle est d'examiner quelles conditions doivent être remplies pour que l'indicateur d'endettement $d = D/Q$ tend vers une limite.

Si c'est le cas, la dette sera considérée comme supportable. Dans le cas contraire, le taux d'endettement **d** croît indéfiniment.

Pour déterminer ces conditions, on part d'un taux de croissance de la production **g** considéré comme un objectif et on analyse la variation de **d**.

En reportant l'équation (4) dans (3), Y par sa valeur dans (1), et I par sa valeur dans (2), on obtient par transformation algébrique :

$$d(si - g)a - ad' = as - g \quad (9)$$

Cette équation différentielle lie d et son dérivé par rapport au temps d' . La résolution de cette équation donne la fonction suivante de croissance de d par rapport au temps :

$$\frac{g-as}{a(si-g)}e^{(si-g)t} + \frac{as-g}{a(si-g)} \quad (10)$$

Cette fonction croît indéfiniment, si la puissance de e est positive, c'est-à-dire si :

$$si < g \quad (11)$$

Par contre, si d tend vers une limite d^* telle que :

$$d^* = \frac{as-g}{a(si-g)} \quad (12)$$

Pour avoir un sens économique, cette limite doit être positive, ce qui implique :

$$g > as \quad (13)$$

Le taux de croissance de l'économie doit donc être supérieur au produit le plus élevé de a ou i par s .

Pour le cas de Madagascar, la question est : quel est le taux d'intérêt de la dette pour que la dette de Madagascar reste soutenable ? Pour répondre à cette question, on va prendre un exemple ex-post.

En 2008, l'épargne de Madagascar est de 122,9 milliards d'Ariary, le PIB est de 571 milliards d'Ariary, l'investissement domestique est de 220,9 milliards d'Ariary. Après calcul, on a : $a = 0,4$; $g = 0,073$; $s = 0,2$; $i = ?$

La condition de la soutenabilité de la dette est : $g > as$ ou $g > ai$, après calcul, $g > ai$ donne : $i < 0,1825$. Dans ce cas, il faut que le taux d'intérêt de la dette publique soit inférieur à 18,25% pour que la dette soit soutenable.

III-2-2 Les origines de la politique d'ajustement structurel à Madagascar

III-2-2-1 Les problèmes de l'accumulation interne

Après l'indépendance des pays Africains dans les années 60, plusieurs pays adoptent la politique interventionniste, cela peut se justifier par la nationalisation de plusieurs entreprises et l'absence de secteur privé dynamique à l'investissement. Durant cette période, l'État continuait son monopole sur l'économie, elle opère une large ponction sur le revenu d'exportation pour constituer la caisse de stabilisation.

Le revenu prélevé sur le commerce extérieur est utilisé, en partie, pour approvisionner les villes en matière d'alimentation, à des prix inférieurs, du fait de la politique de surévaluation de la monnaie nationale. L'importance des prélèvements, la concurrence des produits alimentaires bon marché, ont conduit progressivement à la destruction des prix au niveau des producteurs.

Ainsi, alors que les bases exportatrices s'affaiblissent, le déficit alimentaire, accéléré par une forte croissance démographique dans les villes, contribuait au déséquilibre croissant des comptes extérieurs.

Durant cette période, les importations alimentaires représentent 15% des importations des pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu, 20% dans les pays à revenu intermédiaire.

Dans ce cas, il y a un lien significatif entre l'importation alimentaire et l'endettement extérieur, surtout pour le cas de Madagascar. Cette Étatisation poussée va affaiblir le pouvoir de négociation entre producteurs.

En plus, pour des raisons budgétaires, et pour protéger les industries nationales, l'État a développé des tarifs douaniers protectionnistes élevés. Il a très souvent laissé la monnaie nationale s'apprécier, dans le but d'obtenir des biens d'équipement bon marché pour le secteur public, et cela permettait aussi de nourrir les villes à plus bas prix. Cette situation a aussi pour effet la destruction du marché des produits locaux.

Compte tenu de la faible taille des marchés intérieurs, les industries qui se sont établies sont très fragiles. Celles qui fonctionnent le mieux sont celles dont leurs activités sont tournées vers le marché intérieur.

III-2-2-2 Les problèmes de l'accumulation externe

Le développement des mesures protectionnistes, au lieu de protéger les industries nationales, n'a que peu d'effet significatif, du fait surtout que l'exportation est héritée de la structure coloniale. D'où le « primaire-exportatrice ».

Cela se traduit par des exportations presque uniquement composées de produits primaires, agricoles, minéraux ou énergétiques, et souvent par des situations mono-exportation (un seul produit composé de plus de 80% de l'exportation).

III-2-2-3 Le retournement conjoncturel de 1980

Dans les années 80, le choc pétrolier avait conduit plusieurs pays développés à adopter une politique de stabilisation, mais apportait des effets négatifs dans les pays endettés.

En 1980, les États-Unis avaient mené une politique monétaire, afin de briser les anticipations inflationnistes, les États-Unis n'avaient pas contrôlé le taux d'intérêt avec lequel les pays en développement vont payer leurs dettes.

Mais ils fixent une politique de stabilisation de la croissance de la masse monétaire. Dans cette politique, le taux de base aux États-Unis passe de 12% au milieu de l'année 1979, à près de 20% au début des années 80.

Cette brusque augmentation du taux d'intérêt réel, et le choc pétrolier sont les causes qui ont été à l'origine de la récession dans les pays industrialisés. Le taux de croissance de leurs PIB avait passé de 4% entre 1979 à 1,4% entre 1980 et 1981, pour devenir négatif en 1982 (-0,3%).

À partir de 1984, la tendance de la croissance économique s'était élevée, soit à 3,8%.

À son tour, la modification de la politique monétaire aux États-Unis a pour conséquence notable la remontée du Dollar, entre 1979 et le début de 1985.

Celle-ci a un effet double, d'une part le renchérissement des dettes libellées en Dollar, mais aussi le gain de compétitivité, pour une économie endettée, tournée vers l'exportation sur le marché Américain.

En matière de dette, si les conditions prévalant dans les années 1970 à 1973 s'étaient maintenues, le remboursement aurait été possible.

Mais le retournement de la politique monétaire américaine pour la lutte contre le choc inflationniste, à partir des années 1979, a conduit à une situation très différente de celle qui prévalait au moment de l'endettement, hausse brutale des taux d'intérêt, désinflation et retour à des taux d'intérêt positifs.

III-2-3 L'endettement du point de vue macroéconomique

Dans l'optique macroéconomique, la dépense globale **D** est composée de la dépense de consommation privée **C**, la dépense publique **G**, l'investissement total **I**, l'exportation des biens et services **X** et l'importation **M**.

La dépense globale est l'ensemble des dépenses d'investissement, des dépenses de consommation, des dépenses publiques et augmenté de l'exportation nette **EXN**.

$$D = C + I + G + EXN \quad (1)$$

Le revenu perçu par les agents **Y** leur permet de financer leurs dépenses de consommation **C**, de faire face au paiement d'impôt **T** et de constituer l'épargne **S**. À partir de cela, on peut écrire :

$$Y = C + T + S \quad (2)$$

Dans un équilibre macroéconomique, le revenu national **Y** est affecté au financement des dépenses **D**. on peut écrire l'égalité entre le revenu **Y** et les dépenses **D**, et on obtient l'identité suivante :

$$I + G = T + S \text{ ou } I = S + (T - G)$$

Après arrangement des termes, on obtient :

$$EXN = (S - I) + (T - G) \quad (3)$$

EXN représente l'exportation nette, $(S - I)$ représente le solde des comptes capital consolidé du pays et $T - G$ le solde des finances publiques. En général, le solde $(T - G)$ est négatif, si EXN est aussi négatif, alors $(S - I)$ est nécessairement négatif. Dans ce cas, l'économie ressent un besoin de financement.

Face à ce qui vient d'être dit, l'économie endettée est une économie dont le déficit extérieur perdure, et le déficit des finances publiques est parfois important.

Pour le cas de Madagascar, par exemple, en 2007, l'épargne et l'investissement sont successivement de 87,2 milliard d'Ariary et 132,5 milliard d'Ariary, les dépenses et les recettes publiques sont successivement de 2594,3 milliard d'Ariary et 2201,4 milliard d'Ariary.

Ainsi, de cette situation, le solde des opérations financières de l'État est déficitaire, et il en est de même pour le solde des opérations en capitales. On peut conclure que le solde des opérations avec le reste du monde est aussi négatif, d'où l'endettement.

III-3 La nécessité et l'efficacité de l'ajustement structurel

III-3-1 La nécessité de l'ajustement structurel

Lorsque la politique économique ne contribue pas au besoin et au développement du pays, cette politique doit être ajustée efficacement.

Dans la mesure où la conjoncture économique mondiale change, la politique économique doit aussi être ajustée. Si les objectifs de la politique économique ne sont pas atteints, ce pays peut plonger dans une situation de retard, pendant un certain temps. Dans ce cas, les mesures de rééquilibrage sont plus difficiles et onéreux.

Par ailleurs, la restructuration de l'économie malgache est nécessaire parce que l'utilisation des ressources naturelles, humaines, matérielles et financières est inappropriée.

Dans cette perspective, la réforme de la finance publique et la remise en équilibre des comptes extérieurs sont nécessaires.

Pour ainsi dire, la politique d'ajustement structurel vise à augmenter la productivité interne et les exportations, et met en place des dispositifs permettant de limiter l'intervention de l'État, par son instrument budgétaire, dans la mesure où cette politique vise à réguler la finance publique. C'est ainsi que la politique des pays productifs est axée sur les quatre points ci-après :

- ***Réduire le déficit budgétaire du gouvernement*** : le fait de garder le déficit budgétaire à un niveau inférieur évite les besoins de taxes plus élevées et aide à contrôler l'inflation.
- ***Maintenir l'inflation à un niveau inférieur*** : l'inflation a pour cause une productivité trop faible et trop de monnaie à la chasse de trop peu de biens. Quand un gouvernement a recours à la planche à billet pour combler un déficit ou payer des dépenses qui ne rendent pas l'économie plus productive, il en résulte généralement l'inflation. C'est pour cela que dans les années 80, l'inflation était élevée à Madagascar, car la masse monétaire avait une croissance annuelle de près de 40%.
- ***Encourager la concurrence*** : la concurrence offre un avantage en termes de prix pour les consommateurs, et l'efficacité en termes de productivité pour les entreprises. La déréglementation du marché et la dénationalisation des entreprises appartenant à l'État vont abaisser les dépenses publiques et permettre au secteur privé de fonctionner de manière plus productive.
- ***Encourager l'investissement*** : améliorer l'environnement de l'investissement du secteur privé, de sorte que sa contribution à la croissance économique soit plus importante.
- ***L'investissement public, bien qu'important***, doit être concentré dans les secteurs où il servira à améliorer sa productivité et le bon fonctionnement de l'économie de marché.

III-3-2 L'efficacité de l'ajustement structurel

Plusieurs pays comme l'Asie du Sud-est, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et les pays plus proches de Madagascar, par exemple l'île Maurice, révèlent qu'un ajustement structurel appuyé par une bonne gestion économique est vraiment efficace.

La libéralisation des marchés, la dénationalisation des entreprises publiques pour améliorer leur efficacité et pour l'introduction d'une bonne politique macroéconomique aboutissent vraiment à des économies plus performantes, mieux adaptées et concurrentielles.

En plus, l'ajustement structurel peut s'effectuer par la réduction des importations et par l'augmentation des exportations, et en n'empruntant plus pour corriger le déséquilibre macroéconomique.

Les États prospères ajustent leurs économies, en cherchant à augmenter les investissements, l'emploi, la productivité, pour gagner plus de profit pour le pays et en s'efforçant d'abaisser leurs déficits. L'investissement public doit être réservé à des utilisations qui établissent les conditions d'une future croissance, et le gouvernement doit combattre la corruption et viser l'efficacité.

Ainsi, l'absence de l'ajustement structurel ou l'inefficacité de son application entrave la croissance et le développement économique, car le processus de restructuration est important.

III-4 Les objectifs de l'ajustement structurel

III-4-1 Retrouver l'équilibre des finances publiques

III-4-1-1 Augmenter les recettes publiques

Pour la finance publique, la politique d'ajustement structurel vise à augmenter les recettes publiques, sans décourager les producteurs.

Mais, le système de prélèvement existant est très rapidement dissuasif. Cela entraîne, dans un bref délai, des phénomènes de types « ***courbe de Laffer***¹ » ; dès qu'on dépasse un certain taux de pression fiscale, le développement d'une économie parallèle fait baisser le niveau des recettes, c'est pourquoi, l'augmentation visée dans le cadre de cette politique va de pair avec d'autres objectifs, tels que la modernisation du système fiscal.

III-4-1-2 Réduire les dépenses publiques

La difficulté d'apport massif en investissement contraint l'État à baisser le PIP, en mettant en œuvre des mesures permettant de supprimer les activités gaspilleuses et la rationalisation des procédures budgétaires.

Dans les pays développés, si les dépenses publiques diminuent, cela a pour conséquence la baisse de l'investissement. Mais, dans les pays en voie de développement, la baisse de l'investissement public n'implique pas forcément la diminution de ses dépenses, puisqu'elles sont financées en partie par l'étranger. C'est pourquoi les recommandations en la matière sont généralement axées sur la qualité des investissements retenus et de leurs financements.

À chaque stade d'investissement, ce programme vise ceux qui sont directement productifs.

De plus, la mise en œuvre de ces programmes tient compte de la dimension sociale, à mesure que les investissements sociaux sont aussi favorisés.

¹ Trop d'impôt, tue l'impôt, c'est-à-dire, plus le taux marginal d'imposition est élevé, plus les contribuables se retirent.

III-4-1-3 La réforme de la politique budgétaire et la restructuration de la fonction publique

L'objectif de la politique de l'ajustement structurel est le retour à l'équilibre de la finance publique, il est aussi associé à d'autres objectifs secondaires, surtout la gestion de la bonne gouvernance des services publics.

- Améliorer la capacité de gestion de l'administration publique. Cette première démarche élémentaire est souvent rendue nécessaire par la déliquescence des systèmes de gestion budgétaire et la gestion du personnel ;
- Améliorer la productivité administrative, c'est-à-dire promouvoir la fonction publique ayant un champ d'intervention réduit (notamment du fait de la privatisation des activités pour lesquelles l'administration n'est pas le mieux placée, surtout aussi la réduction de la bureaucratisation), mais rendue plus efficace.

Un autre point consiste à essayer de donner à l'administration des moyens de travailler, en réservant une fraction significative de dotation budgétaire aux dépenses matérielles.

- Améliorer l'allocation des ressources : cet objectif est apparu plus tard en liaison avec la dimension sociale.

Dans cette optique, il s'agit d'améliorer la capacité de l'administration en matière de gestion des ressources, en la centralisant de manière à éviter que de multiples caisses ou fonds autonomes se constituent. Il s'agit ensuite de mettre en place de véritables systèmes d'allocation budgétaire, qui puissent prendre en compte les besoins réels des bénéficiaires et évaluer la capacité des programmes mis en œuvre à répondre à ces besoins.

III-4-2 Promouvoir le dynamisme du secteur privé par la politique libérale

L'expérience, dans les années 80, a montré que le monopole public est source de récession économique. Par exemple, la hausse des prix à Madagascar, dans les années 80, a été due à la politique de nationalisation, qui a conduit à la mise en œuvre de la politique du PAS dans les années 90.

Ainsi, la politique à mettre en œuvre est une politique copiée du scénario libérale. Ce qui montre que le libéralisme donne l'opportunité au secteur privé pour éviter tout déséquilibre.

III-5 La mise en œuvre de l'ajustement structurel

À cause de l'inefficacité de la politique économique malgache, dans les années post-choc pétrolier (à partir de 1973), le sous-emploi accru, le prix est volatile, le déficit des comptes courants a perduré, la monnaie nationale fluctue par rapport aux devises clés, en particulier le dollar et l'euro. Les finances publiques ont réalisé des déficits chroniques créateurs de l'endettement intérieur et extérieur de l'État.

Le produit intérieur brut par habitant avait décliné de 40%, depuis les années 70, avec une régression annuelle de -0,9%, au cours de la décennie 1980.

Dans ce contexte, le gouvernement socialiste de Didier Ratsiraka a changé son modèle de production, passant du collectivisme agraire, au capitalisme d'exportation.

Dans ce contexte, en 1994, Madagascar avait basculé dans une structure politique copiée du scénario libéral recommandé par le FMI, en vue d'obtenir des aides en provenance de ce dernier. La mise en œuvre de cette politique se fait par l'élaboration d'un document stratégique. C'est pour cela que Madagascar avait élaboré le DCPE pour la première fois.

Dans ce cadre, l'État malgache procède à la dénationalisation de plusieurs entreprises appartenant à l'État, pour les donner au secteur privé. Puis, pour pouvoir augmenter les recettes publiques, l'État malgache avait restructuré les modes d'encaissement des recettes fiscales (par exemple la décentralisation des centres de recouvrement des impôts, l'allègement de l'imposition).

En plus, l'État malgache procède à la libéralisation de l'économie, en donnant la possibilité au secteur privé de produire pour le compte de la nation.

L'État avait abandonné ses monopoles, par exemple la loi du prix fixe, mais c'est le marché qui détermine le prix, par la loi de l'offre et de la demande.

Le FMI avait pris en considération la dimension sociale, dans la mesure où il recommande la mise en œuvre de la bonne gestion des ressources de la nation, tant pour celles qui proviennent des bailleurs de fonds, que les ressources intérieures.

Cette situation a été rendue effective, par la mise en place des institutions pour la lutte contre la corruption. Les bailleurs de fonds recommandent aussi la mise en œuvre de programmes qui ont des effets directs sur la population.

CHAPITRE-III : LA POLITIQUE À MADAGASCAR

En 2009, le contexte sociopolitique à Madagascar est marqué par une crise sociopolitique profonde, conduisant à l'effondrement du régime politique en place. La crise politique devient un phénomène cyclique, environ tous les dix ans. Par la suite, l'intégration de Madagascar dans un environnement de la mondialisation a conduit au respect des règles établies par la communauté internationale, surtout en matière de stabilité sociopolitique. Dans le cadre de cette analyse, nous analyserons, en premier lieu, l'approche de la théorie économique de l'État, l'approche théorique et la réalité politique malgache, et en fin, le contexte de la crise sociopolitique malgache, en 2009, et le contexte international.

SECTION-I : LE CONCEPT SUR LE MARCHE POLITIQUE

Le marché politique est un marché de la protection sociale. Les offreurs de la protection sociale sont les hommes politiques, et les demandeurs de cette protection sont les électeurs. Le produit sur ce marché est la protection sociale. Ainsi, le non-respect des règles de la concurrence politique et l'inefficacité de cette protection sociale conduisent à la situation d'instabilité politique.

I-1 Approche concernant les théories économiques de l'État¹

I-1-1 Les trois fonctions de l'État

I-1-1-1 La fonction d'affectation

Elle se rapporte à la production des biens et services non marchands c'est-à-dire fournis aux agents à titre gratuit ou quasi gratuit (prix inférieur à 50% du coût de production).

I-1-1-2 La fonction de redistribution

Pour réduire les inégalités, l'État assure la redistribution des revenus des agents économiques les plus aisés, vers les plus démunis. Cette redistribution verticale s'opère au travers des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et des transferts (subventions et prestations sociales).

¹ Blanche Nirina RICHARD: Théories économiques de l'État, cours de théories économiques, en 3^{ème} année économie, année 2007.

I-1-1-3 La fonction de régulation

La politique économique mise en œuvre par l'État cherche à réguler l'activité économique c'est-à-dire corriger les différents déséquilibres macroéconomiques (récession, chômage, inflation, déséquilibre extérieur).

I-1-2 théories des choix collectifs

I-1-2-1 Le contexte de cette théorie

La théorie des choix collectifs décrit les procédures de vote et son impasse. Dans cette théorie, Arrow¹ met l'accent sur le fait que dans une société démocratique, le choix collectif se fait par le vote, et puis il explique que si les conditions ci-après ne sont pas satisfaites, la décision mise en place devient dictatoriale.

La première condition c'est l'absence de restriction, c'est-à-dire que tous les individus doivent être libres de leurs choix, en fonction de leurs préférences.

La deuxième condition c'est la condition de Pareto², qui dit que, si tous les individus préfèrent x à y , alors x doit être collectivement et strictement préféré à y , et dans le respect des conditions normatives.

La troisième condition c'est la condition de l'indépendance vis-à-vis des options non pertinentes. Ce qui veut dire que si les préférences individuelles entre deux options ne changent pas, entre deux profils de préférence, la préférence collective entre elles doit aussi rester inchangée. Autrement dit, la préférence sociale entre deux options ne doit pas dépendre que des préférences individuelles concernant ces deux options.

Et le dernier critère, c'est l'absence de dictature, ce qui veut dire qu'un individu ne peut pas imposer seul sa préférence stricte, au niveau collectif, quelles que soient les préférences des autres individus.

I-1-2-2 Le concept de l'électeur médian et électeur de munificence

Un électeur médian est un électeur dont son choix dépend des idées émises par le candidat en question, par contre, un électeur de munificence est un électeur qui tire profit pour son choix.

¹ Arrow est un économiste Américain, prix Nobel d'économie en 1972, fondateur de l'école néoclassique moderne. Dans son théorème d'impossibilité, Arrow montre que des règles pour établir un choix collectif ne peuvent répondre à quelques critères pourtant jugés "raisonnables": Arrow montre qu'il est impossible de définir l'intérêt général à partir des choix individuels.

² Pareto est un économiste Italien, célèbre sous la notion « **d'optimum de Pareto** ». Le critère de Pareto est appelé principe du plus grand bonheur, prend en effet en considération le bonheur global de la société, conçu comme l'agrégation des bien-être de tous les individus, et déclare qu'un état de la société est moralement préférable à un autre si son bonheur global est plus grand que le bonheur global dans le second état de société.

I-1-2-3 La limite de cette théorie

À propos de l'impossibilité de détermination de choix collectif, cette situation peut être levée, si le choix de la population tend vers un bien-être commun. En réalité, le bien-fondé de l'État n'est pas de satisfaire un à un le bien-être de tous les individus, mais de faire apparaître un niveau optimal de bien-être collectif.

Ainsi, outre la valorisation des biens essentiels de la collectivité, cette dernière doit aussi choisir une préférence individuelle, après avoir analysé les préférences des autres (équilibre de Nash). Dans cette perspective, chaque individu doit exclure l'individualisme, mais mettre en valeur le concept de l'utilitarisme, surtout du point de vue positif et normatif.

I-1-2-4 Le théorème d'impossibilité

Cette théorie a fait l'objet de grand débat. Si on considère que ces quatre conditions ne sont pas satisfaites simultanément, c'est-à-dire que si l'une de ces conditions est violée, alors il est impossible de construire une préférence collective, transitive, à partir des préférences individuelles transitives. D'où le théorème d'impossibilité avancé par Arrow.

I-1-3 Théorie des choix publics

I-1-3-1 Le comportement stratégique des parties en présence

Cette théorie met en évidence le rôle de l'État et le comportement des électeurs, des hommes politiques et des fonctionnaires. L'école des choix publics avance une critique sur l'inefficacité de la politique publique en matière des dépenses étatiques. Cette école montre que le développement des interventions publiques s'explique, non par la fin d'intérêt général, mais par le profit de certains groupes sociaux, d'une part, et des élus d'autre part.

Les groupes sociaux, tout d'abord, accroissent l'intervention de l'État pour maximiser leurs intérêts personnels. Ainsi, ils réclament de l'État des services et des programmes, dont ils tirent personnellement profit, tout en cherchant les moyens pour que l'ensemble des contribuables les paie.

En parallèle, les bureaucrates cherchent les moyens pour tirer vers le haut l'offre publique et surévaluer son coût, pour qu'ils puissent en tirer des avantages ; cette situation ne fait qu'accroître l'intervention publique.

Dans ce cas, la situation politique s'explique par les outils microéconomiques, puisque les hommes politiques et les fonctionnaires se comportent comme des consommateurs et des producteurs de la théorie économique ; chacun d'eux prend des décisions pour que le meilleur gagne du terrain, afin que les décisions les plus efficaces soient mises en œuvre.

Pour lutter contre cette pesanteur, l'école du choix public avance des suggestions, par un ensemble de mesures, telles que l'évaluation systématique des coûts/avantages ou coûts/bénéfices de toute intervention publique, en matière de dépenses, puis la mise en place de structures plus souples et plus décentralisées de satisfaction des besoins collectifs, ainsi que l'introduction de certains moyens correctifs aux procédures d'intervention publique.

I-1-3-2 Critiques et limites

Nous avons formulé quelques critiques, surtout du point de vue comportemental des hommes politiques, en particulier la mise en œuvre des stratégies permettant de consolider la place politique.

Puis, dans cette situation, les hommes au pouvoir augmentent les dépenses publiques à des fins individuelles, d'où l'apparition du déficit public.

Par exemple, la mise en œuvre d'une stratégie de prix bas, pour certains biens de première nécessité, ne peut pas modifier la situation du marché, mais perturbe la politique libérale mise en œuvre antérieurement, et qui ne fait qu'accentuer un effet de cliquet et un effet de surprise (par exemple hausse brusque des prix de certains biens fortement demandés).

Les fonctionnaires, de leur côté, en augmentant le coût du fonctionnement des administrations publiques, afin de maximiser leurs intérêts personnels, va entraîner, plus tard, la diminution d'une autre dépense publique (par exemple les dépenses d'investissement). En effet, l'État devra faire appel au contribuable, après un certain temps (théorème de l'équivalence ricardienne), d'où une menace inflationniste.

Finalement, dans ce contexte, les électeurs sont victimes de la sélection adverse, en choisissant ceux qui offrent la meilleure protection sociale, puisque la politique mise en jeu n'est qu'une instrumentalisation de la pauvreté.

I-1-4 Théorie des jeux

La théorie des jeux est une discipline qui a été fondée en 1944 par Von Neuman¹ et Morgenstern ; Elle décrit des relations de comportement stratégique de deux parties, en matière de prise de décision, pour obtenir un résultat optimal. Dans cette théorie, on convient de distinguer, entre deux types de jeux : le jeu coopératif et le jeu non coopératif.

Un jeu est coopératif, lorsque des joueurs peuvent passer entre eux des accords qui les lient de manière contraignante, par exemple sous la forme d'un contrat qui prévoit une sanction légale, dans le cas du non-respect de l'accord.

¹ **Von Neumann** est un économiste et mathématicien Hongrois, il améliore sa théorie pour y inclure les jeux avec asymétrie d'information et les jeux avec plus de deux joueurs. Il avait publié son travail en 1944 avec Oskar Morgenstern, il est devenu un classique de l'économie : « La Théorie des jeux et comportements économiques »

On dit alors qu'ils forment une coalition, dont les membres agissent de concert. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque les joueurs n'ont pas la possibilité de former des coalitions, le jeu est non coopératif.

Mais, actuellement, cette théorie a une portée sur la vie sociopolitique et économique. Sur le plan commercial, par exemple, cette théorie décrit les stratégies adoptées par chaque commerçant, afin d'en tirer un profit plus élevé. Sur le plan politique, le jeu décrit les comportements stratégiques des hommes politiques pour conquérir le pouvoir. Dès que les stratégies adoptées par chaque joueur ont des externalités négatives sur d'autres, cela veut dire qu'il y a un perdant et un gagnant. Cette situation va perturber le marché politique.

Par la suite, on peut recourir à l'équilibre de Nash¹, comme solution possible d'un jeu non coopératif.

Dans ce cas, les participants doivent choisir la meilleure stratégie pour eux-mêmes, compte tenu des croyances qu'ils ont des stratégies qui vont être choisies par les autres.

I-2 Le contexte réel de la politique malgache

I-2-1 Du point de vue de la théorie des choix collectifs

Arrow affirme que si ces quatre conditions ne sont pas remplies simultanément, il n'est alors pas possible de définir la préférence collective à partir de l'intérêt individuel.

Pour le cas de Madagascar, parmi ces quatre conditions, aucun d'entre elles n'est respecté de façon optimale. Par exemple, un seul individu impose une politique à mettre en œuvre pour la collectivité. Cette situation se manifeste, par exemple, par la mise en place, dans la constitution de la quatrième République, d'un État unitaire et décentralisé.

En réalité, un État est dit État unitaire, lorsque la gestion des services publics et l'administration de la collectivité sont réalisées depuis un seul centre du pouvoir, et donnant une marge de pouvoir au Président de la République. Puis, le seul mode de prise de pouvoir est le vote majoritaire. Mais, en général, l'unanimité de la décision collective n'est pas respectée, et la politique mise en place par les offreurs de la politique publique est en partie discrétionnaire.

¹ Nash est un économiste prix Nobel en 1994, il critique la « **main invisible** » d'Adam Smith, il est célèbre sous son théorème : « **l'équilibre de Nash** », à partir de laquelle il montre que, la situation la plus stable, est obtenue par la concertation des joueurs.

I-2-2 Du point de vue de la théorie des choix publics

Selon cette théorie, les politiciens cherchent des moyens en utilisant les instruments les plus efficaces, pour que la meilleure décision soit mise en place.

Les fonctionnaires, de leur côté, font tout pour augmenter leur salaire et leurs pouvoirs. Quant aux électeurs, ils choisissent un candidat pour obtenir une meilleure protection sociale.

Pour le cas de Madagascar, à la veille d'une élection, les hommes politiques proposent des stratégies idéales et font des investissements, à court terme, pour que leur popularité augmente. Par exemple la distribution de « *tee shirt* », la pratique d'un marché à bas prix, publication d'un programme à réaliser, pour une meilleure rentabilité sociale, et pour le bien-être collectif. Les fonctionnaires, de leur côté, souhaitent à être mieux payer et mieux classés. Dans ce cas-là, par hypocrisie, les fonctionnaires font semblant d'être du côté du pouvoir en place.

I-2-3 Du point de vue de la théorie des jeux

Selon cette théorie, le jeu est coopératif, si les politiciens arrivent à s'entendre politiquement, afin d'éviter les conflits. Mais, par contre, le jeu est non coopératif, lorsque les hommes politiques sont en conflits ouverts.

À Madagascar, le jeu politique est non coopératif ; cette situation se manifeste par la difficulté de mettre en place un gouvernement d'union nationale, souhaité par la communauté internationale, puisque les institutions politiques ont été mises en place unilatéralement par le pouvoir en place. Par exemple, la révision de la constitution en 2006 et en 2010, la conférence nationale à « *Ivato* » en septembre 2010.

Ainsi, les dirigeants vont gérer le pays de façon autoritaire. En effet, le marché politique devient de plus en plus monopolistique, pour se transformer en crise sociopolitique.

I-3 La crise de l'État

I-3-1 L'État gendarme

Selon les classiques, le rôle de l'État doit se limiter à la protection intérieure (police, justice) et extérieure (armée) du territoire national. À Madagascar, la crise de l'État gendarme est justifiée par le déficit de ses fonctions régaliennes.

I-3-2 L'État providence

La crise de l'État providence se manifeste par l'inefficacité de la politique de relance entreprise par l'État. En effet, le déséquilibre macroéconomique n'est jamais résorbé, tant interne qu'externe. L'État n'arrive pas à effacer l'inégalité sociale, puisqu'il y a écart entre les riches et les pauvres. Ainsi, la politique de redistribution entreprise par l'État n'arrive pas à augmenter le revenu des plus démunis.

SECTION-II : LES FACTEURS A L'ORIGINE DE LA DÉSTABILISATION POLITIQUE À MADAGASCAR

À Madagascar, les facteurs à l'origine de la catastrophe politique se trouvent dans le comportement des hommes politiques. Ainsi, le développement d'une politique individualiste conduit à la gestion autoritaire du pays. Ce qui amène le renforcement du pouvoir au sein de l'exécutif. Cette situation attire l'ambition personnelle des partis politiques d'opposition. Par la suite, la crise se transforme en violences meurtrières provoquées par le gouvernement lui-même.

II-1 La gestion autoritaire du pays

Le terme gestion autoritaire apparaît, lorsque la démocratie n'a plus sa place dans la société. Sur le plan politique, par exemple en 2002, après la contestation du résultat post-électoral en décembre, après la pacification du pays par les forces de l'ordre, le nouveau président de la République a organisé un referendum constitutionnel, donnant plus de pouvoir au président de la République.

Puis, en 2006, lorsque le parti politique TIM avait dit « *premier tour dia vita* », cela signifie qu'il allait remporter la victoire, quelle qu'eût été la situation.

En outre, après le coup d'État de 2009, un referendum constitutionnel avait été organisé, en 2010, attribuant plus de pouvoir au président de la République, et mettant en place un État unitaire. Ainsi, dans ce contexte, nous nous posons une question : est-ce que la précédente constitution a été un facteur à l'origine du sous-développement à Madagascar ?

Mais, en général, il ne s'agit pas de question de développement, mais, plutôt de question de pouvoir politique.

II-2 La persistance de l'économie de rente

Madagascar est un des pays où la corruption persiste. En réalité, la mise en place d'un organisme pour lutter contre la corruption, à Madagascar, ne fait que consolider la place des dirigeants.

En effet, l'institution de la lutte contre la corruption n'a qu'un caractère cosmétique. Ces organismes semblent n'avoir qu'un seul souci, celui de trouver les moyens pour arrêter les membres des partis de l'opposition.

II-3 La malédiction des matières premières

À Madagascar, la malédiction des matières premières se manifeste, soit par l'exploitation illicite des ressources par la classe dirigeante, soit par la facilitation d'accès des étrangers pour exploiter les ressources productives à Madagascar. Par exemple, l'existence des passagers clandestins à *Ilakaka* pour l'exploitation des pierres précieuses en 2007, l'exploitation de pétrole à *Tsimiroro*, depuis quatre ans, l'exploitation des saphirs dans la région DIANA, depuis dix ans. Puis, en 2009, dès que le pouvoir non institutionnalisé prend en charge les affaires du pays, l'exploitation et l'exportation illicite des bois précieux persistent, au profit de la classe dirigeante.

II-4 Instrumentalisation de la pauvreté

Quand on parle de marché politique, on parle de marché de la protection sociale. Ainsi, les hommes politiques qui offrent une protection sociale en faveur de la couche sociale la plus défavorisée devient de plus en plus populaire.

À Madagascar, les politiciens font des projets démagogiques que la richesse du pays ne pourra même pas réaliser. Très souvent, l'éradication de la pauvreté devient un instrument utilisée par les hommes politiques pour être élu, d'où la pauvreté instrumentalisée.

Malgré toutes ses promesses, la population reste tout le temps pauvre. Cette dernière s'inquiète du fait que la pauvreté ne soit pas éradiquée, puisque le prix ne se stabilise pas, le revenu disponible par tête reste faible, le niveau d'imposition est assez élevé, le niveau de sous-emploi s'accroît.

La population espère que la réforme au niveau de la structure économique et politique pourra lui procurer le bien être.

II-5 Absence d'une classe moyenne

À Madagascar, plus de 65% de la population sont pauvres, seule environ moins de 35% vivent dans une situation modeste. Cette situation prouve qu'il y a trop d'écart entre les riches, qui sont en général la classe dirigeante, et les pauvres.

II-6 Absence d'une institution capable de mettre en place une institution démocratique

L'État de droit est un État institutionnalisé. Les autres institutions sont mises en place à partir de ces règles. Grace à cela, le pays en question vit dans des conditions démocratiques.

En ce qui concerne Madagascar, ces institutions existent, mais le non-respect de celles-ci amène le pays dans une situation de l'État de non droit. La persistance de la corruption en est un exemple. En général, la démocratie est en situation de déficit. Ce déficit, est aussi la principale cause de la dissension politique à Madagascar.

II- 7 Le développement de l'individualisme politique

L'individualisme est un concept dont la tendance consiste à agir uniquement pour son propre intérêt, contrairement à l'utilitarisme qui a pour l'intérêt de faire profiter le plus grand nombre. Pour le cas de Madagascar, l'individualisme se manifeste par la capture des rentes par les hommes politiques, la malédiction des ressources productives, la monopolisation du marché politique, la mise en vigueur des lois favorisant la classe dirigeante,...

L'écart entre les gens vivant dans des conditions supra humaines et les gens vivant dans des conditions infrahumaines devient de plus en plus large. D'où l'inégalité sociale très remarquée en matière de partage. Cela se présente sous forme de répartition inéquitable du revenu. Finalement, la politique de l'État malgache est mal définie, c'est-à-dire l'intervention de l'État est de plus en plus déguisée, pourtant la mise en place du libéralisme ne peut pas atteindre l'optimum social.

II-8 Le renforcement du pouvoir au sein de l'exécutif¹

Le budget de la Présidence a été multiplié par 13, entre 2003 et 2008, passant de 10 milliards à 133 milliards d'Ariary. Cette hausse illustre, non seulement le poids grandissant de la Présidence, dans le budget, mais aussi dans les prises de décisions économiques.

Les conflits d'intérêts se sont aggravés au cours du temps, jusqu' à la suspension de l'appui budgétaire, en décembre 2008, à cause du manque de transparence, quant à l'achat de l'avion présidentiel, avec les fonds publics, l'usage abusif d'exonérations fiscales, pour un certain nombre d'entreprises, et la tentative d'entraver la libre-concurrence dans le secteur pétrolier et la commercialisation des PPN.

Le contrôle du pouvoir législatif par le parti présidentiel s'est accentué, jusqu'à ce qu'il obtienne 82% des sièges à l'Assemblée nationale, après les élections législatives de 2007.

¹ Banque Mondiale : Madagascar vers un agenda de relance économique, édition Banque mondiale, juin 2010, P. 26 et 27.

Le remplacement des provinces par les régions, qui s'inscrivait, en principe, dans un effort d'accélération et de rationalisation des processus de décentralisation politique et budgétaire, a mené plutôt à une déconcentration politique, encadrée par le pouvoir central, car les chefs de régions ont été directement nommés par le Chef de l'État, alors qu'ils auraient dû être élus, selon la Constitution.

La concentration du pouvoir politique et économique autour de la Présidence s'est trouvée exacerbée par le nombre limité de personnes et de familles qui composent l'élite ou l'aristocratie politique, dans un pays comme Madagascar. La concentration du pouvoir autour du *Président Ravalomanana* s'est en partie faite au détriment de cette élite traditionnelle, politique et financière, qui s'est ainsi trouvée de plus en plus frustrée, provoquant une partie des réactions qui ont mené à la crise politique.

SECTION-III : LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET LA REMISE À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

Après le montage d'un pouvoir hors constitutionnel, Madagascar reste dans une situation d'instabilité politique. La reprise de la politique du développement du pays devient de plus en plus difficile, puisque les bailleurs de fonds ont suspendu les aides accordées à Madagascar. À cause de cela, la grande île est contrainte de retourner à l'ordre constitutionnel.

III-1 La politique à Madagascar et le contexte international

III-1-1 La rupture des accords diplomatiques

Après l'effondrement du régime légal, en mars 2009, le gouvernement de Madagascar n'est plus reconnu par la communauté internationale.

En effet, Madagascar est suspendu de toutes les décisions prises sur le plan international. Par exemple, la suspension de Madagascar de la SADC, de l'Union Africaine. Par conséquent, Madagascar ne fait pas partie des pays bénéficiaires d'aides publiques au développement (APD), de l'allègement de la dette (IPPTE)...

III-1-2 La suspension de l'accord économique

Après la déclaration de la communauté internationale sur la non reconnaissance du gouvernement malgache, sur la scène internationale, Madagascar ne reçoit plus d'aides, ni bilatérales, ni multilatérales, sauf les aides à caractère humanitaire.

En effet, l'État malgache est obligé de promouvoir des moyens internes pour compenser le déficit budgétaire. Par exemple, en 2009 et 2010, l'extension du marché de bon du trésor, et la mise en place d'une politique d'austérité budgétaire.

Puis, à partir de la fin d'année 2008, les États-Unis ont déclaré la suspension de Madagascar des pays bénéficiaires de l'AGOA, ce qui a entraîné la perte d'emploi de plusieurs centaines de malgaches.

En outre, Madagascar est suspendu de la SADC, surtout sur le plan commercial, d'où la baisse de l'exportation de Madagascar, en 2009, et la BAD n'octroi plus d'aides pour le développement de Madagascar, les fonds en provenance de la CE sont aussi suspendus.

III-1-3 La remise à l'ordre constitutionnel

III-1-3-1 Les facteurs à l'origine de la remise à l'ordre constitutionnel

- Affirmant les engagements en vue de la réalisation des objectifs d'éradication de la pauvreté, de développement durable et d'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale,
 - Affirmant la contribution de partenariat ACP-CE au développement économique, social et culturel des États ACP et le processus d'amélioration des mieux-être de la population, grâce à des points positifs de la mondialisation,
 - Affirmant la volonté des pays CE en vue de revitaliser l'économie des pays ACP, surtout en matière de renforcement des partenariats économiques, surtout en matière d'aides publiques au développement et d'intégration commerciale,
 - Connaissant l'importance d'un environnement stable sur le plan politique, social, surtout en matière de sécurité et de stabilité, le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques, l'existence d'un État de droit et la bonne gouvernance des affaires Étatiques,
 - Affirmant les principes de la charte des Nations Unies sur les droits de l'homme, droit civil et politique, la charte Africaine des droits de l'homme, la sauvegarde des libertés fondamentales,
 - Vu la déclaration de la communauté internationale à propos de la violation des accords de partenariat économique, qui a pour effet la suspension des aides financière, sauf ceux à caractère humanitaire,
 - Affirmant la suspension de Madagascar de toutes les décisions internationales,
- Madagascar, par l'intervention des hommes politiques et la société civile, sous la médiation de la communauté internationale est appelé à instaurer un gouvernement d'union nationale reconnu par le monde.

Tous ces facteurs obligent Madagascar à revenir à l'ordre constitutionnel.

III-1-3-2 La mise en œuvre de la remise à l'ordre constitutionnel

Vu la nécessité de l'ordre politique à Madagascar, surtout pour des raisons économiques, sociales et humanitaire, les élites politiques Malgaches procèdent à la mise en place d'accords politiques visant à stabiliser le climat politique.

Dans ce cadre, les grandes tendances politiques à Madagascar ont mis en place des accords signés, à travers l'intermédiation de la communauté internationale. Par exemple, l'accord signé à Maputo le 8 Août 2009, portant 21 articles, et l'accord signé à Addis-Abeba, le 6 novembre 2009, par l'intermédiation de la SADC, de l'organisation de la francophonie, de l'Union Africaine et des Nations Unies. Il y a aussi des accords politiques signés entre les grandes tendances politiques, sans l'intermédiation de la communauté internationale.

III-1-3-3 Les résultats sociopolitiques et économiques

Depuis le dernier trimestre de l'année 2009, les hommes politiques ont mis en place des accords politiques pour que le pays retrouve sa stabilité sociopolitique et économique. Mais, la mise en œuvre de ces accords reste au cœur du problème politique à Madagascar.

Depuis janvier 2009 jusqu'en janvier 2011, aucune décision n'a été prise de façon démocratique. Toutes les prises de décision ont été au niveau du gouvernement en place, gouvernement non reconnu par la communauté internationale. Ainsi, toutes les sanctions prononcées contre Madagascar n'ont pas encore été levées.

La crise mondiale concerne en partie l'économie malgache. Cette situation se manifeste par le ralentissement de la croissance de l'exportation, entre 2007 et 2008. Soient 2,4%, contre 23,1%, entre 2006 et 2007 ; et par la dépréciation de l'Ariary. Cette dépréciation est due à la hausse croissante des importations, notamment à cause de la baisse du prix de ceux-ci, puisque les pays étrangers en crise ont besoin de liquidité. La dépréciation de l'Ariary peut s'expliquer, non seulement par les effets de la crise financière mondiale, mais aussi à la hausse de la propension marginale à importer de Madagascar. Entre 2005 et 2006, l'importation malgache a cru de 9,3% ; entre 2006 et 2007, elle a été de 40,4%, et entre 2007 et 2008, de 39%.

Du point de vue de la structure économique malgache, celle-ci est fortement tertiairisée. Par exemple, en 2008, le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 55% à la formation du PIB, et ceux du secteur primaire et secondaire sont successivement de 32% et 13%. Cette forte tertiairisation est la conséquence des problèmes infrastructurels. Cette tertiairisation contribue aussi à la hausse des prix, puisque certaines quantités de produits sont échangées à plusieurs services, et à chaque transaction, il y a création de valeur, sans contrepartie réelle.

En plus, l'économie malgache est une économie dépendante et vulnérable. Cette dépendance peut s'expliquer par la dépendance financière de l'État, soit plus de 60% du budget de l'État, et puis, les dirigeants malgaches ont tendance à faire appel aux investisseurs étrangers, pour des raisons budgétaires et de l'emploi. En outre, 60% du capital commercial sont détenus par les étrangers.

Concernant la vulnérabilité, celle-ci se manifeste par une forte dépendance économique, un fort taux de chômage caché, un fort déséquilibre du commerce extérieur. Et puis les ratios de l'exportation des produits de base se détériorent de plus en plus.

Sur le plan politique, le capitalisme se développe, dans ce domaine. Cette situation a contribué à la persistance de l'individualisme au sein de la classe politique. Cette politique individualiste a conduit les dirigeants à gérer le pays de façon autoritaire. Dans ce cas, les principes démocratiques ont été remis en cause. La pauvreté massive de la population et le monopole politique entraînent le conflit entre les élites politiques, d'où l'instabilité politique.

Étant donné que la stabilité politique est une des conditions préalables à l'intégration de Madagascar dans l'économie mondiale, la communauté internationale intervient fréquemment, dans le but de retrouver le climat de stabilité politique et le retour à l'ordre constitutionnel.

PARTIE-II :
L'ANALYSE DES EFFETS DE LA CRISE POLITIQUE SUR
L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'année 2009 a été marquée par la récession profonde de l'économie de Madagascar. La crise politique en 2009 pèse lourd sur les secteurs d'activité économique, tant pour le secteur public que privé. La persistance du climat d'instabilité a ralenti les activités génératrices de valeur ajoutée, presque dans toutes les branches d'activité du secteur productif. Plusieurs entreprises ont cessé de fonctionner, à cause de la baisse de la demande, ce qui a conduit à l'entrée du pays en chômage de type keynésien, qui se transformera, plus tard, en chômage frictionnel, surtout du fait que la perte d'emploi de plusieurs personnes a duré pendant une période assez longue. À cause de cela, le secteur public a rencontré des difficultés dues à la diminution des recettes, dont les raisons sont multiples, d'une part, les recettes intérieures baissent, et d'autre part, le gouvernement malgache n'est pas reconnu par la communauté internationale. De ce fait, les aides en provenance des bailleurs de fonds sont suspendues. Le gouvernement a été obligé de mettre en place une politique d'austérité budgétaire. Pour mettre en évidence les effets de cette crise, cette partie est subdivisée en trois chapitres, le premier comporte l'analyse sectorielle. Ensuite, le second met en évidence les effets du déficit extérieur sur les secteurs d'activité économique. Enfin, les mesures prises pour sortir de la récession économique actuelle.

CHAPITRE-I : L'ANALYSE DE LA PRODUCTION SECTORIELLE

Entre 2005 et 2008, l'économie malgache réalise des performances croissantes dans tous les secteurs d'activité économique. Ainsi, entre 2005 et 2006, si la croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire était de 2,1%, elle a été de 3,3%, en 2008. Pour le secteur secondaire, si elle était de 3,6% entre 2005 et 2006, elle était supérieure à 10% en 2008. Pour le secteur tertiaire, si sa croissance était de 7,4%, entre 2005 et 2006, elle a été de près de 9% en 2008. Puis, pour la finance publique, si les recettes totales étaient de 1682,9 milliards d'Ariary en 2005, elles ont atteint 2685,4 milliards d'Ariary en 2008. Pour le secteur extérieur, si les exportations étaient de 563,8 millions de DTS en 2005, elles ont réalisé une valeur de 828,9 millions de DTS en 2008. La crise sociopolitique a contribué à la baisse de la valeur ajoutée du secteur réel, à l'exception du secteur primaire, -13,3% pour le secteur secondaire, -8% pour le secteur tertiaire, -17,7% pour l'exportation et -23,6% pour les recettes publiques. La croissance économique malgache a été négative de 4,4% en 2009. Dans ce contexte, nous allons voir successivement, l'évolution de la production issue des secteurs d'activités économiques.

SECTION-I : LA PRODUCTION ISSUE DU SECTEUR REEL

L'impact de la crise politique s'avère inégal. D'un côté, certaines activités comme l'agriculture et le secteur minier ont été épargnées, car la crise a surtout été urbaine. De l'autre, la majorité des secteurs qui avaient porté la croissance, au cours des dernières années, se sont trouvés fortement affectés par l'incertitude de l'environnement économique national. Le secteur public a vécu un ajustement sévère, en raison de la baisse des revenus domestiques et de la suspension du financement extérieur. Les dépenses publiques ont ainsi diminué de 400 millions de dollars US, par rapport à celles exécutées en 2008, avec toutefois un rattrapage au cours du dernier trimestre 2009. Cette baisse s'est répercutée sur les investissements publics, cela a précipité la chute des activités du secteur de la construction, et aussi des secteurs sociaux.

I-1 Secteur primaire

I-1-1 Évolution de la production

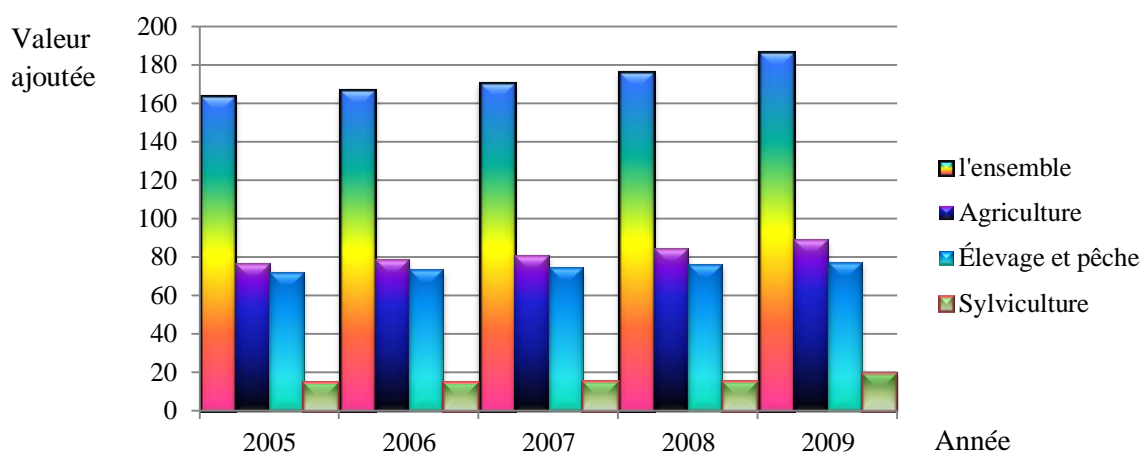
Tableau n° I : Évolution de la production issue du secteur primaire
(en milliards d'Ariary)

Branche d'activité/année	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur totale	163,6	167,1	170,6	176,2	186,2
Agriculture	76,9	78,9	81,1	84,8	89,2
Élevage et pêche	72,2	73,6	74,8	76,4	77,4
Sylviculture	14,5	14,7	14,9	15	19,6

Source : Institut National de la Statistique, (Antananarivo), Août 2010

Entre 2005 et 2009, le secteur primaire réalise une bonne performance. Si sa valeur ajoutée était de 163,6 milliards d'Ariary en 2005, elle a été de 186,2 milliards d'Ariary en 2009. La réalisation de la branche agriculture était de 76,9 milliards d'Ariary en 2005, elle atteint 89,2 milliards d'Ariary en 2009 ; la branche élevage et pêche ont réalisé 77,4 milliards d'Ariary en 2009, si elle était de 72,2 milliards d'Ariary en 2005 ; la branche sylviculture atteint une valeur de 19,6 milliards d'Ariary en 2009, si sa valeur était de 14,5 milliards d'Ariary en 2005.

GRAPHE N° 01 : Graphe représentatif de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur primaire



Source : Graphe établi à partir du tableau n° I, Décembre 2010

De ce graphique, on constate une légère augmentation des valeurs ajoutées issues du secteur primaire, entre 2005 et 2009. Cela prouve que la crise sociopolitique ne concerne pas les activités agricoles, puisque cette crise est toujours urbaine.

I-1-2 Structure de l'évolution de la valeur ajoutée issue du secteur primaire

Le climat d'instabilité politique n'a plus d'effet externe négatif sur le secteur primaire, puisqu'en 2009, ce secteur réalise une performance plus importante que celles des années antérieures, soit une évolution en chiffre positif de 5,7% de sa valeur en 2008 (3,3% de croissance) et que sur les deux années 2006 et 2007, l'évolution de celle-ci est quasiment stable, autour d'un taux positif de 2,1%.

Pour la branche agriculture, depuis l'année 2005, jusqu'en 2009, celle-ci ne cesse de s'accroître, mais à des proportions presque stables, entre 2006 et 2007. En 2008 et 2009, sa performance s'améliore, soit respectivement 4,6% et 5,2% de croissance.

Pour la branche élevage et pêche, la performance est positive, en termes de croissance, mais en 2009, elle a ralenti, soit 1,3%, contre 2,1%, en 2008. Mais pour les deux années avant 2008, cette évolution s'est stabilisée, malgré une légère modération en 2007.

Pour la branche sylviculture, après une croissance très faible inférieure à un, en 2008, elle s'est élevée à 30,7% en 2009, suite à l'exploitation illicite des bois de rose. Cette hausse est le principal facteur à l'origine de la performance de ce secteur, pour cette année.

Tableau n° II : Structure de la croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire
(en %)

Branche d'activité/année	2006	2007	2008	2009
Valeur totale	2,1	2,1	3,3	5,7
Agriculture	2,6	2,8	4,6	5,2
Élevage et pêche	1,9	1,6	2,1	1,3
Sylviculture	3,4	1,4	0,7	30,7

Source : Notre propre calcul à partir du tableau n°I, Décembre 2010

I-1-3 Les effets de la crise sociopolitique sur le secteur primaire

Étant donné que les manifestations politiques sont localisées dans les milieux urbains, la crise sociopolitique a peu d'effet sur le secteur primaire. Ainsi, en 2009, le secteur primaire réalise une croissance supérieure à celle de l'année précédente, soit 5,7%, contre 3,3% en 2008. La valeur ajoutée issue de ce secteur est de 186,2 milliards d'Ariary, contre 176,2 milliards d'Ariary en 2008. La branche élevage et pêche réalise une croissance presque identique à celle de l'année antérieure, soit respectivement en 2008 et 2009, une valeur ajoutée de 76,4 milliards d'Ariary et 77,4 milliards d'Ariary, avec un taux de croissance modéré de 2,1% en 2008 et 1,3% en 2009. La branche sylviculture réalise une évolution extraordinaire ; la valeur ajoutée obtenue est de 15 milliards d'Ariary en 2008, et 19,6 milliards d'Ariary en 2009, soit une croissance de 30,4% de sa valeur en 2008, alors qu'entre 2007 et 2008, cette branche ne réalise qu'une croissance de 0,7%. Cette situation est due à l'exploitation illicite des bois précieux, suite à la hausse des demandes des pays asiatiques.

I-2 Secteur secondaire

I-2-1 Évolution de la valeur ajoutée

Tableau n° III : Évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire
(en milliards d'Ariary)

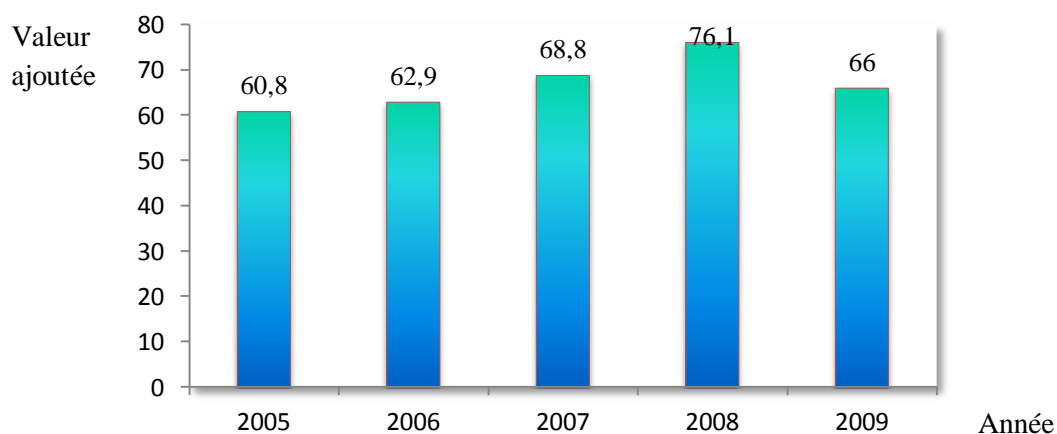
Branche d'activité/année	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur totale	60,8	62,9	68,8	76,1	66
Agro-industrielle	1,4	1,2	1,1	1,1	1,7
Industrie extractive	1,2	1,3	1,2	1,3	1,5
Énergie	7,4	7,7	8,1	9,2	8,6
Industrie alimentaire	10,7	10,7	11,6	13,1	12,3
Industrie des boissons	10,9	11,7	12,6	13,5	13,0
Industrie du tabac	3,6	3,6	3,9	4,0	3,3
Industrie des corps gras	1,8	2	2,0	2,1	1,5
Pharmacie	2,3	2,4	2,6	2,8	2,4
Industrie textile	0,9	0,9	0,8	0,8	0,6
Industrie du cuir	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Industrie du bois	1,5	1,7	1,9	2,1	1,3
Matériaux de construction	1,7	1,8	2,0	2,2	2,1
Industrie métallique	2,3	2,6	3,3	4,6	3,6
Matériel de transport	1,0	1,2	1,2	1,3	0,9
Appareils électroniques	4,2	4,2	4,3	4,6	2,5
Industrie du papier	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
Autres	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9
ZFI	8,3	8,3	10,63	11,8	9,0

Source : Institut National de la Statistique(Antananarivo), Août 2010

Entre 2005 et 2008, la valeur ajoutée du secteur secondaire s'accroît. Mais, entre cette période, une ou plusieurs activités tendent à diminuer. Par exemple, pour la branche agro-industrielle, sa valeur ajoutée diminue légèrement, entre 2006 et 2008.

La part du secteur secondaire à la formation du PIB s'élève successivement à 12,7% ; 12,5% ; 12,9% et 13,3% depuis l'année 2005 jusqu'en 2008.

GRAPHE N° 02 : Graphe représentatif de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire



Source : Graphe établi à partir du tableau n° III, Décembre 2010

De ce graphique, on constate qu'il y a une augmentation des valeurs ajoutées, entre 2005 et 2008. Et en 2009, il a eu une chute de la valeur ajoutée de ce secteur. Cette baisse peut se justifier par une récession économique malgache, suite à la crise sociopolitique en 2009. La plupart des branches d'activités n'ont pu réaliser qu'une baisse de leurs valeurs ajoutées, à l'exemple de l'industrie énergétique, de l'industrie textile,...

I-2-2 Structure de l'évolution des valeurs ajoutées issues du secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire est relativement élevée en 2007 et 2008, du fait de la bonne performance des branches de l'industrie métallique, matériaux de construction, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie alimentaire, de l'industrie de tabac et des entreprises de la zone franche. Mais la situation en 2009 a fait chuter sa performance.

Tableau n° IV : Structure de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire (en %)

Branche d'activité/année	2006	2007	2008	2009
Valeur totale	3,6	9,7	10,6	-13,3
Agro-industrielle	-14,3	-8,3	0,0	54,5
Industrie extractive	8,3	-7,7	8,3	15,4
Énergie	4,1	5,2	13,6	-6,5
Industrie alimentaire	0,0	8,4	12,9	-6,1
Industrie des boissons	7,3	7,7	7,1	-3,7
Industrie du tabac	0,0	8,3	2,4	-17,5
Industrie des corps gras	11,1	0,0	5,0	-28,6
Pharmacie	4,3	8,3	7,7	-14,3
Industrie textile	0,0	-11,1	0,0	-25
Industrie du cuir	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie du bois	13,3	11,8	10,5	-38,1
Matériaux de construction	5,9	11,1	10,0	-4,5
Industrie métallique	13,0	26,9	39,4	-21,7
Matériel de transport	20,0	0,0	8,3	-30,8
Appareils électroniques	0,0	2,4	7,0	-45,5
Industrie du papier	0,0	0,0	-20	25
Autres	0,0	0,0	11,1	-10
ZFI	0,0	28,1	11,0	-23,7

Source : Notre propre calcul à partir du tableau n°III, Décembre 2010

I-2-3 Les effets de la crise sur le secteur secondaire

L'année 2009 est marquée par un ralentissement profond des activités issues du secteur secondaire, soit une croissance négative de 13,3%, contre une croissance positive de 10,6%, en 2008, en termes de valeur ajoutée, soit respectivement 76,1 milliards d'Ariary et 66 milliards d'Ariary en 2008 et 2009.

La branche industrie de bois a vu sa valeur ajoutée en déclin, d’une valeur négative de 38,1%, en 2009, contre une performance positive de 10,5% en 2008 ; l’industrie métallique perd 21,7%, en termes de croissance, contre une progression de 39,4% en 2008. L’industrie des matériaux de construction a baissé de 4,5%, après une augmentation de 10% en 2008.

La baisse de la valeur ajoutée de ces trois branches peut s’expliquer par l’arrêt des travaux d’infrastructure publique, surtout à cause de la forte diminution des recettes publiques.

La branche de l’industrie alimentaire, après la réalisation d’une bonne performance de 12,9% de croissance, en 2008, va connaître un déclin d’une valeur négative de 6,1% en 2009. Cette régression peut s’expliquer par le pillage des industries laitières et huileries, surtout pour les industries du groupe TIKO.

Les industries textiles ont fortement décliné, avec un chiffre négatif de 25%, en termes de croissance; cela est la conséquence de l’intensification de la concurrence internationale, puisque l’entrée de la chine à l’OMC, en 2008, a eu pour conséquence la perte de compétitivité des produits malgaches. Dans ce cas, les recettes issues de l’exportation de ces produits ont baissé, et cela a eu pour effet le ralentissement des activités de la branche concernée.

Puis, la crise financière en 2009 a fait régresser la demande mondiale, entraînant le ralentissement des unités de production. En ce qui concerne les entreprises de la zone franche, en 2009, suite à la suspension de l’AGOA par les États-Unis, toutes les entreprises adhérant à l’AGOA sont en difficulté, puisqu’après la suspension de Madagascar, de l’AGOA, ces entreprises vont payer des droits de douane. En effet, elles deviennent moins compétitives sur le marché mondial. Cette situation entraine des pertes de recettes à leur niveau.

I-3 Secteur tertiaire

I-3-1 Évolution de la valeur ajoutée issue du secteur tertiaire

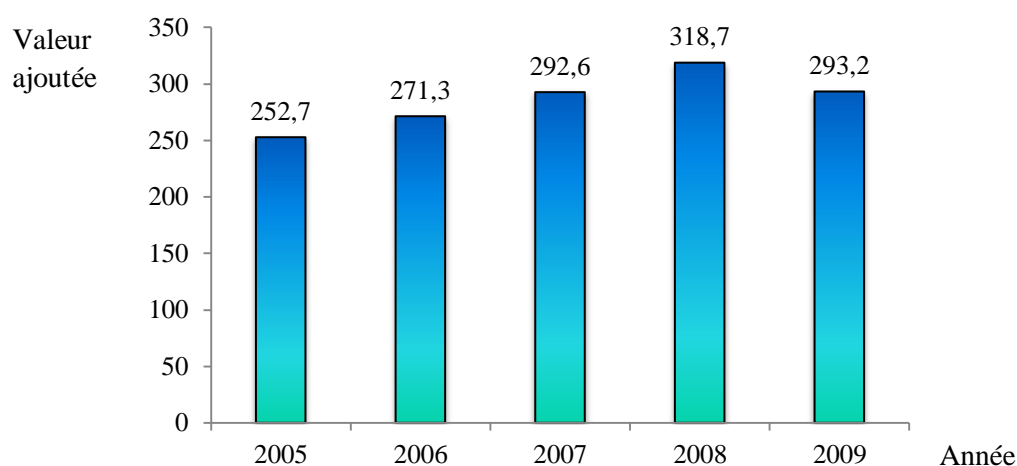
Tableau n° V : Évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (en milliards d’Ariary)

Branche d’activité/année	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur totale	252,7	271,3	292,6	318,7	293,2
BTP	15,9	20,2	24,7	31,1	25,9
Transport de marchandises	49,3	53,6	57,8	63,1	55,6
Transport de voyageur	14,7	15,1	16,4	18,2	13,9
Auxiliaire de transport	13,4	14,3	15,5	16,9	14,2
Télécommunication	8,8	9,9	11	12,1	14,5
Commerce	53,8	56,1	58,3	61,3	61,7
Banque	9,9	11,3	12,3	13,2	14,9
Assurance	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Services	61,7	65,1	70,2	75,6	65,1
Administration	25	25,5	26,2	27	27

Source : Institut National de la Statistique (Antananarivo), Août 2010

Depuis l'année 2005, jusqu'en 2008, la production du secteur tertiaire réalise une bonne performance, dont les réalisations sont respectivement de 252,7 milliards d'Ariary, 271,3 milliards d'Ariary, 292,6 milliards d'Ariary et 318,7 milliards d'Ariary. Les branches commerce, transport de marchandises et services sont les branches qui ont réalisé les performances annuelles les plus élevées. La contribution de ce secteur à la formation du PIB est plus importante que celle des autres secteurs, puisque dans cette intervalle, ce secteur contribue successivement à hauteur de 51,4% ; 52,7% ; 53,7% et 54,6%.

GRAPHE N° 03 : Graphe représentatif de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire



Source : Graphe établi à partir du tableau n° V, Décembre 2010

Ce graphique offre une vision globale de l'évolution des valeurs ajoutées issues du secteur tertiaire. Ainsi, après une progression sur les quatre dernières années (2005 à 2008), le secteur tertiaire a réalisé un repli. Cette diminution matérialise les externalités négatives de la crise sociopolitique, en 2009, sur le secteur tertiaire. Cette baisse est expliquée par l'arrêt des travaux d'infrastructure public (pour la branche BTP), et la diminution du nombre de voyageur (pour la branche transport).

I-3-2 Structure de l'évolution des valeurs ajoutées issues du secteur tertiaire

Après une croissance stable en 2006 et 2007, ce secteur connaît une amélioration en termes de performance, en 2008, puis son évolution est négative, de 8%, en 2009, suite à la situation particulière de la grande île. La branche BTP, des transports et des services sont les branches les plus touchées par la crise ; cela a eu pour conséquence, la baisse de leurs réalisations, en termes de valeur ajoutée.

Tableau n° VI : Structure de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (en%)

Branche d'activité/année	2006	2007	2008	2009
Valeur totale	7,4	7,9	8,9	-8,0
BTP	27,0	22,3	25,9	-16,7
Transport de marchandise	8,7	7,8	9,2	-11,9
Transport de voyageur	2,7	8,6	11,0	-23,6
Auxiliaire de transport	6,7	8,4	9,0	-16
Télécommunication	12,5	11,1	10,0	19,8
Commerce	4,3	3,9	5,1	0,7
Banque	14,1	8,8	7,3	12,9
Assurance	0,0	0,0	0,0	50,0
Service	5,5	7,8	7,7	-13,9
Administration	2,0	2,7	3,1	0,0

Source : Notre propre calcul à partir du tableau n°VI, Décembre 2010

I-3-3 Les effets des crises sociopolitiques sur le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est lourdement affecté par la crise en 2009. Après une prospérité de 8,9% de croissance en 2008, ce secteur réalise une croissance négative de 8%, soit respectivement, en termes de valeur ajoutée, 318,7 milliards d'Ariary et 293,2 milliards d'Ariary. L'importante prospérité du secteur BTP est soudainement interrompue en 2009. Après une performance positive en 2008 de cette branche (25,9% de croissance), elle a connu une chute négative d'une ampleur fortement perdante, d'une valeur de -16,7%. Cette situation résulte de l'interruption des projets de développement des infrastructures publiques, à cause de la suspension, par les bailleurs de fonds internationaux, des aides et des financements accordés à Madagascar, car le gouvernement n'est plus reconnu par la communauté internationale. À cet effet, la valeur ajoutée du secteur BTP plonge de 31,1 milliards d'Ariary en 2008, à 25,9 milliards d'Ariary en 2009.

La branche de transport des marchandises a chuté de 63,1 milliards d'Ariary en 2008, à 55,6 milliards d'Ariary en 2009, soit une baisse de 11,9%, après une augmentation de 9,2% en 2008. Cette régression est attribuable à la baisse des importations et des exportations.

En outre, la destruction de plusieurs centres commerciaux entraîne la baisse des transactions des marchandises, cela va freiner l'offre de service en matière de transport.

La branche de transport des voyageurs et de l'auxiliaire de transport a subi des difficultés en 2009. Cela est dû au fait que le voyage à destination de Madagascar n'est pas incitatif à l'activité touristique, suite aux divers troubles politiques, dans plusieurs villes du pays.

En 2009, l'entrée des clients étrangers a diminué de 56,6%, soit un nombre de 162687 visiteurs, contre 375010 visiteurs en 2008. Ces deux branches ont été fortement affectées par l'effondrement du secteur touristique.

En effet, la branche de transport des voyageurs a diminué de 18,2 milliards d'Ariary en 2008, à 13,9 milliards d'Ariary en 2009, soit une régression de 23,6%. La branche auxiliaire de transport est aussi affectée par les externalités négatives de l'effondrement du secteur touristique, en réalisant une valeur ajoutée de 14,2 milliards d'Ariary en 2009, contre 16,9 milliards d'Ariary, en 2008, soit une régression de 16%. La branche de service a régressé de 75,6 milliards d'Ariary en 2008, à 65,1 milliards d'Ariary en 2009, soit une chute de 13,9%. Pour le secteur commerce, le pillage de plusieurs centres commerciaux entraîne la modération de sa croissance, soit 5,1% en 2008 et 0,7% en 2009, d'une valeur ajoutée de 61,3 milliards d'Ariary en 2008, et de 61,7 milliards d'Ariary en 2009.

I-4 La croissance économique malgache

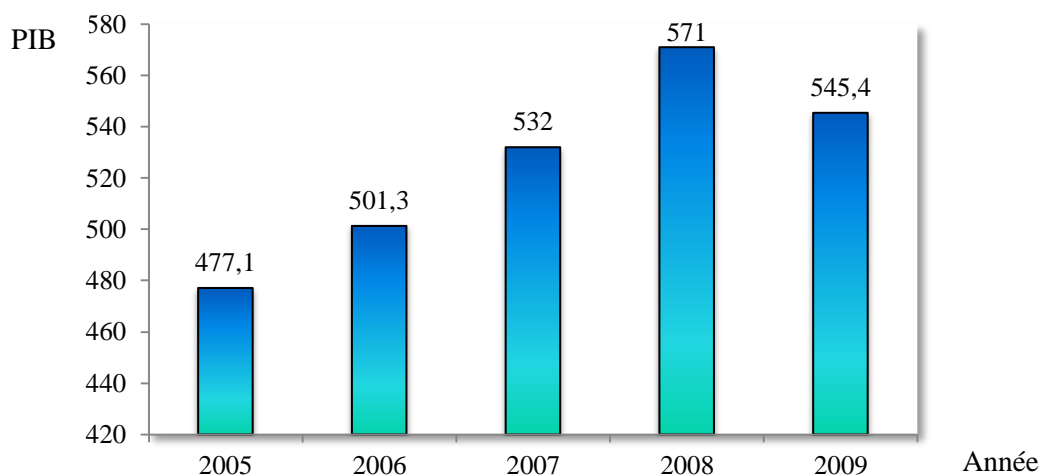
Pour mesurer l'évolution de l'économie d'un pays, plusieurs indicateurs peuvent être utilisés, le plus courant est le produit intérieur brut (PIB) ; c'est un indicateur qui permet de mesurer l'évolution des richesses nationales. Le produit intérieur brut peut se calculer par la somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des branches de production.

Tableau n° VII : La croissance économique Malgache (en milliards d'Ariary)

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur primaire	163,6	167,1	170,6	176,2	186,2
Secteur secondaire	60,8	62,9	68,8	76,1	66
Secteur tertiaire	252,7	271,3	292,6	318,7	293,2
Valeur totale (PIB)	477,1	501,3	532	571	545,4
Taux de croissance	4,6%	5,1%	6,1%	7,3%	-4,4%

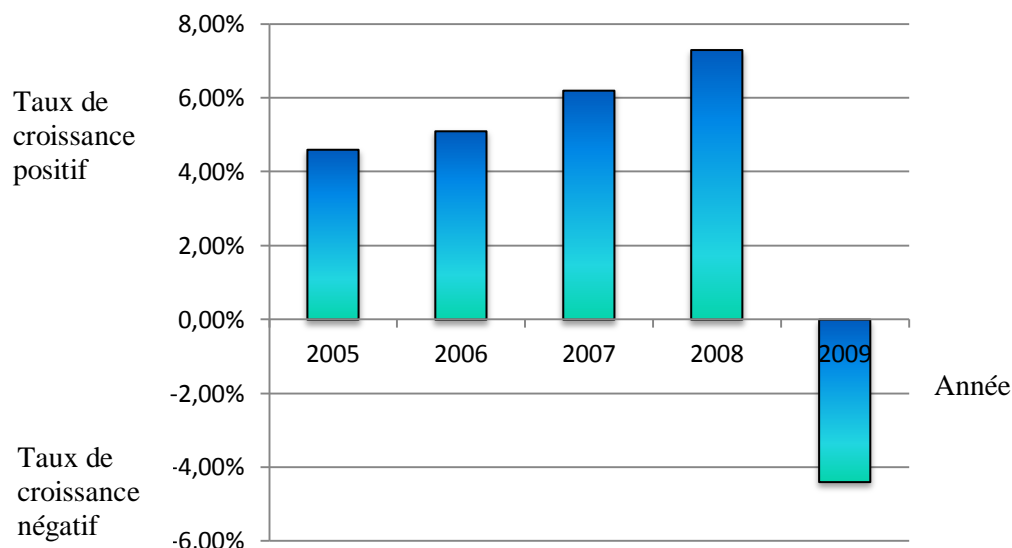
Source : Tableau établi à partir du tableau n°I, n°III et n°V, Décembre 2010

GRAPHE N° 04 : Évolution de l'économie malgache en termes de PIB (en milliards d'Ariary)



Source : Graphe établi à partir du tableau n° VII, Décembre 2010

GRAPHE N° 05 : La croissance économique malgache en termes de PIB (en%)



Source : Graphe établi à partir du tableau n° VII, Décembre 2010

Ces deux graphiques ont presque la même signification ; la première montre que la valeur de la production nationale en termes réel du PIB a diminué d'un montant de 25,6 milliards d'Ariary en 2009. Le deuxième graphique montre ce repli à un taux de croissance négatif de 4,4%. Du point de vue de la réalité keynésienne, la baisse de l'investissement global, de la dépense publique globale, de l'exportation globale, de la consommation globale, a pour effet la baisse de la production nationale.

I-5 Effet du multiplicateur d'investissement sur le revenu national¹

$$\begin{array}{l}
 Y = C + I + G + X - M \\
 M = mY + M_0 \\
 M = cY + C_0 \\
 X = X_0 \\
 I = I_0 \\
 G = G_0
 \end{array}
 \left. \vphantom{\begin{array}{l} Y = C + I + G + X - M \\ M = mY + M_0 \\ M = cY + C_0 \\ X = X_0 \\ I = I_0 \\ G = G_0 \end{array}} \right\} \Rightarrow
 \begin{array}{l}
 Y = cY + C_0 + I_0 + G_0 + X_0 - mY - M_0 \\
 Y = (c - m)Y + C_0 + I_0 + G_0 + X_0 - M_0 \\
 (1 - (c - m))Y = C_0 + I_0 + G_0 + X_0 - M_0 \\
 Y = \frac{C_0 + I_0 + G_0 + X_0 - M_0}{1 - c + m}
 \end{array}$$

Les $C + I + G + X - M$ prennent successivement les valeurs $C_0 + I_0 + G_0 + X_0 - M_0$.

$$c = \frac{\Delta C}{\Delta Y} \text{ et } m = \frac{\Delta M}{\Delta Y}$$

¹ Dans une économie, une variation en hausse d'une des composantes de la demande agrégée, et en particulier une variation de la dépense publique, provoquera une variation plus élevée de la demande agrégée du fait d'une réaction positive de l'investissement à l'augmentation de la demande. Si une partie de la hausse de la demande se porte sur des biens importés, ce qui a un impact négatif sur la balance commerciale et, surtout réduit l'effet multiplicateur.

**Tableau n° VIII : Grandeur de détermination de l'effet multiplicateur
(en milliards d'Ariary)**

Année/Rubrique	G	X	I	M	C	Y
2008	3030,9	2499,4	221,5	6132,6	495,3	571
2009	2491,2	2057	163,2	5319,7	491,9	545,4

Source : Notre propre calcul, Décembre 2010

Après calcul, on a : $c = 0,13$; $m = 31,75$ et $1 - c + m = 32,62$

**Tableau n° IX: Variation des grandeurs de détermination de l'effet multiplicateur
(en milliards d'Ariary)**

ΔG	ΔX	ΔI	ΔM	ΔC	ΔY
-539,7	-442,4	-58,3	-812,9	-3,4	-25,6

Source : Notre propre calcul, Décembre 2010

L'investissement initial I devient $I_0 + \Delta I_0$; L'équation du revenu devient :

$$Y = \frac{C + I + \Delta I + G + X - M}{1 - c + m}$$

La ΔY induite par la variation de l'investissement est : $\Delta Y = \frac{1}{1-c+m} \Delta I$

$$\Delta Y = \frac{1}{32,62} \times (-58,3) = -1,79$$

La baisse de l'investissement et la faiblesse de la propension marginale à consommer des ménages entre 2008 et 2009 a entraîné une diminution du revenu global de 1,79 milliards d'Ariary.

I-5 L'analyse du niveau général des prix

L'inflation peut se définir comme étant une hausse généralisée des prix, mais elle est distincte de l'augmentation de prix de certains biens ou services. L'inflation est la conséquence d'une rupture d'équilibre sur le marché, et pouvant entraîner la dépréciation monétaire (selon les classiques). Elle peut être associée à une expansion de la demande intérieure, d'origine monétaire, du fait de l'accroissement rapide de la masse monétaire en circulation, par rapport au volume des biens et services disponibles, d'origine budgétaire. Cela s'explique par la politique budgétaire de l'État ou par l'inflation importée, du fait de la hausse des prix des biens et services, au niveau du commerce mondial, et qui se répercute à l'intérieur du pays.

Selon son ampleur, l'inflation peut être latente, si son taux est inférieur à 10%, elle est ouverte, si son taux se trouve entre 10 et 14%, et on parle d'une hyperinflation, si son taux excède 14%.

Tableau n° X : Évolution de l'inflation à Madagascar

(Variation annuelle des prix à la consommation en %)

Mois/Année	2005	2006	2007	2008	2009
Janvier	29,2	10	10,8	8,7	9,7
Février	30,3	8,8	13,7	7,2	10,3
Mars	26,6	9,4	14,6	6,9	10,2
Avril	21,9	10,4	14	6,9	10,4
Mai	18,3	12,8	11,6	7,9	9,9
Juin	15,6	13,6	10	9,1	9,3
Juillet	15,3	11,6	8,9	10,4	8,2
Aout	16,5	9,6	8,5	11,2	7,6
Septembre	14,8	10,9	8,3	10,8	7,9
Octobre	14	11,4	7,9	10,8	7,7
Novembre	13	10	8,5	10	8,4
Décembre	11,6	10,8	8,3	10,1	8

*Source : Institut National de la Statistique (Antananarivo), Août 2010***I-5-1 Le niveau général des prix de 2005 à 2008**

En 2005, ce niveau des prix dépasse l'hyperinflation. Cette situation est tirée par le choc du côté de l'offre sur le marché national, et la flambée des prix sur le marché international. Au cours des trois premiers mois de l'année, le prix à la consommation est successivement de 29,2% ; 30,3% et 26,6%. Le niveau des prix fléchit progressivement, pour se situer à 11,6%, au mois de décembre. Cette situation est tirée par l'abondance des produits vivriers à partir du mois d'Avril.

En 2006, le niveau des prix à la consommation est quasiment stable, par rapport à l'année précédente, soit entre 8,8% et 12,8% de variation, durant les cinq premiers mois de l'année. Le niveau le plus élevé est atteint au mois de juin, soit 13,6%. À partir du deuxième semestre, le prix à la consommation est presque stable, pour se situer à 10,8% de variation en fin d'année. Cette situation découle de l'évolution favorable du prix du riz. De plus, le prix du carburant a baissé de 6,2%, contre une hausse de 37,1%, auparavant.

En 2007, le niveau des prix à la consommation reste élevé, au cours des trois mois (février, mars et avril, soit successivement 13,7% ; 14,6% et 14% de variation). Ce niveau des prix a baissé à partir du deuxième semestre, pour se stabiliser autour de 8% de variation. Et en termes de glissement annuel, ce niveau a atteint 8,3%. Cette situation est tirée par la modération des prix des produits importés et semi importés, et des produits locaux ; le prix du carburant a aussi diminué.

En 2008, le niveau des prix à la consommation varie faiblement au cours du premier semestre, son niveau le plus faible est atteint au mois de mars et avril (6,9%).

Pour ce premier semestre, un niveau le plus élevé est atteint au mois de juin, soit 9,1% de variation.

Au cours des deux derniers trimestres de l'année, le prix à la consommation a évolué faiblement, dont le niveau le plus élevé est celui du mois d'août, avec une variation de 11,2%. Le mois suivant, ce niveau se stabilise autour de 10% de croissance, pour se situer à 10,1% au mois de décembre.

I-5-2 Le niveau général des prix en 2009 (en période de crise)

En 2009, le niveau des prix à la consommation a évolué faiblement, et en général à un chiffre, sauf pour le mois de février, mars et avril, soit successivement 10,3% ; 10,2% et 10,4% de croissance. En glissement annuel, en fin décembre, la croissance de l'inflation a reculé, avec un taux de 8,0%, contre 10,1% en 2008. Cette baisse de rythme résulte, d'une part, du ralentissement de la demande, consécutive à la diminution du revenu des ménages, et à la maîtrise de l'expansion monétaire, et d'autre part, à la disponibilité de l'offre sur le marché des biens et services.

SECTION-II : LA SITUATION DU SECTEUR PUBLIC

Entre 2005 et 2008, les recettes de l'État continuent d'augmenter, parallèlement à ses dépenses. Si les recettes totales de l'État étaient de 1682,9 milliards d'Ariary en 2005, elles ont été de 2685,4 milliards d'Ariary, trois ans plus tard. De son côté, les dépenses publiques augmentent à un rythme supérieur à celui de ses recettes, passant de 2121,6 milliards d'Ariary en 2005, à 3030,9 milliards d'Ariary en 2008. La situation d'instabilité politique à Madagascar, en 2009, a contribué fortement à sa baisse, surtout à cause de la suspension des financements des institutions financières internationales, et la récession intérieure du pays, d'où la politique d'austérité en 2009.

II-1 L'Analyse de l'évolution des recettes publiques

Tableau n° XI : Évolution des recettes Publiques (en milliards d'Ariary)

Rubrique	2005	2006	2007	2008	2009
▪ Recette budgétaire	1102,8	1323,1	1607,8	2136,9	1 859,9
Recette fiscale	1020	1260,9	1573,1	2087,2	1 782,0
Recette intérieure	529	631,9	798,7	1079,8	1 028,6
Recette extérieure	491	629	774,5	1007,4	753,4
Recette non fiscale	82,8	2062,2	34,6	49,7	77,9
▪ Recette extrabudgétaire	0,6	0,1	0,3	0,2	0,0
▪ Dons	579,5	798,9	593,3	548,3	192,2
Dons courant	141	173,2	89,2	127,5	21,0
Dons en capital	438,5	625,7	504,1	420,8	171,2
Total	1682,9	2122,1	2201,4	2685,4	2 052,2

Source : BCM, Rapport annuelle, évolution des recettes publiques : 2006, P.28 ; 2007, P.20 ; 2008, P.27 et 2009, P29.

II-1-1 L'évolution des recettes publiques durant la période de l'avant crise

En 2005, les recettes publiques totales atteignent 1682,9 milliards d'Ariary, avec un taux de croissance de 1,7%. Cet accroissement est assez faible, par rapport aux réalisations de l'année 2004 (1654,7 milliards d'Ariary en 2004). Cette baisse est due à la diminution des dons courants de 141,0 milliards d'Ariary, contre 318,7 milliards d'Ariary, en 2004. Parmi les 141,0 milliards d'Ariary, 49,6 milliards d'Ariary, au titre du programme de l'union européenne, et 59,8 milliards d'Ariary à l'assistance intérimaire, dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE), contre respectivement 54,9 milliards d'Ariary et 65,2 milliards d'Ariary en 2004.

En 2006, les recettes publiques ont atteint 2122,1 milliards d'Ariary, soit une augmentation de 26,1%, par rapport aux réalisations de l'année 2005. Cet accroissement est dû essentiellement à la progression des recettes fiscales et de celles des dons en capital.

Les recettes fiscales ont augmenté de 23,6%, en 2006, contre un accroissement de 15% en 2005. Puis, les dons en capital enregistrent une augmentation de 42,7%, en 2006, tandis que ceux de l'année précédente étaient de 24,4%. Le montant des recettes fiscales est de 1260,9 milliards d'Ariary, contre 1020 milliards d'Ariary en 2005. Pour les dons, le montant relatif aux projets s'élève à 625,7 milliards d'Ariary, contre 438,5 milliards d'Ariary en 2005. Les dons courants se sont chiffrés à 173,2 milliards d'Ariary, dont 55,1 milliards d'Ariary au titre du programme avec l'union européenne, et 66,6 milliards d'Ariary au titre de l'assistance intérimaire, dans le cadre de l'IPPTE, contre respectivement 49,6 milliards d'Ariary et 59,8 milliards d'Ariary en 2005.

La hausse de 23,6% des recettes fiscales est due à l'accélération du recouvrement des recettes sur le commerce extérieur, soit un accroissement de 28,1%, en décembre 2006, contre 10,4%, en décembre 2005, grâce à l'intensification des suivis et des contrôles.

Le rythme de la croissance des recettes fiscales intérieures se trouve presque au même rythme que celui de l'année 2005, mais, les recettes fiscales extérieures augmentent sensiblement (10,4% en 2005 et 28,1% en 2006).

En 2007, les recettes publiques ont atteint 2201,4 milliards d'Ariary, soit une croissance de 3,7%, par rapport à l'année 2006. Les recettes fiscales ont progressé de 24,8%, contre 23,6% en 2006. Cette progression est presque au même rythme que l'année précédente, sous l'effet des réformes effectuées par la direction générale des impôts, et par la direction générale des douanes, puis par les recettes payées par les entreprises minières, à la fin de cette année.

Par contre, les recettes non fiscales ont enregistré une baisse de 44,3%, contre une baisse de 24,9% en 2006.

Concernant les dons, on observe aussi une baisse de 25%, par rapport à 2006 ; cette baisse est causée par la diminution de 48,5% des dons courants, et puis de 19,4% des dons en capital.

En 2008, la progression des recettes publiques a atteint 2685,4 milliards d'Ariary, soit 16,6%, par rapport au PIB, avec une progression de 22%, par rapport à 2007. Cette augmentation a été essentiellement tirée par l'accroissement des recettes budgétaires. Les recettes fiscales ont augmenté de 32,7%, contre 24,8% en 2007. Cette hausse a été essentiellement due à l'augmentation du recouvrement des impôts sur le revenu, par l'effort fourni par l'administration fiscale, pour encaisser les arriérés fiscaux et pour élargir l'assiette fiscale, ainsi que par un enregistrement très important des TVA.

Ces dernières proviennent, d'une part, des investisseurs étrangers, et d'autre part, du renchérissement des produits alimentaires et pétroliers sur le marché international, en cours d'année, même si la TVA sur le riz importé a été suspendue.

Du côté des recettes non fiscales, on a enregistré une hausse de 43,4%, cela est dû à l'enregistrement des produits exceptionnels par l'État.

I-1-2 L'évolution des recettes publiques en période de crise

En 2009, les recettes publiques ont fortement baissé. Si leur valeur est de 2685,4 milliards d'Ariary en 2008, elle atteint 2052,2 milliards d'Ariary en 2009, soit une baisse de 23,6%. Cette situation est la principale raison de la diminution des dépenses publiques.

Les recettes sous forme de dons, aussi bien les dons courants que les dons en capital, ont accusé une forte diminution, plus de la moitié, comparée aux réalisations antérieures. L'ensemble se chiffre à 192,2 milliards d'Ariary en 2009, contre 548,3 milliards d'Ariary en 2008, soit une baisse de 64,9%.

Les dons en capital et les dons courants ont diminué de 83,5% pour l'année 2009. Les décaissements de ces aides ont été suspendus, suite à l'absence de reconnaissance internationale du Gouvernement.

Les faibles montants de dons en capital enregistrés pour un montant de 171,2 milliards d'Ariary ont par ailleurs résulté de décaissements déjà engagés avant la crise.

Les recettes budgétaires de l'État sont de 1859,9 milliards d'Ariary, contre 2136,9 milliards d'Ariary, en 2008, soit une diminution de 13%. L'ensemble des recettes fiscales a réalisé une régression de 14,6%. Les recettes fiscales intérieures ont régressé de 4,7%, par rapport à 2008, et les recettes fiscales extérieures ont baissé de 25,2%.

Cette situation est due à la destruction de plusieurs centres commerciaux, à l'origine des pertes sur les marchandises imposables, pour les recettes intérieures, et la diminution des importations a entraîné la baisse des recettes fiscales extérieures.

Le taux de pression fiscale a ainsi chuté, pour se situer à 10,7%, en 2009, contre 12,9%, en 2008. En 2009, 6,2% des recettes fiscales proviennent des recettes fiscales intérieures. Les recettes non fiscales, par contre, ont eu une évolution contrastée. En raison de l'accélération du recouvrement des redevances au quatrième trimestre de 2009, elles ont augmenté de 56,8%, par rapport aux réalisations de 2008.

II-2 L'Analyse de l'évolution des dépenses publiques

L'objectif global de la politique budgétaire est de promouvoir la croissance économique de plein emploi des facteurs de production, non inflationniste, sans négliger l'équilibre extérieur. Ainsi, les dépenses publiques sont un instrument privilégié de la politique budgétaire, soit que l'État augmente ses dépenses, notamment en matière de politique de relance, soit diminué ses dépenses, pour la politique de rigueur, notamment pour éviter la tension inflationniste. .

II-2-1 La conception classique sur les dépenses publiques

Pour financer ses déficits, l'État a trois possibilités, soit par l'augmentation de l'impôt, soit par emprunt (émission des titres), soit par la création monétaire. En ce qui concerne Madagascar, le financement par la hausse des impôts est contraire à la politique de l'État malgache, puisqu'actuellement, les réformes du système fiscal visent à baisser les impôts, afin que les contribuables puissent les payer.

Selon les classiques, si la hausse des dépenses publiques est financée par la hausse des impôts, cette situation est compensée par la baisse de la consommation. Il n'y a pas d'impact sur la production, ni par conséquent sur l'emploi. Cette politique n'affecte d'ailleurs, ni le salaire réel, ni le marché de titre, ni le taux d'intérêt, ni l'épargne, ni l'investissement, ni les prix.

Si ce financement se fait par emprunt (émission des titres), selon les classiques, la hausse de la demande des titres par l'État fait augmenter le taux d'intérêt réel, cela aura pour conséquence, la baisse des investissements (effet d'éviction), tandis que les ménages achèteraient des titres, en réduisant leurs consommations. Mais le marché de l'emploi ne serait pas affecté, la production resterait donc inchangée. Il en est de même pour le prix et le salaire, car la masse monétaire n'est pas modifiée. Cette politique budgétaire ne serait pas efficace.

Si le financement de ce déficit se fait par la création monétaire, comme il n'y a aucune émission de titre, aucune modification ne viendrait affecter, ni le taux d'intérêt réel, ni les investissements, ni par conséquent leur émission de titres, ni enfin la demande de titres par les ménages.

Comme il y a création monétaire, l'épargne antérieure des ménages est augmentée de la monnaie créée, leur consommation diminuerait d'autant, compensant exactement l'augmentation de la demande publique. La production resterait donc inchangée, il en est de même de l'emploi. Pour l'année suivante, la masse monétaire est majorée de la monnaie créée. En effet, cette situation risque d'être inflationniste.

II-2-2 La conception Keynésienne sur les dépenses publiques

Le principe autorégulateur des classiques est remis en cause par les keynésiens, surtout à partir de la grande dépression de 1929, cela se manifeste par la hausse du chômage à 25% aux États-Unis en 1932, et au Royaume-Unis à 17% en 1934, et presque autant dans plusieurs pays européens.

Cette situation se traduit, en ce moment, par la hausse du taux de chômage et par la surproduction et l'insuffisance de la demande de biens et de services. Il y a donc simultanément déséquilibre sur le marché du travail et sur le marché de biens et services.

Dans ce cadre, l'intervention de l'État par l'instrument monétaire et /ou budgétaire peut être efficace. Le chômage keynésien est dû à l'insuffisance de la demande globale. Dans ce cas, si l'État augmente ses dépenses, en vue de compenser l'insuffisance de la demande, par l'émission des titres ou par la création monétaire, la demande publique additionnelle entraîne une augmentation de la production, entraînant à son tour une augmentation du revenu des ménages. Une hausse du revenu entraîne une hausse de la consommation, laquelle entraîne, à son tour, une hausse de la production.

II-2-3 Le cas de Madagascar

Pour le cas de Madagascar, le financement du déficit budgétaire se fait généralement par le recours aux financements extérieurs, au financement du système bancaire et non bancaire. En 2005, le financement intérieur du déficit se fait par un recours au système non bancaire, par l'émission des BTA, par la banque centrale, et une forte diminution de financement auprès des banques commerciales.

Selon les classiques, l'émission des titres par l'État a pour conséquence la baisse de la consommation privée, au profit de l'achat des titres, d'où la baisse de cette consommation de 422,1 milliards d'Ariary, en 2004, à 415,8 milliards d'Ariary, en 2006. Cette situation, selon les classiques, peut entraîner la baisse de l'investissement, mais étant donné que les banques sont en situation de surliquidité, l'ouverture de crédits aux secteurs privés va entraîner la hausse de l'investissement, malgré la hausse des taux d'intérêt débiteur à 24%.

En 2006, la grande partie du financement intérieur de l'État est orientée vers l'émission de BTA et de faible recours aux banques.

Cette situation se traduit par le ralentissement de l'évolution de la consommation, soit 2,9% de diminution en 2005, et celui de l'investissement à 2,6%, puisque la hausse du taux d'intérêt s'accélère, jusqu'à son niveau maximum à 28%.

Dans ce cas, la conception classique a été remise en question, en 2007, et en 2008 ; le financement du déficit budgétaire se fait par le moyen d'emprunt par l'État, par l'émission de titres, alors que cette situation n'entraîne pas la baisse de la consommation privée. Et malgré la hausse du taux d'intérêt, l'investissement n'est pas sensible à la baisse.

Selon les keynésiens, la demande d'encaisse se divise en deux, il y a la demande d'encaisse active (pour des motifs de transactions et de précaution), et il y a la demande d'encaisse spéculative.

Cette dernière est fonction du taux d'intérêt, alors que la première est peu influencée par la variation du taux d'intérêt, mais est fonction du niveau de l'activité et du revenu national. Plus le revenu national s'accroît, plus la demande d'encaisse active augmente.

En 2009, la situation économique est marquée par la baisse sensible des grandeurs macroéconomiques. Cette situation est attribuable à l'existence de la crise sociopolitique à Madagascar.

Ainsi, les dépenses publiques, les recettes publiques, la consommation et les investissements baissent, tant pour les privés que pour les publics. D'une part, selon la conception keynésienne, la demande globale s'écrit : $Y = C + I + G + X - M$, plus le revenu est faible, plus l'investissement baisse, et les grandeurs C, G, X et M varient dans le même sens que celles de I. Ainsi, la baisse de la demande du fait de la situation d'incertitude entraîne la diminution du revenu.

Les classiques disent que le recours au financement du système bancaire risque d'être inflationniste. Cette conception est remise en cause à court terme, puisque la demande globale tend à la baisse.

II-3 L'évolution des dépenses publiques d'avant crise

En 2005, les dépenses publiques se chiffrent à 2121,6 milliards d'Ariary ; elles ont faiblement évolué par rapport à 2004 (2118,5 milliards d'Ariary), soit une croissance de 0,1%, contre 58% en 2003. Par rapport au PIB, ces dépenses ont chuté à 21%, contre 26% en 2004. À cause de l'insuffisance des recettes, des mesures de réduction des dépenses hors soldes ont été effectuées en juillet et novembre 2005, dans les secteurs non prioritaires.

Les dépenses courantes ont accusé une augmentation de 8,1%, en 2005 ; cela a été expliqué essentiellement par la hausse des salaires des fonctionnaires, qui n'ont pas été touchés par les coupes budgétaires, ainsi que le paiement des intérêts de la dette intérieure, suite à la persistance des taux d'intérêt sur le BTA, et puis l'accroissement des dépenses de fonctionnement. Les dépenses en capital ont diminué de 2,6%, à cause surtout de la faiblesse des tirages projets.

Par contre, les dépenses de financement des ressources internes ont augmenté, alors que le rythme de progression est relativement inférieur à celui de l'année 2004 (14,8% en 2005 et 45,3 en 2004).

En 2006, les dépenses publiques ont atteint 2565,5 milliards d'Ariary, soit une progression de 20,9%, par rapport aux réalisations de l'année 2005. Cette hausse des dépenses a été due à l'augmentation de toutes les composantes, sauf les intérêts de la dette extérieure, qui ont diminué, à cause de la réduction de la dette, dans le cadre de l'IPPTE. Par rapport au PIB, les dépenses publiques ont représenté 21,8% en 2006 ; 21% en 2005 et 26% en 2004. Leur rythme a été plus faible que celui des recettes totales, malgré l'augmentation des dépenses de subvention et transferts. Les dépenses courantes ont connu une hausse de 18,3%, contre 8,1% en 2005. Cette augmentation est due essentiellement à celle des dépenses de personnels, qui sont passées de 456,4 milliards d'Ariary, en 2005, à 589,9 milliards d'Ariary, en 2006, suite au recrutement et à la hausse des salaires des fonctionnaires.

Par ailleurs, les transferts et subventions ont accusé une variation de 75,9 milliards d'Ariary, et les paiements des intérêts dus sur la dette intérieure ont évolué de 168,8 milliards d'Ariary à 229,3 milliards d'Ariary, en 2006, progression due surtout à l'augmentation de l'encours et des taux d'intérêt des BTA. Les dépenses en capital ont augmenté de 21,6%, par rapport à 2005. Le rythme de progression des dépenses financées sur ressources intérieures a été nettement inférieur à celui de l'année 2005 (5,2% après 14,8%).

Ces dépenses en capital ont financé les projets à caractère social, en vue de réduire la pauvreté, ainsi que la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques(SIGFP), pour obtenir une meilleure transparence et l'efficacité des dépenses publiques.

En 2007, les dépenses publiques ont atteint 2594,3 milliards d'Ariary, soit une hausse de 1,1%, après 20,9% en 2006. Par rapport au PIB, ces dépenses ont diminué, partant de 21,7% en 2006, pour atteindre 18,8% en 2007. Cette évolution peut s'expliquer par la diminution des dépenses en capital, liée au retard des décaissements des ressources d'origine extérieure, d'une part, et à la maîtrise des dépenses courantes, dont la croissance a été plus faible qu'en 2006 (+15,1% après 18,3%), d'autre part.

Par rapport au PIB, ces dépenses courantes ont fléchi de 0,2 point de pourcentage, contre une progression de 0,2 point de pourcentage, en 2006.

En 2008, les dépenses publiques se chiffrent à 3030,9 milliards d'Ariary, ce qui représente 18,8% du PIB.

Ces réalisations ont été largement inférieures à la prévision de la loi des finances rectificative, qui a ciblé les 21% du PIB. Les dépenses courantes augmentent de 16,4%, si elles étaient de 15,1% en 2007, et les dépenses en capital ont augmenté de 17,9%, après une baisse de 13,3%, auparavant. La hausse des dépenses courantes a été surtout tirée par celle des dépenses de fonctionnement (+79,3%, contre 10,5% en 2007).

En fait, à partir du mois de septembre, le rythme d'exécution des dépenses relatives au transfert et à la subvention s'est accéléré, afin d'amortir les effets des conjonctures économiques du premier trimestre, et de financer la restructuration des entreprises publiques.

On a procédé au paiement des arriérés intérieurs, compte tenu, entre autres, des efforts entrepris par l'État pour le remboursement des crédits des TVA.

Par contre, les dépenses en personnels, ainsi que le paiement d'intérêt ont modéré les dépenses courantes. Le rythme d'exécution des dépenses de personnels est presque stabilisé (6,7%, contre 20,6%, en 2007), malgré la hausse des salaires des fonctionnaires. De même, les paiements des intérêts de la dette intérieure ont continué de reculer (-23,8%, après -41,3% en 2007), en raison à la fois de la réduction de l'encours et du repli du taux de rendement des BTA.

Les dépenses en capital ont atteint 1191,7 milliards d'Ariary, contre 1010,8 milliards d'Ariary, en 2007. Par rapport au PIB, celles-ci sont presque identiques à celles de l'année 2007, soit près de 7% du PIB.

Les dépenses sur ressources extérieures se sont légèrement inscrites à la hausse (+4,8%, contre -20,8%, en 2007), contrairement aux dépenses sur les ressources locales qui se sont fortement accrues (+52,7%, contre +16,4%, en 2007).

II-4 L'évolution des dépenses publiques en période de crise

L'année 2009 est marquée par une baisse des dépenses publiques. Cette situation est due au non-paiement des impôts par les contribuables, à cause de la récession de leurs activités.

Puis, la suspension des aides, en provenance des bailleurs de fonds, est aussi l'une des raisons de la diminution de ces dépenses, puisque le pouvoir en place n'est pas reconnu par la communauté internationale.

Les dépenses de l'État ont diminué de 3030,9 milliards d'Ariary, en 2008, à 2491,2 milliards d'Ariary en 2009, soit une baisse de 17,8%.

Les dépenses en capital qui constituent les investissements publics ont tendance à régresser, puisqu'en 2009, celles-ci s'élèvent à 760,5 milliards d'Ariary, contre 1244,8 milliards d'Ariary, en 2008, soit une régression de 38,9%. Les dépenses en capital sur ressources extérieures ont accusé un fort repli (-52,4 % soit 366,5 milliards d'Ariary, en 2009, contre 770,6 milliards en 2008), par rapport à leur niveau de 2008, du fait de l'absence de décaissement d'aides extérieures. Les dépenses en capital sur ressources intérieures ont baissé de 16,9% (474,2 milliards d'Ariary, en 2008 et 394 milliards d'Ariary en 2009).

Le Programme d'Investissement Public (PIP), défini dans la loi des finances 2009 n'a pu ainsi être réalisé qu'à hauteur de 39%.

En effet, près de 70% du financement du PIP prévu pour être apporté par les bailleurs de fonds ont été suspendus, en raison de l'absence de reconnaissance internationale du gouvernement malgache. Par conséquent, la contrepartie locale, à titre d'apports propres et de droits et taxes n'a été exécutée que partiellement.

L'évolution des dépenses courantes n'a pas été uniforme, suivant la catégorie de dépenses. L'ensemble se chiffre à 1807,2 milliards d'Ariary, en 2009, contre 1753,9 milliards d'Ariary en 2008, soit une progression de 3%.

Les dépenses ministérielles de fonctionnement, fortement affectées par les mesures de régulation, ont été réduites de 26,8%. De même, les dépenses relatives aux paiements d'intérêts de la dette intérieure ont diminué de 6,8%, suite à la baisse des taux d'intérêt sur le marché des BTA.

Par contre, les dépenses en personnels se sont accrues de 5%, par rapport à celles de 2008, compte tenu de la hausse des salaires des fonctionnaires (+10 %), et du paiement de diverses indemnités supplémentaires.

Les dépenses relatives aux Autres Opérations Nettes du Trésor (AONT) ont subi une forte augmentation (+180 %), après une baisse en 2008. Cette hausse s'explique notamment par l'effort de remboursement des crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), et de Taxe sur la Valeur Ajoutée des Produits Pétroliers (TVAPP), entrepris par l'État, et par le renflouement des caisses de retraites et de pensions. De leurs côtés, les autres dépenses, constituées essentiellement par la variation des arriérés intérieurs, se sont nettement contractées, du fait de l'accumulation d'arriérés de près de 100 milliards d'Ariary.

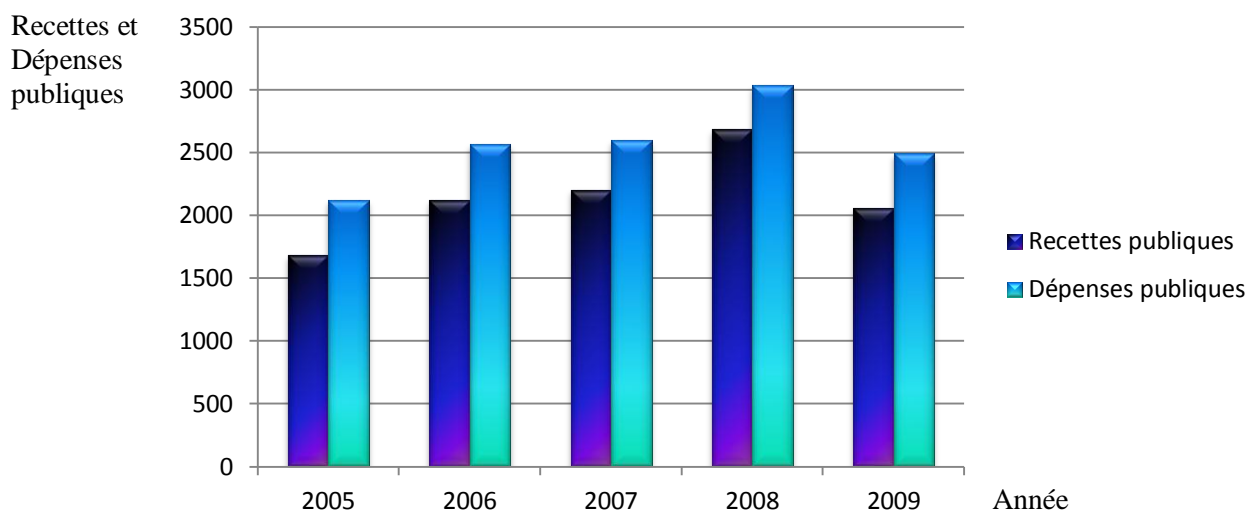
Cette accumulation a eu lieu, malgré les apurements des arriérés en ressources propres internes et de TVA, sur investissements au titre des années antérieures (31,5 milliards d'Ariary). Ces dépenses ont, par ailleurs, été fortement influencées par la régulation des dépenses au stade de l'engagement et des contraintes liées à la trésorerie.

Tableau n° XII : Évolution des dépenses Publiques (en milliards d'Ariary)

Rubrique / année	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses courantes	1099	1300,9	1497	1753,9	1807,2
Dont personnel	456,4	589,9	711,2	758,9	796,8
Fonctionnement	257,5	370,4	409,3	745,4	545,6
Intérêts dus	266,6	284,8	155,7	127,3	128,5
Déficit sur AONT	87,1	55,7	220,6	122,2	336,3
Dépenses en capital	958,6	1165,4	1049,9	1244,8	760,5
Sur ressources extérieures	733,5	928,5	735	770,6	366,5
Sur ressources intérieures	225,1	236,9	314,9	474,2	394,0
Autres dépenses	63,3	10	86,5	96,7	-
Dont variation des arriérés intérieurs	54,2	89,2	86,5	96,7	-76,5
Total	2121,6	2565,5	2594,3	3030,9	2491,2

Source : BCM, Rapport annuelle, évolution des dépenses publiques : 2006, P.29 ; 2007, P.22 ; 2008, P.28 et 2009, P30.

GRAPHE N° 06 : Évolution annuelle des dépenses et des recettes publiques (en milliards d'Ariary)



Source : Graphe établi à partir du tableau n° XI et n° XII, Décembre 2010

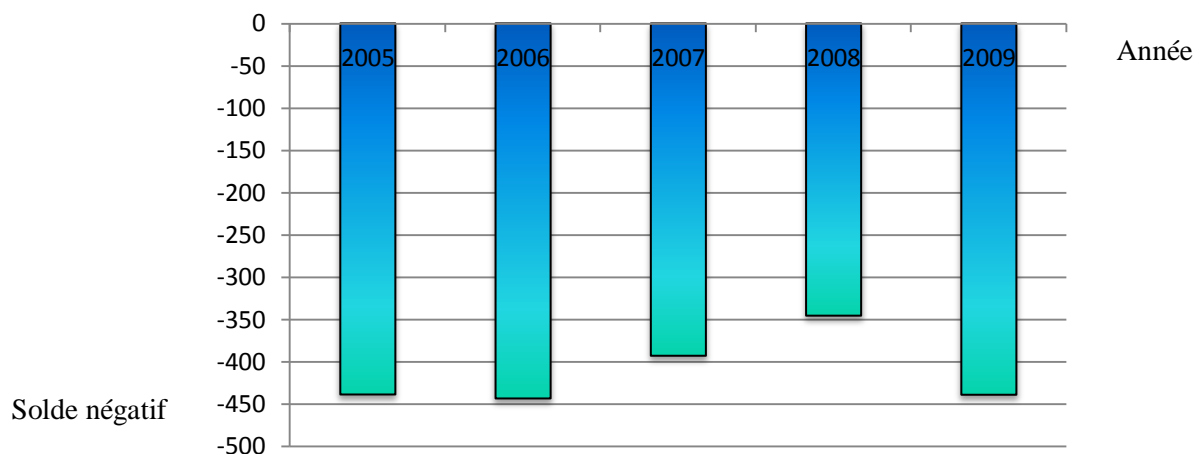
Ce graphique nous a permis de constater que les dépenses et les recettes publiques ont cru progressivement entre 2005 et 2008. En 2009, du fait de la récession économique malgache, l'État a mis en œuvre une politique d'austérité budgétaire, pour éviter le cercle vicieux de surendettement de l'État, puisque le niveau d'activité baisse.

II-5 Le déficit sur les OGT et son financement

Le trésor public est une institution financière de l'État. En général, ses opérations sont déficitaires, à cause du dépassement de ses dépenses, par rapport aux recettes.

Le déficit sur les OGT peut être financé par le recours à des financements extérieurs, comme les institutions financières internationales le FMI, l'UE, le BAD, ...ou par le recours au système bancaire et non bancaire du pays, par l'émission de bon du trésor, ou par le tirage des réserves en devises, à la banque centrale de Madagascar.

GRAPHE N° 07 : Le solde budgétaire (en milliards d'Ariary)



Source : Graphe établi à partir du tableau n° XI et n°XII, Décembre 2010

Ce graphique a permis d'avancer le constat que sur ces cinq ans, les opérations financières de l'État sont déficitaires. Le niveau de ce déficit est plus élevé en 2006, et l'année suivante, l'État a mis en œuvre une politique d'austérité fiscale, pour que les contribuables puissent les payer. Grâce à la réforme du système fiscal, en 2006 (la mise en place de l'impôt synthétique par exemple), le déficit budgétaire se résorbe progressivement jusqu'en 2008. Cependant, en 2009, la crise que ce pays traverse a changé la tendance de résorption de ce déficit. Ainsi, le solde budgétaire est fortement détérioré.

II-5-1 L'évolution des Opérations Globales du Trésor

En 2005, le déficit de l'OGT est de 438,7 milliards d'Ariary, soit 4,3% du PIB nominal. Pour couvrir ce déficit, l'État malgache a bénéficié des aides extérieures, au titre de prêts projets, à un montant de 295 milliards d'Ariary, de financement exceptionnel de la banque mondiale, qui s'élève à 159,9 milliards d'Ariary, et un allègement de la dette, à un montant de 110,3 milliards d'Ariary, dont 34 milliards d'Ariary relative à l'IPPTE.

Le financement de l'État malgache auprès de la BCM atteint 60,5 milliards d'Ariary, contre un remboursement de 74,5 milliards d'Ariary en 2004. Puis, l'État effectue le remboursement des banques commerciales, à un montant de 172,1 milliards d'Ariary, contre 135,2 milliards d'Ariary, en 2004. En outre, le trésor a émis des titres aux systèmes non bancaires, dont le montant de souscription s'élève à 120 milliards d'Ariary, en 2005, contre 107,9 milliards d'Ariary en 2004.

En 2006, le déficit sur l'OGT s'élève à 443,4 milliards d'Ariary, soit 3,8% du PIB nominal. Le financement de ce déficit est caractérisé par la prise en compte du désengagement de 403,9 milliards d'Ariary, vis-à-vis de la BCM, et la comptabilisation IADM FMI de 361,7 milliards d'Ariary en février 2006, et un engagement de 52,3 milliards d'Ariary auprès des banques commerciales. Le financement auprès des systèmes non bancaires a contribué à un montant de 73,4 milliards d'Ariary, en 2006, contre 120 milliards d'Ariary en 2005, grâce surtout à la souscription de 87,9 milliards d'Ariary sur le marché de BTA. D'autres financements concernent les ressources extérieures, dont 365,8 milliards d'Ariary en net.

En outre, les tirages ont été chiffrés à 467,2 milliards d'Ariary, dont 302,8 milliards d'Ariary au titre de prêts projets et 164,4 milliards d'Ariary de prêt programme (85,9 milliards d'Ariary de la Banque Mondiale et 78,5 milliards d'Ariary de la BAD).

En 2007, ce déficit s'est situé à 392,9 milliards d'Ariary, contre 443,4 milliards d'Ariary en 2006, ce qui représente 2,9% du PIB. Pour couvrir ce déficit, l'État malgache recourt à des financements intérieurs, d'un montant de 85,7 milliards d'Ariary, contre 77,6 milliards d'Ariary, en 2006, et les financements extérieurs s'élèvent à 307,3 milliards d'Ariary, contre 365,6 milliards d'Ariary en 2006.

Le financement intérieur du système bancaire se chiffre à 26,4 milliards d'Ariary, soit respectivement 16,1 milliards d'Ariary et 10,3 milliards d'Ariary, auprès de la BCM, et de la banque commerciale.

Le financement extérieur sous forme de tirage est de 335,1 milliards d'Ariary, dont 230,9 milliards d'Ariary sur prêt projet et 104,2 milliards d'Ariary sur prêt programme.

Madagascar a obtenu un financement de 75,1 milliards d'Ariary en provenance de la Banque Mondiale et 29,1 milliards d'Ariary de la BAD.

En 2008, ce déficit est de 345,5 milliards d'Ariary, représentant 2,1% du PIB nominal. Le financement sur des ressources intérieures s'élève à 132,8 milliards d'Ariary, contre un montant de 85,7 milliards d'Ariary en 2007. Le financement sur ressources extérieures est de 478,3 milliards d'Ariary, après 307,3 milliards d'Ariary, en 2007. Le financement intérieur s'effectue au système bancaire et non bancaire ; le premier s'élève à 261,5 milliards d'Ariary, dont 77,3 milliards d'Ariary, auprès de la BCM, et 184,2 milliards d'Ariary pour les banques commerciales. Le financement du système non bancaire est de 128,7 milliards d'Ariary. Le financement sur ressources extérieures se subdivise en quelques rubriques, dont le tirage est de 504,6 milliards d'Ariary, soit successivement 349,8 milliards d'Ariary et 154,8 milliards d'Ariary, sur le prêt projet et sur le prêt programme. Le financement de la Banque Mondiale est de 78,7 milliards d'Ariary, et celui de la BAD 76,1 milliards d'Ariary.

II-5-2 La situation des Operations Globales du Trésor, en période de crise

En 2009, le déficit des OGT est de 439 milliards d'Ariary, représentant 2,6% du PIB nominal. Ce déficit est la conséquence de l'accélération des dépenses, alors que le rythme des recettes est assez faible. Ce déficit est financé par le système bancaire.

Dans son ensemble, le financement sur ressources intérieures est de 315,9 milliards d'Ariary, contre 132,8 milliards d'Ariary en 2008. L'État malgache a fait appel au système bancaire pour se financer à 304 milliards d'Ariary.

Vis-à-vis de la BCM, l'État a engagé 155,7 milliards d'Ariary, en effectuant des tirages sur ses dépôts en devises, et sur son compte spécial PPTE.

Auprès des banques commerciales, l'État a emprunté 148,3 milliards d'Ariary, dont près de 130 milliards d'Ariary sous forme de BTA.

Le financement au niveau du système non bancaire a été de 11,9 milliards d'Ariary. L'ensemble des financements sur ressources extérieures est de 123,1 milliards d'Ariary, contre un montant de 478,3 milliards d'Ariary, en 2008. Le tirage sur prêt projet s'élève à 195,3 milliards d'Ariary. Les autres sources de financement sont suspendues à cause de l'absence de reconnaissance internationale.

On remarque ainsi que le financement auprès du système non bancaire est très faible, puisque la faiblesse du rendement sur le marché de BTA est peu incitative, c'est pour cette raison que la plupart des financements de déficit sur l'OGT se fait par le concours au système bancaire. Mais, le recours au système bancaire est la source de l'expansion monétaire, en 2009. Cette situation risque d'entraîner la tension inflationniste, si cette création monétaire entraîne la hausse de la demande.

II-6 Effet multiplicateur des dépenses publiques

Les dépenses publiques initiales étant G_0 , qui devient $G_0 + \Delta G_0$.

L'équation du revenu devient: $Y = \frac{C + I + \Delta I + G + X - M}{1 - c + m}$

La variation du revenu induite par la variation des dépenses publiques est :

$$\Delta Y = \frac{1}{1 - c + m} \Delta G$$
$$\Delta Y = \frac{1}{32,62} \times (-539,7) = -16,55$$

Une baisse des dépenses publiques de 3030,9 milliards d'Ariary à 2491,2 milliards d'Ariary a conduit une diminution de 16,55 milliards d'Ariary du revenu national.

SECTION-III : LE SECTEUR MONETAIRE

III-1 Masse monétaire

L'excédent de la masse monétaire, depuis l'année 2005, s'est poursuivi progressivement en 2009, reflétant l'affermissement de la création monétaire, suite à l'émission de bon du trésor par adjudication, par l'État malgache. Cette création monétaire est de l'ordre de 10,1%, par rapport à sa valeur en 2008.

Tableau n° XIII : La masse monétaire (en milliards d'Ariary)

Rubrique/années	2005	2006	2007	2008	2009
Masse monétaire	2 177,3	2 740,8	3 301,1	3 710,1	4 103,8
disponibilité monétaire	1 417,5	1 758,3	2 076,3	2 267,2	2 402,9
circulation fiduciaire	599,1	715,1	839,3	937,4	1 007,6
dépôt à vue	818,3	1 040,2	1 237,0	1 329,8	1 395,3
Quasi monnaie	396,2	507,6	736,2	886,4	1 096,8
dépôt à terme	312,3	367,1	445,5	519,7	650,4
dépôt d'épargne	83,9	140,5	290,7	366,6	446,4
Dépôt en devises des résidents	334,5	443,8	456,9	523,0	573,1
Obligation	29,1	31,1	31,7	33,6	31,1

Source : Banque Centrale de Madagascar, Antsahavola Antananarivo, statistique monétaire, année 2005 à 2009.

III-1-1 Disponibilité monétaire

La disponibilité monétaire est caractérisée par l'ensemble des billets en circulation et les dépôts à vues. En 2009, la disponibilité monétaire s'est située à 2402,9 milliards d'Ariary, après 2267,2 milliards d'Ariary, en 2008, soit une progression de 6%, contre 9,2% en 2008. Cette décélération en termes de croissance est imputable au ralentissement de la croissance des billets en circulation (soit 7,5% en 2009, contre 11,7% en 2008), et le repli des dépôts à vues, en termes de croissance (soit 4,9% en 2009, contre 7,5% en 2008).

III-1-2 Quasi monnaie

En s'élevant à 1096,8 milliards d'Ariary, au terme de l'année 2009, les ressources quasi-monétaires des banques ont progressé de 23,7%, contre 20,4%, une année auparavant. Cette évolution est imputable, essentiellement, à l'accélération des dépôts à terme des résidents (25,1%, contre 16,7%), en relation avec l'affermissement des dépôts d'épargne (21,8% ou 446,4 milliards d'Ariary, contre 26,1% ou 366,6 milliards d'Ariary).

III-1-3 Dépôt en devises des résidents

En s'accroissant à 573,1 milliards d'Ariary, en décembre 2009, le dépôt en devises des résidents a progressé de 9,6%, contre 14,5%, l'année précédente. Cette évolution est relativement moins accélérée, par rapport à 2008.

III-2 Les contre parties de la masse monétaire

Tableau n° XIV : Les contre parties de la masse monétaire(en milliards d'Ariary)

Rubrique/années	2005	2006	2007	2008	2009
Masse monétaire M3	2177,3	2740,8	3301,1	3725,9	4103,8
Avoirs extérieurs nets	933,4	1 584,0	1901,1	2149,9	1982,8
Créance net sur l'État	398,8	80,9	132	-137	160,7
Créance sur l'économie	1013,3	1196	1403,7	1817,4	1956,8
Autre postes nets	-168,2	120	-133,3	-103,4	3,5

Source : Banque Centrale de Madagascar, Antsahavola Antananarivo, statistique monétaire, année 2005 à 2009.

III-2-1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire représentent la différence entre les avoirs extérieurs bruts et les engagements à court terme. Les avoirs extérieurs bruts comprennent les devises convertibles et les engagements à court terme, qui sont constitués par les dépôts en devises des non-résidents, les arriérés de paiement extérieurs et les emprunts contractés au FMI.

Ainsi, en 2009, les avoirs extérieurs nets ont régressé de 7,8%, après avoir accru de 13,1%, soit 1982,8 milliards d'Ariary, en 2009, contre 2149,9 milliards d'Ariary, en 2008.

Cette situation est imputable à l'absence de décaissement des aides aux institutions financières internationales, suite à sa suspension, à la baisse des recettes d'exportation à 17,7%, à la diminution des devises en provenance des activités touristiques (baisse de 56,6% des touristes), et à la diminution des dépôts en devises des non-résidents.

III-2-2 Créance net sur l'État

En 2009, le secteur monétaire est fortement imprégné par l'émission de bon du trésor. Après une baisse de 137 milliards d'Ariary en 2008, le concours bancaire de l'État a accru, pour se situer à 160,7 milliards d'Ariary. L'endettement de l'État auprès des banques a augmenté de 217,3%, contre une baisse de 203,8%, l'année précédente, clôturant l'année avec un encours de 137 milliards d'Ariary. Cette situation est la principale source de création monétaire en 2009.

III-2-3 Créance sur l'économie

Bien que Madagascar se trouve dans un contexte socioéconomique difficile, en 2009, le concours des banques à l'économie a accru, à un rythme relativement moins accéléré. Par rapport à 2008, la créance nette du système bancaire à l'économie a accru à une proportion de 7,7%, pour se situer à 1956,8 milliards d'Ariary, contre 1817,4 milliards d'Ariary, en 2008.

III-3 La politique monétaire

La politique monétaire est un ensemble de mesures prises par les autorités monétaires, d'une part pour éviter le choc inflationniste, d'autre part pour stabiliser le taux de change de l'Ariary, contre la volatilité trop importante, afin de réduire l'incertitude en ce qui concerne le secteur extérieur.

III-3-1 La politique monétaire entreprise par la BCM en 2005

En 2005, du fait de la hausse du niveau général des prix à un taux d'inflation à 18%, l'autorité monétaire a pris une mesure restrictive pour faire baisser la liquidité bancaire. Ces mesures sont le maintien du taux directeur de la BCM à 16%, et du taux de réserve obligatoire à 15%. Jusqu'au premier trimestre de l'année 2005, le niveau de la liquidité bancaire reste élevé. Pour cela, la politique monétaire reste peu efficace.

Toutefois, à partir du second semestre, pour amplifier son efficacité, la banque centrale a pris l'initiative de mettre en œuvre une politique de refinancement, ou la reprise de la liquidité au niveau des banques commerciales.

En fin d'année, la valeur de la liquidité reçue par la banque centrale, à titre des opérations de ponction, s'est élevée à 131,5 milliards d'Ariary.

Pour que la politique monétaire soit efficace, la banque centrale a pris l'initiative de limiter la souscription des banques commerciales sur le marché de BTA.

Pour cela, les banques commerciales sont obligées de détenir une certaine quantité de réserve de liquidité, pour que la banque centrale puisse appliquer sa politique. Et pour cette même année, le marché de BTA a été élargi par la BCM au système non bancaire, afin que l'État puisse continuer le financement de son déficit.

III-3-2 La politique monétaire entreprise par la BCM en 2006

En 2006, le niveau de l'inflation reste élevé, au premier semestre, mais inférieur à son niveau en 2005. Toutefois, la banque centrale a maintenu son taux directeur à 16%. Au second semestre, le niveau d'inflation a été modéré, le taux de change est presque stable et le taux d'intérêt est encore largement positif.

À cet effet, pour ne pas compromettre la croissance économique, la banque centrale a ramené son taux directeur, au second semestre, de 16% à 12%, pour que le secteur privé ne soit pas en difficulté, en matière d'endettement auprès des banques commerciales. Le rendement sur le marché de BTA doit aussi diminuer, pour que les charges du trésor soient allégées.

La baisse du taux de réserve obligatoire est un facteur à l'origine de la surliquidité bancaire, et comme l'économie malgache est en situation de surliquidité structurelle, le taux de réserve obligatoire est maintenu à 15%, pour cette année.

III-3-3 La politique monétaire en 2007 : L'objectif et sa mise en œuvre

III-3-3-1 L'objectif de la politique monétaire en 2007

En 2007, l'objectif de la politique monétaire est de veiller à la stabilité interne de la monnaie nationale, en réduisant le niveau d'inflation, et en stabilisant le taux de change, contre la volatilité et la dépréciation de la monnaie nationale. Étant donné, qu'en 2007, le financement de projets en provenance de l'extérieur est amplifié par l'arrivée des capitaux étrangers pour l'IDE, l'afflux des devises nécessite la mise en œuvre d'une politique monétaire plus complexe, pour que ces capitaux ne soient pas inflationnistes et répondent bien au concept de développement rapide et durable, et à une croissance élevée, en pleine stabilité macroéconomique.

III-3-3-1-1 La stabilité macroéconomique

Pour cette année, l'objectif de la banque centrale est de stabiliser le taux d'inflation à un chiffre, alors qu'en début d'année, la pression au niveau de la demande, et le choc du côté de l'offre, a entraîné le taux d'inflation à 14,5%, contre 10,8% en 2006.

Cette situation est occasionnée par la création monétaire, lors de l'arrivée du financement des projets de développement.

À cet égard, l'autorité monétaire renforce le contrôle de l'expansion des agrégats monétaires, à travers la gestion de la liquidité bancaire, la stérilisation des devises, et la limitation de la création monétaire, lors du financement du déficit sur les OGT. Dans ce cadre, la banque centrale propose de mettre en œuvre la restructuration de l'économie. Elle contrôle que la demande réelle de monnaie a pour origine la croissance économique. Ainsi, la banque centrale propose d'accroître les agrégats monétaires, par rapport à l'année précédente, dont la base monétaire a été ciblée à une hausse de 22%, si elle était de 13% en 2006.

III-3-3-1-2 Rendre plus compétitive l'économie malgache

Plus le niveau de l'inflation est faible, plus l'Ariary est forte, et plus l'économie malgache est compétitive. Dans ce cadre, la banque centrale souhaite mettre en œuvre une politique d'appréciation rapide et soutenue de l'Ariary.

Cependant, la banque centrale éprouve un climat d'incertitude, puisque l'afflux des devises sur le MID est un des facteurs à l'origine de l'entretien de la fluctuation monétaire. Pour y faire face, elle intervient pour veiller à ce que le mouvement de fluctuation de l'Ariary ne soit pas trop brusque, afin de ne pas nuire aux opérateurs économiques privés.

III-3-3-1-3 Renforcement de la situation financière et développement du nouvel instrument de la politique monétaire

Plus l'afflux des capitaux étrangers s'accroissent, plus l'efficacité de l'instrument classique de la politique monétaire reste limitée. Plus la banque centrale intervient en intégrant de nouveaux instruments de la politique monétaire, par exemple pour la stérilisation des devises, plus le coût d'intervention augmente. Le renforcement de la situation financière de la banque centrale est donc nécessaire. Dans cette perspective, la banque centrale définit, dans son plan d'action, en 2007, la recapitalisation et le renforcement de ses services d'intervention, en intégrant de nouveaux instruments. Dans ce cas, l'instrument classique est complété par la politique de l'open-market, qui consiste à l'achat ou à la vente de titres sur le marché secondaire, afin de pouvoir augmenter ou diminuer le volume de la liquidité bancaire.

III-3-3-2 La mise en œuvre de la politique monétaire en 2007

III-3-3-2-1 La politique de la réserve obligatoire et du taux d'intérêt

Pour cette année, la politique monétaire de la banque centrale devra neutraliser les effets de la hausse des prix des produits de base sur le marché international.

Ainsi, compte tenu de l'augmentation des prix des produits pétroliers, en 2007, et la menace de pénurie des produits agricoles sur le marché international, Madagascar risque d'être à l'abri de l'instabilité des prix du riz.

Cette situation est observée à travers l'accélération de l'inflation à 14%, au mois d'avril. Pour y faire face, la banque centrale a maintenu le taux directeur à 12%, et le coefficient de réserve obligatoire à 15%.

III-3-3-2-2 Le développement de l'open-market

Pour que l'instrument classique soit efficace, la banque centrale opère d'autres moyens d'intervention, par la politique de l'open-market, par la vente ou par l'achat de titres sur le marché monétaire.

Dans ce cadre, la banque centrale transforme les titres de la dette publique, qu'elle détient, en titres négociables, soit un montant de 227,3 milliards d'Ariary. Ces titres ont des maturités de 6 à 12 mois, ils sont proposés aux établissements bancaires, en mai 2007. La durée de maturité de ces titres permet à la banque centrale de faire une opération de ponction sur les excédents de la liquidité bancaire.

III-3-3-2-3 Intervention de la banque centrale sur le marché monétaire

Au cours de l'année 2007, la banque centrale intervient par la mise en œuvre de l'open-market, par le lancement d'appel d'offre négatif et d'appel d'offre positif, ou le rachat de titres.

Du fait de la surliquidité des banques, la banque centrale a lancé, jusqu'au 18 mai, l'opération de AON, dont le montant total s'élève à 715,8 milliards d'Ariary. Puis, au cours même de ce deuxième trimestre, la liquidité bancaire reste encore abondante, ce qui amène la banque centrale à continuer son intervention, jusqu'à un montant de 105 milliards d'Ariary, en une semaine.

Au cours du dernier trimestre, la vente de titres ralentit, dont le montant total est de 60,6 milliards. Cette politique a résulté de la baisse de la liquidité bancaire et celle du taux d'intérêt. Au mois d'octobre, certaines banques ont subi un manque de liquidité. Ainsi, la banque centrale procède à l'opération de rachat de titres, pour un montant de 29,8 milliards d'Ariary. En même temps, plusieurs banques sont en difficulté de constitution de réserves. Pour y faire face, la banque centrale a injecté un montant de 604 milliards d'Ariary, depuis le mois de janvier, jusqu'au mois de décembre, soit sous forme de pension ponctuelle de 24 heures ou de 2 à 10 jours, à un montant de 532,1 milliards d'Ariary, soit, une partie, sous forme d'AOP à un montant de 41 milliards d'Ariary, au mois de septembre et d'octobre.

En général, cette politique monétaire conduit à l'absorption de 196 milliards d'Ariary, sur 313 milliards d'Ariary d'excès.

III-3-3-2-4 Intervention sur le MID

Sur ce marché, l'objectif de la banque centrale est de veiller à la pression de l'appréciation de l'Ariary. L'accroissement de la demande de devises entraîne l'appréciation de ce dernier, par rapport à l'Ariary.

C'est dans ce contexte que la banque centrale intervient pour éviter la volatilité trop importante du taux de change, à court terme, et à l'appréciation excessive du taux de change réel. La banque centrale vise à constituer une réserve de change suffisante.

À cause de l'afflux de capitaux pour l'IDE en 2007, la réserve officielle de change accumulé est en quantité importante et elle occasionne l'injection de liquidité.

Autres mesures prises par la banque centrale, dites mesures d'accompagnement, sont le relèvement du plafond de la position de change des banques de 10% à 20%, et le rallongement du rapatriement des recettes d'exportation de 90 à 180 jours.

III-3-4 La politique monétaire de la BCM en 2008

III-3-4-1 Les objectifs de la politique monétaire pour l'année 2008

Dans un environnement économique instable, la banque centrale de Madagascar, par ses instruments, intervient, afin de stabiliser l'économie. Parmi tant d'autres, la politique de la banque centrale vise essentiellement à maintenir le niveau d'inflation à des taux très faibles, à stabiliser le taux de change à court terme, sans négliger l'accumulation de réserve de change, et en préservant les institutions financières contre les difficultés qui peuvent survenir.

III-3-4-1-1 Une inflation à un chiffre

Pour cette année, la politique de la banque centrale est confrontée à la hausse des prix des produits alimentaires, et le prix de l'énergie sur le marché mondial, au cours du premier semestre. Cette situation se répercute sur l'IPC à Madagascar. La politique de la banque centrale s'effectue à travers la demande, et surtout à travers la modération de la croissance des agrégats monétaires.

Cet objectif s'avère difficile pour la banque centrale, puisque d'une part, elle veut accumuler les réserves de devises importantes, mais, ce dernier entraîne la croissance de la masse monétaire, d'autre part, la promotion de crédit bancaire entraîne la création monétaire. Dans ce cadre, la banque centrale intervient sur l'opération de l'open-market, en vue de réduire les réserves libres des banques, pour limiter la création monétaire. Pour ce faire, la banque centrale a introduit sur le marché monétaire de nouveaux instruments dits « marchés de titre négociable ».

III-3-4-1-2 La stabilité du taux de change

L'environnement économique international est marqué par une crise financière qui s'est aggravée au troisième trimestre.

À cause de cette crise, la politique de la banque centrale est confrontée à des chocs exogènes, du fait de la volatilité de l'euro et du dollar. Plus la stabilisation du taux de change est difficile, plus le terme de l'échange se détériore.

Ainsi, la banque centrale, par le mécanisme du marché, aligne les taux de change nominaux à la tendance fondamentale de l'économie, celle de l'équilibre extérieur.

Puis, la banque centrale renforce la suffisance des réserves officielles, pour assurer le paiement extérieur, sans négliger l'amélioration de la compétitivité des exportations, par la stabilisation du taux de change effectif réel.

III-3-4-2 La mise en œuvre de la politique monétaire en 2008

III-3-4-2-1 L'utilisation de la politique monétaire

En 2008, la banque centrale articule sa politique autour de la régulation de la demande, dans la mesure où l'inflation a pour origine l'offre, du fait de l'accroissement des prix de l'énergie et des produits alimentaires sur le marché mondial. Cette politique, ainsi mise en œuvre, n'est pas une politique de resserrement strict de la masse monétaire, puisque l'inflation est due au coût des facteurs, par exemple, le renchérissement du prix de l'énergie, pour le secteur secondaire, et la révision à la hausse du salaire, pour certaines branches de services. À cet effet, la banque centrale décide de maîtriser la croissance des agrégats monétaires M_3 et de rétablir l'équilibre des encaisses réelles. Ainsi, la banque centrale a maintenu le coefficient de réserve obligatoire à 15%, et le taux directeur à 12%.

III-3-4-2-2 L'intervention sur le marché monétaire

La banque centrale procède à la reprise des liquidités excédentaires, par des opérations sur le marché monétaire.

Ainsi, la vente des titres et le lancement d'appels d'offres négatifs ont été effectués en 2008, pour ramener la liquidité bancaire à son niveau non inflationniste, et le refinancement sous forme d'appels d'offres positifs et de prise en pension, au cas où la liquidité bancaire demeure insuffisante.

III-3-4-2-3 Les ventes des titres

En 2008, la vente totale est de 440,4 milliards d'Ariary. Les titres tombés à l'échéance est d'un montant de 400,3 milliards d'Ariary. À cet effet, la vente nette de titre se chiffre à 40,1 milliards d'Ariary.

En fin décembre, les encours de titre s'élèvent à 216 milliards d'Ariary, puisqu'ils ont augmenté de 40,1 milliards d'Ariary, des encours de l'année 2007, soit 175,9 milliards d'Ariary.

La vente des titres se fait par tranche, au premier semestre, à cause de la diminution des facteurs autonomes. Les ventes des titres ont été moins importantes, dont la valeur s'élève à 195,1 milliards d'Ariary, alors que le remboursement de cette période s'élève à 283,8 milliards d'Ariary ; 88,7 milliards d'Ariary de liquidité ont été libérés.

Du mois de juillet au mois de décembre, parallèlement à l'accroissement des facteurs autonomes, suite aux cessions de devises par les banques sur le MID et à l'augmentation des dépenses du trésor, les ventes de titre sont accélérées, soit une valeur de 245,2 milliards d'Ariary.

III-3-4-2-4 Les appels d'offres négatifs

Les appels d'offres négatifs sont des opérations de ponction de liquidité bancaire, mais de courte durée. Cette année, trois AON ont été lancés, le premier s'élève à 25 milliards d'Ariary au mois de février, le second se chiffre à 15 milliards d'Ariary, effectué au mois de novembre, et le dernier se fait au mois de décembre, dont le montant s'élève à 40 milliards d'Ariary.

III-3-4-2-5 Les prises en pensions et appels d'offres positifs

Du fait de l'achat de devises effectué par les banques, au mois de février 2008, et le paiement de plusieurs charges bancaires, les facteurs autonomes ont baissé. Face à cette situation, la banque centrale procède à l'opération d'injection de liquidité, suite à la demande de prise en pension des banques. Au mois de mars, le recours s'élève à 302 milliards d'Ariary, et au mois de juin à 291,7 milliards d'Ariary. L'initiative de la banque centrale pour les opérations d'appels d'offres positifs totalise 135 milliards d'Ariary, soit par deux lancements respectifs de 120 milliards d'Ariary et 15 milliards d'Ariary.

III-3-5 La politique monétaire de la BCM dans le cadre de la crise de 2009

III-3-5-1 Les objectifs de la politique monétaire pour l'année 2009

Cette année, le contexte économique malgache est marqué par le ralentissement des activités économiques, le déséquilibre sur la finance publique et privé, ainsi que le paiement extérieur. Dans ce contexte, la banque centrale est souvent attachée à ses objectifs primordiaux, ceux de veiller à la stabilité interne et externe de l'Ariary.

Cependant, la hausse du niveau de la liquidité bancaire, à partir du deuxième trimestre, constitue un avertissement pour la banque centrale. Dans ce cas, cette dernière doit mettre en œuvre une politique de rééquilibrage de la situation interne, ainsi que la sécurisation du paiement externe.

III-3-5-1-1 Évaluation de la demande de monnaie du secteur privé

Dans le cadre de cet objectif, la banque centrale vise essentiellement à déterminer la demande intérieure, afin de pouvoir harmoniser l'expansion des agrégats monétaires avec la demande de monnaie.

Étant donné que cette crise pèse lourdement sur l'ensemble de l'économie et est difficilement évaluée, la détermination du niveau de l'offre demeure compliquée.

La banque centrale vise à limiter à 10% la croissance des agrégats monétaires ; elle veille également à ce que l'inflation soit inférieure à 10%.

III-3-5-1-2 Adaptation de l'approche de la gestion de liquidité à la transformation de la source de la création monétaire

La croissance de la masse monétaire, à partir du deuxième semestre de l'année 2006, concerne essentiellement l'opération de conversion des devises, en monnaie nationale. D'une manière générale, la volonté d'endettement auprès de la banque est très limitée, et elle n'est pas à la source de la création monétaire. Les opérations globales du trésor, en finançant ses déficits auprès du secteur bancaire, constituent un facteur à l'origine de la destruction monétaire, puisqu'elles créent de la monnaie, en les transformant en coût non générateur de produits marchands, et alourdissent ses dettes.

Pour y faire face, la banque centrale propose de prendre l'initiative de stériliser les devises, et optimiser l'utilisation des ressources bancaires, conformément à l'objectif de la politique économique.

III-3-5-1-3 Limitation du financement du déficit budgétaire auprès du secteur bancaire

Suite à la récession économique à Madagascar, en 2009, la majorité de la liquidité bancaire n'est pas orientée vers les créances sur l'économie. Les ressources oisives des banques sont mobilisées à la souscription sur le marché de BTA. En effet, la valeur des titres acquis par les banques dépassent les besoins du trésor, pour recouvrir ses dépenses. Dans ce cas, il y a création monétaire et c'est la principale source de cette dernière, en 2009. Dans ce contexte, la banque centrale prévoit de mobiliser davantage l'épargne du secteur non bancaire, à l'acquisition de bon du trésor.

III-3-5-1-4 Limitation de la baisse des réserves officielles de devises

Suite à la suspension des aides extérieures et la baisse des investissements privés sur le secteur apporteur de devises, la réserve officielle en devises a régressé.

La banque centrale prévoit la mise en œuvre d'une politique favorable à l'accroissement des réserves en devises, soit l'équivalent de trois mois d'importation, afin de sécuriser le paiement extérieur.

III-3-5-2 La mise en œuvre de la politique monétaire en 2009

La mise en œuvre de la politique monétaire, en 2009, repose sur les objectifs visés, en vue de sortir de la crise. Cette année, le crédit accordé au secteur privé a baissé, par rapport à l'année dernière. La masse monétaire a enregistré une hausse modérée (10,1%), et l'économie est en stagflation. La banque centrale intervient pour contrecarrer la présente situation.

III-3-5-2-1 L'utilisation des instruments classiques de la politique monétaire

La banque centrale évite les tensions inflationnistes et relance les investissements des secteurs privés. Dans cette perspective, elle a mis en œuvre une politique favorable à l'accroissement des investissements privés, en diminuant le taux directeur de 12% à 10%, en janvier, et de 10% à 9,5% en août. Comme la liquidité bancaire reste élevée, la banque centrale a maintenu le coefficient de réserve obligatoire à 15%, puisque le niveau de la liquidité bancaire est encore élevé.

III-3-5-2-2 Intervention sur le marché monétaire

Comme le niveau de la liquidité des banques est élevé, la banque centrale décide de faire une politique de ponction de la liquidité, à hauteur de 10% des réserves obligatoires.

Si la liquidité bancaire est encore élevée, elle procède à la ponction de liquidité par la vente de titres, ou par l'appel d'offre négatif.

Par contre, si la liquidité bancaire est à son niveau faible, elle procède à la politique de refinancement, sous forme d'appel d'offre positif, ou sous forme de pension, au moment où le marché interbancaire demeure inefficace pour l'opération d'assainissement de trésorerie.

En 2009, malgré la baisse des facteurs autonomes, l'excédent de trésorerie reste élevé. Étant donné la baisse de la volonté d'endettement des secteurs privés, la banque centrale prévoit aussi une faible amplitude de la politique monétaire en matière de ponction de la liquidité. Compte tenu des besoins en liquidité des banques, surtout si elles sont en difficulté, elles peuvent faire appel aux autres banques, par le marché interbancaire.

Ce type de marché a échangé une valeur de 1484 milliards d'Ariary, en 2009, contre 2187,3 milliards d'Ariary en 2008.

III-3-5-2-3 Les ventes des titres

Les ventes des titres sur le marché secondaire se fait comme suit : Les dettes consolidées de l'État auprès de la banque centrale sont transformées par cette dernière, en titre négociable, d'une valeur de 338,1 milliards d'Ariary. En ce qui concerne ces opérations, des remboursements nets de 106 milliards d'Ariary ont été effectués.

À la fin du mois de décembre, les encours de titre s'élève à 110 milliards d'Ariary, contre 216 milliards d'Ariary, en 2008. Les ventes de titre pour l'année 2009 s'élève à 373,4 milliards d'Ariary, les titres tombés à l'échéance pour cette période se chiffrent à 479,5 milliards d'Ariary.

La vente des titres se fait par tranche, 263,4 milliards d'Ariary ont été vendus, au mois de janvier et avril. Pour cette période, 310,2 milliards d'Ariary de titre sont tombés à l'échéance, ce qui a entraîné une libération de liquidité à un montant de 46,8 milliards d'Ariary. Après ces ventes, au cours du mois de juillet et du mois de septembre, 110 milliards d'Ariary ont été vendus. L'encours de titre au mois de décembre s'élève à 110 milliards d'Ariary.

III-3-5-2-4 Les appels d'offres négatifs

Les appels d'offres négatifs sont des opérations de ponction de liquidité, mais d'une valeur assez faible, et de courte durée. La banque centrale a lancé l'AON au mois de mars, juin et juillet, dont la valeur totale s'élève à 184 milliards d'Ariary. Puis, elle lance l'AON, en décembre. La moyenne annuelle est de 64,9 milliards d'Ariary en 2009, contre 9,7 milliards d'Ariary en 2008. Les encours en fin d'année ont été de 93 milliards d'Ariary.

III-3-5-2-5 Les prises en pension et les appels d'offre positifs

Les prises en pension et les appels d'offre positifs sont deux opérations destinées à refinancer les banques en situation de manque de liquidité.

Ainsi, en 2009, la plupart des banques sont dans une situation excédentaire, les prises en pensions et l'AOP sont effectuées de façon modérée. Mais, les autres banques sont en difficulté de trésorerie. Pour cela, six pensions ont été faites, dont le montant total est de 49 milliards d'Ariary. Compte tenu des diverses charges des banques, les prises en pension deviennent insuffisantes pour leurs besoins totaux. En effet, les facteurs autonomes diminuent, c'est dans ce contexte que la banque centrale a lancé L'AOP, pour un montant de 25 milliards d'Ariary.

III-3-5-2-6 L'intervention sur le marché interbancaire de devises

En 2009, compte tenu de l'excédent de l'achat de devises, l'Ariary risque d'être menacé de dépréciation. À cet effet, la banque centrale propose trois mesures, la première est d'éviter la fluctuation du taux de change nominal, à court terme, la deuxième consiste à veiller à la stabilité du taux de change réel, et la dernière à accumuler des réserves de devises importantes.

SECTION-IV : LA SITUATION DU SECTEUR EXTERIEUR

Le secteur extérieur regroupe l'ensemble des relations économiques avec le reste du monde. Structurellement, Madagascar a besoin d'aides financières en provenance des pays riches et des institutions financières internationales, surtout pour des raisons budgétaires. Pourtant, recourir à l'endettement ne fait qu'aggraver la dépendance financière de l'État.

Ces relations économiques concernent, non seulement les relations financières, mais aussi la relation commerciale avec le reste du monde. Dans la plupart des cas, la balance commerciale de Madagascar est déficitaire, du fait de la hausse croissante des importations. Ces opérations sont comptabilisées dans un document statistique appelé balance des paiements.

IV-1 Définition de la balance des paiements

La balance des paiements peut se définir comme un document comptable retraçant les opérations effectuées par un pays, avec le reste du monde, durant une période donnée. En général, ce document est établi annuellement. Ce document comptable permet de visualiser et d'analyser la santé de l'économie d'une nation.

IV-2 L'évolution de la balance des paiements

Sur la base des soldes de la balance globale, trois années successives après l'année 2005 sont marquées par l'existence de soldes excédentaires de la balance globale (159,3 millions de DTS en 2006, 148,5 millions de DTS en 2007 et 66,1 millions de DTS en 2008). Cette situation est due à l'arrivée de capitaux étrangers affectés à l'investissement, dans le pays, puis à la réception de fonds, sous forme de transfert courant, reçu par l'administration publique.

Mais l'économie malgache est une économie fortement dépendante, désarticulée, endettée,...

Ainsi, le solde de la balance des opérations courantes sont le plus significatif dans une balance des paiements, puisque ce solde montre qu'un pays vit ou non au-dessus de ses moyens.

Tableau n° XV : Extrait de la balance des paiements (en millions de DTS)

Rubrique/année	2005	2006	2007	2008	2009
1-Transactions courantes	-338	-378	-607,5	-1115,2	-1128,8
1-1 Biens et services	-447	-466,1	-768,7	-1383,5	-1268,3
Balance commerciale	-389	-384,3	-653,7	-1204,9	-1082,0
Exportation FOB	563,8	657,7	809,7	828,9	682,2
Importation FOB	-952,9	-1 041,90	-1 463,30	-2033,8	-1764,2
Services nets	-58	-81,8	-115	-178,5	-186,3
1-2 Revenu des investissements	-53,8	-56,3	-36,8	-31,7	-59,3
1-3 Transferts courants	162,9	144,3	198	299,9	198,8
2- Opération en capital et financière	376,8	612,5	770,2	1146,5	1071,3
2-1 Operations en capital	194,3	1 750,40	178,3	156,5	43,3
2-2 Operations financières	182,6	-1 137,90	591,9	990,1	1028,0
Investissements directs nets	34,5	192,4	483,8	718,7	882,1
Investissements de portefeuille	0	0	0	0,2	0,0
Autres investissements	148,1	-1 330,30	108,2	271,2	145,9
3- Erreurs et omissions	-58,8	-75,2	-14,3	34,8	42,0
4- Balance globale	-20	159,3	148,5	66,1	-15,5
5- Financement	20	-159,3	-148,5	-66,1	15,5
FMI net	-3,7	-129,6	7,9	37,3	-0,2
Achat	1,7	7,9	7,9	37,3	0,0

Source : Banque centrale de Madagascar, Antsahavola Antananarivo, extrait de la balance des paiements, année 2005 à 2009.

IV-2-1 Les transactions courantes

Entre 2005 et 2009, les soldes des comptes courants sont en situation de déficit. Sur ces cinq dernières années consécutives, ces soldes sont négatifs de 338 millions de DTS, 378 millions de DTS, 607,7 millions DTS, 1115,2 millions DTS et 1128,8 millions DTS. Entre 2006 et 2007, puis 2007 et 2008, la détérioration des soldes de la balance courante est de plus en plus profonde, soit respectivement de 60,7% et 83,6%.

IV-2-1-1 Le commerce extérieur

Entre 2005 et 2006, le solde commercial de Madagascar s'est légèrement amélioré, il est passé de -389 millions de DTS à -384,3 millions de DTS. Après deux ans de détérioration, ce solde commercial (2007 et 2008), s'est redressé en 2009, pour se situer à -1082 millions de DTS, contre -1204,9 millions de DTS en 2008, et -653,7 millions de DTS en 2007. L'amélioration du solde commercial, en 2009, est attribuable au ralentissement des activités économiques à Madagascar, à cause de la crise.

Un recul significatif est observé pour les importations des entreprises franches, pour les matières premières et les produits d'équipement.

L'exportation a aussi baissé, suite à la fermeture des entreprises exportatrices.

IV-2-1-1-1 L'importation¹

Entre 2005 et 2008, l'importation de Madagascar réalise une augmentation, elle est passée de 563,8 millions de DTS en 2005, à 828,9 millions de DTS, en 2008, soit une progression de 47,02% en quatre ans.

Cependant, en 2009, suite à la crise que ce pays traverse, un ralentissement sensible des activités économiques s'est traduit par une forte baisse du volume des importations. En effet, l'ensemble des groupes d'utilisation a enregistré un net recul de la quantité importée : de 12,7% pour le riz, de 13,8% pour les produits pétroliers, de 21,6% pour les matières premières, de 25,0% pour les biens de consommation, de 41,7% pour les biens d'équipement, de 52,4% pour les importations des entreprises franches, et de 74,9% pour les biens mis en admission temporaire.

Pourtant, en ce qui concerne les importations de biens d'équipement, leur valeur nominale s'est fortement améliorée (+27,4 %), en raison du niveau de prix extrêmement élevé de certains équipements destinés à l'exploitation minière. Cela a pour conséquence, la hausse de près de 120% des prix moyens d'importation de biens d'équipement, en 2009.

Quant aux biens mis en admission temporaire, la forte régression constatée est attribuable, entre autres, au ralentissement des importations de gros engins par les entreprises minières, dont la phase de démarrage de la première vague des investissements est quasiment parvenue à son terme. Par ailleurs, la nette diminution de la quantité importée par les entreprises franches est imputable au déclin de leurs activités. En fait, en raison de la situation non sécurisée, suite à la rupture des engagements et accords internationaux, les entreprises de la zone franche ont observé un non renouvellement progressif de leurs carnets de commande. Contrairement à la situation des années passées, les importations des produits classés dans les autres alimentations ont été très importantes, en 2009. Elles sont passées de 85 268,9 tonnes en 2006, à 80 398,0 tonnes en 2007, à 49 494 tonnes en 2008 et à 183 869,2 tonnes en 2009, soit plus du double de la quantité moyenne importée de ces trois dernières années. Cette forte hausse est motivée par l'arrêt de la production locale de certains produits laitiers, de la farine, des huiles alimentaires, etc.

¹ BCM Antsahavola Antananarivo : Composition of Imports, c.i.f. de 2005 à 2009, Direction charge des relations internationales (voir les détails dans l'annexe I).

IV-2-1-1-2 L'exportation¹

Entre 2005 et 2008, l'exportation de Madagascar a connu une amélioration, sa valeur est de 563,8 millions de DTS en 2005, à 828,9 millions de DTS en 2008.

La valeur des exportations a été, en termes nominaux, de 676,0 millions de DTS en 2009, contre 828,9 millions de DTS en 2008, soit une très forte baisse (18,4%). Cette importante réduction reflète bien le ralentissement des activités économiques constaté au cours de l'année 2009. Cette diminution a essentiellement concerné les exportations de quelques produits traditionnels, tels que le café vert, la vanille, les crevettes, le cacao en fèves, le minerai de chrome, ainsi que les produits pétroliers, et surtout ceux des entreprises franches.

En effet, la filière café a dû faire face au repli de la demande mondiale, en 2009. Les exportations de café vert ont subi une chute significative, passant de 7500 tonnes en 2008, à seulement 1900 tonnes en 2009, et ce, en dépit d'une baisse du prix de plus de 30%. Les exportations de la vanille ont suivi le même rythme, la quantité embarquée étant passée de 2100 tonnes en 2008, à 2 000 tonnes en 2009, soit une baisse de 5,3%. Quant au prix moyen d'exportation de vanille, celui-ci n'a évolué que très faiblement, durant la période sous revue : de 14,3 DTS (22,5 dollars US) en 2008, à 13,9 DTS (21,4 dollars US), en 2009. Il en a été de même pour les exportations des produits pétroliers vers les pays voisins de Madagascar : baisse respective de 19,2% et de 31,0% du volume exporté, et du prix moyen d'exportation.

En ce qui concerne les exportations de crevettes, la valeur nominale a été de 16,9 millions de DTS en 2009, contre 17,8 millions de DTS en 2008. Cette légère baisse résulte de l'effet conjugué d'une hausse de 5,2% du volume exporté, et d'une baisse de 9,7% du prix moyen d'exportation. On est le même cas pour les exportations du cacao en fèves, et du minerai de chrome, dont le volume embarqué a connu une hausse, respectivement de 53,8% et de 17,0%, mais le prix a baissé de 39,3% et de 55,5%. Quant aux exportations des entreprises de la zone franche, en termes nominaux, ceux-ci ont été réduits à seulement 357,9 millions de DTS en 2009, contre 464,8 millions de DTS en 2008, soit un repli de 23,0%.

Cette contreperformance est attribuable à la forte baisse de 22,2% de la quantité exportée, en relation avec le ralentissement général de leurs activités, au cours de la période sous revue.

Toutefois, les exportations d'un certain nombre de groupes de produits ont favorablement progressé. Il s'agit essentiellement des exportations de girofles, de l'essence de girofles, du poivre et du sucre.

¹ BCM Antsahavola Antananarivo : Composition des exportations, f.a.b. de 2005 à 2009, Direction charge des relations internationales (voir les détails dans l'annexe II).

En effet, pour les exportations de girofles, malgré la diminution de 10,8% du prix sur le marché international, la demande mondiale de ce produit a été très forte, en 2009, soit un net accroissement de 90,0%, le volume embarqué ayant été de 15 742,0 tonnes, en 2009, contre 8286,4 tonnes en 2008.

Les exportations de l'essence de girofles ont fortement augmenté, suite à l'accélération de la quantité exportée (+26,5 %), et de la hausse du prix (+6,1 %), à l'échelle internationale.

Par ailleurs, la reprise de l'exportation du sucre a été effective, avec une hausse de la valeur nominale de 4,4 millions de DTS, en 2008, à 12,0 millions de DTS, en 2009, et ce, grâce à la relance des activités de deux sucreries. Le volume de sucre exporté est passé de 10 400 tonnes, en 2008, à près de 33 000 tonnes, en 2009, et ce, malgré la baisse de 14,1% du prix moyen à l'exportation.

IV-2-2 Les opérations en capital et financières

L'année 2009 a également été caractérisée par un fort abaissement du solde du compte capital et opérations financières. Outre les transferts de capitaux au profit de l'Administration Publique, qui ont été fortement restreints, le pays a fait face à la suspension des déblocages au titre des tirages, dans le cadre des Programmes d'Investissements Publics (PIP) et des aides budgétaires.

Néanmoins, les flux d'Investissement Directs Étrangers (IDE) ont pu évoluer favorablement.

En effet, du côté de l'Administration Publique, si les dons projets ont été réduits à seulement 43,3 millions de DTS, en 2009, contre 156,5 millions de DTS en 2008, les tirages ont diminué, pour être ramenés de 255,9 millions de DTS en 2008, à 35,6 millions de DTS, en 2009. Du côté du secteur privé, les prêts obtenus ont régressé, passant de 106,5 millions de DTS en 2008, à 22,3 millions de DTS en 2009, tandis que les flux nets d'IDE ont augmenté, pour être portés à 882,1 millions de DTS en 2009, contre 718,7 millions de DTS en 2008.

En ce qui concerne les flux d'IDE en particulier, une part importante de ces flux qui ont enregistré une forte augmentation en 2009 est constituée d'investissements offshore des grandes entreprises minières. Ce type d'investissement a été essentiellement utilisé pour le paiement d'importations d'équipements.

Par ailleurs, à l'instar de la situation de ces dernières années, la structure des flux reste dominée par les investisseurs de la branche activités extractives. En effet, en 2009, les flux d'IDE des quatre principaux pays investisseurs, dans le secteur minier, ont représenté plus de 80% de l'ensemble des flux reçus au cours de cette année.

IV-3 Effet multiplicateur du commerce extérieur sur le revenu national¹

L'exportation initiale étant X_0 , sa variation est ΔX_0 . L'importation initiale est M_0 , sa variation est ΔM_0 . La variation du revenu national induite par ΔX_0 est : $\Delta Y = \frac{1}{1-c+m} \Delta X$ et celle de l'importation est : $\Delta Y = -\frac{1}{1-c+m} \Delta M$

$$\Delta Y = \frac{1}{32,62} \times (-442,4) = -13,56$$

Une baisse de l'exportation de 2499,4 milliards d'Ariary à 2057 milliards d'Ariary a conduit une diminution de 13,56 milliards d'Ariary du revenu national.

$$\Delta Y = -\frac{1}{32,62} \times (-812,9) = 24,92$$

Suite à la baisse de la propension à importer, le revenu national consacré à l'achat des biens produits à l'étranger a diminué de 24,92 milliards d'Ariary.

L'effet du commerce extérieur sur le revenu national est :

$$\begin{aligned} \Delta Y &= \frac{1}{1-c+m} \Delta M + \Delta Y = \frac{1}{1-c+m} \Delta X = \frac{1}{1-c+m} (\Delta X - \Delta M) \\ &= \frac{1}{32,62} \times (-442,4 + 812,9) = 11,36 \end{aligned}$$

Suite à la baisse de la propension marginale à importer, le solde commercial de Madagascar s'améliore, cette amélioration constitue une externalité positive sur le revenu national, soit une augmentation de 11,36 milliards d'Ariary.

¹ LEMIARY : Effet multiplicateur keynésien, cours de la macroéconomie en 2^{ème} année Économie, année 2006.

CHAPITRE-II : L'ANALYSE DES EFFETS DU DÉFICIT EXTÉRIEUR SUR LES SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'équilibre externe peut être défini, d'une façon générale, comme le maintien à un niveau constant du montant des réserves en devises. Ces derniers dépendent du solde du commerce extérieur, ajouté au solde de la balance des capitaux. Un déficit ou un surplus des comptes extérieurs ne peut pas être sans effet sur le secteur intérieur. L'existence du déficit ou l'aggravation de celui-ci entraîne le ralentissement des secteurs économiques, tant privés que publics. En dépit de l'ampleur de ce déficit, nous allons d'abord voir le modèle économétrique exprimant les causes du déficit extérieur de l'économie malgache, ensuite nous déterminerons les quatre modèles macroéconomiques des équations caractéristiques de l'équilibre extérieur, et enfin, quels seraient les effets du déficit des comptes courants sur les secteurs d'activités économiques malgaches.

SECTION-I : LE MODÈLE ÉCONOMETRIQUE EXPRIMANT LES CAUSES DU DÉFICIT EXTERIEUR DE MADAGASCAR

Sur le plan théorique, le déficit commercial, des opérations financières de l'État et le déséquilibre entre l'épargne et l'investissement entraînent la détérioration des soldes des comptes courants. Ainsi, ce modèle économétrique permet de déterminer la contribution de ces trois grandeurs macroéconomiques à l'explication du déficit des soldes courants.

I-1 Le déficit extérieur a comme variable explicative, le solde budgétaire et l'investissement privé

L'équation du modèle économétrique de la vraie valeur de la régression entre le solde courant SC , le solde budgétaire SB et l'investissement privé IP s'écrit¹ :

$$SC = i_0 + i_1 SB + i_2 IP + u_t$$

i_0, i_1, i_2 sont les paramètres du modèle et u_t l'erreur de spécification.

La valeur estimée de SC s'écrit : $SC^* = i_0^* + i_1^* SB + i_2^* IP$; ou i_0^*, i_1^* et i_2^* sont les valeurs estimées des paramètres. L'équation normale qui permet de déterminer les paramètres est :

$$i^* = ({}^tXX)^{-1} {}^tXY, \text{ et } {}^tXX = \begin{pmatrix} T & \sum SB & \sum IP \\ \sum SB & \sum SB^2 & \sum SBIP \\ \sum IP & \sum SBIP & \sum IP^2 \end{pmatrix} \text{ et } {}^tXY = \begin{pmatrix} \sum SC \\ \sum SBSC \\ \sum IPSC \end{pmatrix}$$

¹Marco RAKOTONANDRASANA : modèle économétrique à régression multiple, cours d'économétrie en 4^{ème} année Économie, année 2008.

En utilisant les variables centrées Sb, Ip et Sc on a :

$${}^t_{xx} = \begin{pmatrix} \sum Sb^2 & \sum SbIp \\ \sum SbIp & \sum Ip^2 \end{pmatrix} \text{ et } {}^t_{xy} = \begin{pmatrix} \sum SbSc \\ \sum IpSc \end{pmatrix}$$

L'équation normale s'écrit : $i^* = ({}^t_{xx})^{-1} {}^t_{xy}$

D'après cette équation normale, on a l'équation de la régression :

$$\begin{pmatrix} \sum Sb^2 & \sum SbIp \\ \sum Ip^2 & \sum Ip^2 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} i_1^* \\ i_2^* \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} \sum SbSc \\ \sum IpSc \end{pmatrix}$$

$$\begin{pmatrix} i_1^* \\ i_2^* \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} \sum Ip^2 & -\sum SbIp \\ -\sum SbIp & \sum Sb^2 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} \sum SbSc \\ \sum IpSc \end{pmatrix}$$

$$i_1^* = \frac{\sum Ip^2 \cdot \sum SbSc - \sum SbIp \cdot \sum IpSc}{\sum Sb^2 \cdot \sum Ip^2 - (\sum Ip^2 \cdot \sum SbIp)^2}$$

$$i_2^* = \frac{-\sum SbIp \cdot \sum SbSc + \sum Sb^2 \sum IpSc}{\sum Sb^2 \cdot \sum Ip^2 - (\sum Ip^2 \cdot \sum SbIp)^2}$$

- **SB, SC et IP** sont des variables non centrées
- **Sb, Sc et Ip** sont des variables centrées
- $({}^t_{XX})$ et ${}^t_{XY}$ sont les matrices du modèle à variable non centrée
- $({}^t_{XX})^{-1}$ est l'inverse de la matrice $({}^t_{XX})$
- $({}^t_{xx})$ et ${}^t_{xy}$ sont les matrices du modèle à variable centrée
- $({}^t_{xx})^{-1}$ est l'inverse de $({}^t_{xx})$

$i_0^* = \overline{SC} - (i_1^* \cdot \overline{SB} + i_2^* \cdot \overline{IP})$ où $\overline{SC}, \overline{SB}$ et \overline{IP} sont les moyennes arithmétiques de SC, SB et IP . En appliquant les formules de ces paramètres et en utilisant les tableaux dans l'annexe IV, page 140, on a :

$$SC^* = 2197,26 + 4,83 \mathbf{SB} - 20,66 \mathbf{IP}$$

Pour vérifier si ces deux grandeurs économiques expliquent ce déficit, il suffit de déterminer le coefficient de régression multiple¹ : R_0^2 .

$$R_0^2 = \frac{i_1^* \sum SbSc + i_2^* \sum IpSc}{Sc^2}$$

$R_0^2 = 96,30\%$, ce chiffre signifie que d'après cette équation de la régression, 96,30% du déficit extérieur sont expliqués par la situation du solde budgétaire et l'investissement privé. Le signe (+) du coefficient devant **SB** signifie qu'une détérioration du solde budgétaire contribue à l'aggravation du déficit extérieur. Puis, le signe (-) du coefficient devant **IP** veut dire qu'une hausse de l'investissement privé entraîne la détérioration du solde courant.

¹ Marco RAKOTONANDRASANA : coefficient de régression multiple pour la détermination de la qualité du modèle économétrique, cours d'économétrie en 4^{ème} année Économie, année 2008.

Parmi ces deux variables, pour déterminer ce qui contribue le plus à la détérioration du solde courant, il est nécessaire de calculer le coefficient de corrélation partiel :

$r_{SC,SB ; IP}$ et $r_{SC, IP ; SB}$ où le premier signifie le coefficient de corrélation partiel du solde courant, et du solde budgétaire, en éliminant l'influence de l'investissement privé. Le second détermine le coefficient de corrélation partiel du solde courant et l'investissement privé, en éliminant l'influence du solde budgétaire.

$$r_{SC,SB ; IP} = \frac{r_{SC,SB} - r_{SC,IP} \cdot r_{SB,IP}}{\sqrt{1 - r_{SB,IP}^2} \sqrt{1 - r_{SC,IP}^2}} \quad r_{SC,SB ; IP} = 0,78$$

$$r_{SC,IP ; SB} = \frac{r_{SC,IP} - r_{SC,SB} \cdot r_{SB,IP}}{\sqrt{1 - r_{SB,IP}^2} \sqrt{1 - r_{SC,SB}^2}} \quad r_{SC,IP ; SB} = -0,99$$

Si $|r_{SC,IP ; SB}| > |r_{SC,SB ; IP}|$ cela signifie que l'investissement privé contribue plus à la détérioration du solde courant.

Ce résultat nous donne : $|-0,99| > |0,79|$, c'est donc l'excès de l'investissement privé qui contribue plus que le solde budgétaire à la détérioration du solde courant.

I-2 Le déficit extérieur a comme variable explicative le solde commercial

L'équation de la vraie valeur de la régression est de la forme : $SC = i_0 + i_1 SC_o + u_t$ et la valeur estimée de SC est de la forme : $SC^* = i_0^* + i_1^* SC_o$

Les matrices du modèle sont : ${}^t_{XX} = \begin{pmatrix} T & \sum SC_o \\ \sum SC_o & \sum SC_o^2 \end{pmatrix}$ et ${}^t_{XY} = \begin{pmatrix} \sum SC \\ \sum SC_o SC \end{pmatrix}$

L'équation normale pour la détermination des paramètres i^* s'écrit : $i^* = ({}^t_{XX})^{-1} {}^t_{XY}$. En utilisant les variables centrées, ${}^t_{xx} = \sum SC_o^2$ et ${}^t_{xy} = \sum SC_o SC$. L'équation normale est :

$$({}^t_{xx})i^* = {}^t_{xy}. \text{ On a : } \sum SC_o^2 i_1^* = \sum SC_o SC \text{ d'où } i_1^* = \frac{\sum SC_o SC}{\sum SC_o^2}, \text{ et } i_0^* = \overline{SC} - i_1^* \overline{SC_o}$$

$SC^* = -95,18 + 0,93 SC_o$ (les calculs sont obtenus en utilisant les tableaux dans l'annexe IV, page 140)

Le signe (-) devant 95,18 signifie que si le solde commercial est nul, alors le solde courant est de -95,18 milliard d'Ariary. Puis, le signe positif devant le coefficient de SC_o veut dire que si le solde commercial s'améliore, alors le solde courant s'améliore aussi, et inversement. Mais, en général, le solde commercial de Madagascar est négatif, cela veut dire que plus le solde commercial se détériore, plus le solde courant se détériore aussi.

Pour vérifier si le solde commercial a un poids significatif pour l'explication de ce déficit, il est nécessaire de déterminer le coefficient de régression multiple R_I^2 .

$$R_1^2 = \frac{i_1^* \sum S_{co} S_c}{\sum S_{co}^2} \quad R_I^2 = 98,45\%$$

D'après l'équation de cette régression, 98,45% du déficit extérieur sont expliqués par le déficit du solde commercial.

Pour vérifier si ces deux variables sont fortement corrélées, ou non, il suffit de déterminer le coefficient de corrélation partiel entre le solde courant et le solde commercial. Soit $r_{SC, SCo}$ le coefficient de corrélation du solde courant et le solde commercial.

$$r_{SC, SCo} = \frac{\sum S_{co} S_c}{\sqrt{\sum S_{co}^2} \sqrt{\sum S_c^2}} \quad r_{SC, SCo} = 0,99$$

Ainsi, ces deux grandeurs sont fortement corrélées, c'est-à-dire qu'une variation de l'une a fortement influencé l'autre.

SECTION-II : DÉTERMINATION DU MODÈLE MACROÉCONOMIQUE DE L'ÉQUILIBRE DES COMPTES EXTERIEURS

La balance courante est le solde des flux monétaires d'un pays, résultant des échanges internationaux de biens et services (balance commerciale, revenu et transferts courants).

Traditionnellement, on considère qu'une balance courante positive permet au pays de rembourser sa dette ou de prêter à d'autres pays.

Par contre, une balance courante négative doit être compensée, en contractant des emprunts auprès d'agents extérieurs, ou en liquidant des actifs extérieurs.

II-1 La structure mathématique du solde courant¹

II-1-1 Le secteur réel et le SCC

$$\text{ERE: } M + \text{PIB} = C + I + X$$

La production nationale et l'importation constituent la production offerte, l'absorption nationale et la demande extérieure constituent la demande.

$$\text{RIB} = C + I + (X - M) + R_f$$

¹ Paul Gérard RAVELOMANANTSOA, Directeur Général de l'INSTAT : Les effets du déficit extérieur sur le secteur d'activité économique, modèle macroéconomique établi en septembre 2010.

Le revenu intérieur brut est équivalent à l'ensemble de l'absorption nationale augmenté du solde commercial et du revenu.

$$RNDB - A = (X - M) + Rf + Tr = SCC$$

Le revenu national disponible brut, diminué de l'absorption nationale, est égal au solde commercial, augmenté du revenu et du transfert courant, ce qui n'est autre que le solde des comptes courants.

Cette équation permet de mettre en évidence que si l'absorption excède le revenu national disponible brut, cela veut dire que Madagascar dépense plus qu'il ne possède, cela a pour effet le déficit du solde de comptes courants.

L'absorption est égale à la somme de la consommation et de l'investissement: $A = C + I$

A : absorption ; **RIB** : revenu intérieur brut ; **X** : exportation ; **M** : importation ; **Rf** : revenu des facteurs ; **C** : consommation ; **I** : investissement ; **S** : épargne ; **Tr** : transfert courant.

$$RNDB - C - I = (X - M) + Rf + Tr = SCC$$

Le revenu national disponible brut, diminué de la consommation nationale, correspond au revenu disponible à épargner. Ainsi, l'épargne nationale, diminuée de l'investissement, correspond au solde des comptes courants.

$$S - I = SCC$$

Selon cette équation, lorsque l'investissement malgache excède l'épargne nationale, cette situation se traduit par le déficit du solde des comptes courants.

Une balance courante positive indique que le pays est investisseur net à l'étranger, tandis que le contraire signifie que l'étranger est investisseur net dans le pays.

On pourra remarquer que chacun des deux membres de l'égalité $S - I = SCC$ peut être la cause de l'autre. Ainsi, lorsque la balance courante est positive, cela signifie que l'on est dans l'une des deux situations (très différentes) suivantes :

- Soit les exportations nettes ont permis de dégager des ressources que l'on a épargnées.
- Soit l'épargne nationale nette (prêtée aux étrangers) a fourni aux étrangers des ressources leur permettant d'acheter nos biens et services, et a donc suscité chez nous des exportations nettes.

II-1-2 Le secteur public et le SCC

L'État, afin de pouvoir remplir son rôle régulateur en matière d'interventionnisme, récolte des fonds sous forme de prélèvement aux entreprises, et autres activités génératrices de revenu.

Ainsi, au tableau des opérations financières de l'État (TOFE) figurent les recettes et dons, d'une part, et les dépenses totales et son financement, d'autre part. Le solde budgétaire (SB) se détermine par la différence entre les recettes totales et les dépenses totales.

La différence entre l'épargne et l'investissement national est la somme de la différence entre l'épargne et l'investissement du secteur privé et du secteur public, et qui n'est autre que le solde commercial, augmenté du revenu des facteurs et du transfert courant, ce qui correspond au SCC, d'où :

$$S - I = (S_g - I_g) + (S_p - I_p) = (X - M) + R_f + Tr = SCC$$

Or, la différence entre les fonds épargnés par les administrations publiques à son investissement correspond à son épargne, ce qui n'est autre que le solde budgétaire, soit :

$$S_g - I_g = SB$$

Ainsi, le solde budgétaire de l'État, cumulé au solde des opérations financières du secteur privé correspond au solde SCC, d'où l'équation suivante :

$$SB + (S_p - I_p) = SCC$$

Suivant cette équation, trop de déficit des opérations financières de l'État va aggraver les déficits de SCC, et réciproquement. Dans ce cas, le redressement du solde budgétaire est un facteur primordial pour l'amélioration du solde des opérations courantes.

Cela ne signifie pas pour autant baisser le déficit par le rétrécissement des dépenses, mais aussi les maîtriser par l'amélioration du processus de recouvrement des recettes fiscales.

S_g : épargne gouvernementale ; **I_g** : investissement gouvernemental ; **S_p** : épargne privée ; **I_p** : investissement privé ; **SB** : solde budgétaire.

I-1-3 Le secteur monétaire et le SCC

Étant donné que le solde des comptes courants est presque identique au solde des opérations commerciales, tout excès de l'importation, par rapport à l'exportation, a des effets sur la situation monétaire, dans la mesure où l'importation est à l'origine de la demande de devises, pour le règlement des achats à l'étranger. Une forte demande de devises aura pour conséquence l'appréciation de ces devises, par rapport à la monnaie nationale. Il y a donc déjà une dépréciation de la monnaie nationale. Par contre, l'excès d'exportation, par rapport à l'importation, entraîne l'abondance de devises entrant dans le pays, c'est un cas très rare.

Les devises entrant, pour être valables, à l'intérieur du pays, doivent passer à l'opération de conversion. Dans ce cas, la demande de l'Ariary s'accroît. D'où l'appréciation de ce dernier.

La monnaie en circulation correspond aux dépenses effectuées par les agents économiques publics ou privés, et ce n'est autre que la consommation intérieure.

La consommation intérieure, augmentée de la position extérieure, donne la masse monétaire d'où :

$$M = CI + R \text{ ou } M = Cg + Cp + R \quad (\mathbf{R}: \text{position extérieure})$$

II-1-3-1 Le taux de change

Comme la monnaie d'un pays n'est valable que dans la frontière nationale, la relation commerciale et financière n'est possible qu'à partir de l'opération de conversion. Cette opération est effective, grâce au taux de change. Le taux de change exprime donc la quantité de devises obtenue par une unité de monnaie nationale. Ainsi, le déficit des comptes courants a des effets sur le taux de change, car ce déficit correspond à un excédent de demande de devises.

II-1-3-1-1 Le taux de change nominal (TCN)

Le taux de change nominal (TCN) est le nombre d'unité monétaire étrangère pour une unité monétaire nationale.

$$\text{TCN} \times 1\text{USD} = 1\text{Ar}$$

$$1\text{USD} = \frac{1}{\text{TCN}} \times \text{Ar}$$

Selon les théoriciens, les taux de change devraient être à leur niveau optimum, lorsque la balance des transactions courantes est stable. Lorsqu'un pays importe un produit, la facture sera effectuée en devises du pays exportateur du produit. L'importateur doit alors acheter les devises du pays exportateur, et vendre sa propre monnaie. Ainsi, toute modification des opérations d'importation ou d'exportation de marchandises entraîne une variation du taux de change.

En cas de déficit des comptes courants, c'est-à-dire si les importations sont supérieures aux exportations, la demande de devises pour le règlement à l'étranger sera supérieure à l'offre de ces mêmes devises. Dans ce cas, la monnaie nationale aura tendance à se déprécier, par rapport aux autres monnaies utilisées pour ces transactions.

À l'inverse, lorsque la balance de transactions courantes est excédentaire, les entrées de devises sont supérieures aux sorties, la demande de monnaie par les non-résidents est plus importante que la demande de devises exprimée par les résidents. La monnaie nationale a tendance à s'apprécier.

II-1-3-1-2 Le taux de change réel (TCR)

$$\text{TCR} = \text{TCN} \frac{P_i}{P_e}$$

Pi: niveau des prix intérieurs et **Pe**: niveau des prix extérieurs.

Une diminution du TCR est toujours accompagnée d'une baisse du TCN (car le Pi baisse rarement). Ainsi, une baisse du TCR améliore le **SCC**, car elle augmente l'**X** et diminue l'**M**.

II-1-3-1-3 Le taux d'intérêt

La hausse du taux d'intérêt réduit l'investissement et l'**M** (contraction de la demande globale) renforce le **SCC**. Elle peut également renforcer le compte de capital (rendement attractif pour les actifs financiers) et l'opération financière de la balance des paiements.

SECTION-III : LES EFFETS DU DEFICIT EXTERIEUR SUR LES SECTEURS ECONOMIQUES

Le déficit des comptes courants a des effets sur le secteur économique. Dans ce contexte, nous allons voir d'abord ses effets sur le secteur réel, ensuite, sur le secteur public et enfin, sur le secteur monétaire.

III-1 Le solde des comptes courants de Madagascar

Le solde des comptes courants malgaches ne fait que détériorer, depuis l'année 2005, jusqu'en 2009.

Ces réalisations se chiffrent respectivement à des valeurs négatives de 338 millions de DTS, 378 millions de DTS, 607,5 millions de DTS, 1115,2 millions de DTS et 1128,8 millions de DTS¹.

Tableau n° XVI : Extrait de la balance des paiements (en millions de DTS)

Extrait de la balance des paiements					
Rubrique/année	2005	2006	2007	2008	2009
SCC	-338	-378	-607,5	-1115,2	-1128,8
BIENS ET SERVICES	-447	-466,1	-768,7	-1383,5	-1268,3
REVENU DES INVESTISSEMENTS	-53,8	-56,3	-36,8	-31,7	-59,3
TRANSFERTS COURANTS	162,9	144,3	198	299,9	198,8

Source : Banque Centrale de Madagascar Antsahavola Antananarivo, extrait de la balance des paiements, année 2005 à 2009.

Ce déséquilibre se manifeste par l'excédent de l'absorption nationale, par rapport au revenu disponible. Or, ce revenu disponible provient en partie de la production nationale.

Ce qui veut dire que d'une part, le déficit croissant du solde des transactions courantes signifie que le revenu issu du secteur réel s'enfuit à l'extérieur pour l'acquisition des produits étrangers, et d'autre part, l'investissement effectué excède l'épargne.

¹BCM Antsahavola Antananarivo : Extrait de la balance des paiements de Madagascar, de 2005 à 2009, valeur en millions de DTS.

Le déficit du compte courant est entretenu par la gravité du déficit des opérations commerciales et du revenu des investissements, dont le transfert courant n'arrive pas à les compenser.

Entre 2005 et 2006, l'amélioration du solde de la balance commerciale n'arrive pas à améliorer le SCC, puisque le solde du compte des investissements se détériore, soit -56,3 milliards d'Ariary en 2006, contre -53,8 milliards d'Ariary en 2005. La baisse des transferts courants de 162,9 milliards d'Ariary à 144,3 milliards d'Ariary ne peut pas améliorer le solde du SCC.

Entre 2006 et 2007, le solde des transactions courantes ne fait que se détériorer, puisque le déficit du solde commercial s'est aggravé, soit -653,7 milliards d'Ariary, contre -384,3 milliards d'Ariary, en 2006, malgré l'amélioration du solde du revenu des investissements, et la hausse des transferts courants.

Entre 2007 et 2008, la progression du déficit se manifeste par la détérioration du solde de la balance commerciale, soit -1204,7 milliards d'Ariary, contre -653,7 milliards d'Ariary. Une légère amélioration du solde du revenu des investissements de -36,8 milliards d'Ariary à -31,7 milliards d'Ariary, et la hausse des transferts courants de 198 milliards d'Ariary à 299,9 milliards d'Ariary n'a pas amélioré la situation.

En 2009, la détérioration du solde de SCC est la conséquence de la diminution des transferts courants à 198,8 milliards d'Ariary, en parallèle avec la destruction du solde de revenu des investissements, soit -59,3 milliards d'Ariary.

Cette année, il y a amélioration du solde des opérations commerciales, du fait de la baisse sensible des importations.

III-2 Le déficit courant et le secteur réel

Tableau n° XVII : Extrait du tableau du PIB et la balance des paiements

(S et I en milliards d'Ariary, courants en millions de DTS)

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Solde des comptes courants	-338	-378	-607,5	-1 115,20	-1 128,80
Épargne	40,6	71,2	87,2	128,4	103,1
Investissement	91,9	109,7	132,5	221,5	163,2
S-I	-51,3	-38,5	-45,3	-93,1	-60,1

Source : Institut National de la Statistique, Antananarivo, Septembre 2010.

Plus l'investissement augmente proportionnellement à l'épargne, plus le solde des comptes courants se détériore.

Entre 2006 et 2007, l'investissement domestique augmente de 20,8%, et l'épargne nationale de 22,5% ; cette situation a conduit à la détérioration du solde courant de -378 millions de DTS à 607,5 millions de DTS.

Entre 2007 et 2008, un accroissement de 67,2% de l'investissement, avec une hausse de 47,2% de l'épargne domestique entraine la détérioration du solde courant à -1115,20 millions de DTS.

Entre 2008 et 2009, une baisse de l'investissement de 26,3%, avec un repli de 19,7% de l'épargne, a résulté de la détérioration du solde courant de -1128,80 millions de DTS.

III-3 Le déficit courant et le secteur public

Tableau n° XVIII : Extrait de la balance des paiements et de TOFE

(TOFE en milliards d'Ariary, extrait de la balance des paiements en millions de DTS)

Année	2005	2006	2007	2008	2009
BIENS ET SERVICES	-447,0	-466,1	-768,7	-1 383,5	-1 268,3
REVENUS DES INVESTISSEMENTS	-53,8	-56,3	-36,8	-31,7	-59,3
TRANSFERTS COURANTS	162,9	144,3	198,0	299,9	198,8
Solde des comptes courants	-338,0	-378,0	-607,5	-1 115,2	-1 128,8
Dépenses publiques	2121,6	2565,5	2594,3	3030,9	2491,2
recettes publiques	1682,9	2122,1	2201,4	2685,4	2 052,20
Solde budgétaire	-438,7	-443,4	-392,9	-345,5	-439

Source : Institut National de la Statistique, Antananarivo, Septembre 2010.

Selon la théorie de « Déficit jumeaux » (twin deficits), selon laquelle un déficit budgétaire tend à se traduire par un déficit externe, il est en tout cas intéressant de constater qu'il existe, globalement, un lien entre le solde de la balance des paiements courants et celui du solde budgétaire. En tout cas, un pays dont la balance courante est déficitaire, présente également un déficit budgétaire¹.

D'après les relations précédentes, lorsque l'investissement excède l'épargne, le solde des comptes courants est toujours déficitaire, puisqu'en réalité, un pays qui ne dégage pas d'excédent, devra emprunter une certaine somme à un pays qui en dégage, pour investir dans son pays.

Puisque le solde des comptes courant est la somme du solde commercial, du transfert courant et du revenu des facteurs, et que ces deux derniers sont des recettes publiques, toute augmentation des recettes publiques entraine la hausse de ses investissements.

Cependant, du fait de l'insuffisance de l'épargne publique, l'investissement public croit en même temps que ceux de ses recettes, ce qui, d'après l'équation caractéristique liant le solde des comptes courants et la différence entre l'épargne et l'investissement, la hausse des investissements publics, due à l'augmentation de ses recettes, entraine la détérioration du déficit courant.

¹ Déficit jumeaux ou twin deficits, est un lien entre le solde budgétaire et le solde des comptes courants. Un déficit des comptes courant correspond à un déficit des soldes des opérations financières de l'État. Recherche sur l'internet.

III-4 Le déficit courant et le secteur monétaire

III-4-1 Le taux de change

Entre 2005 et 2006, le solde des comptes courants est passé à -338 millions de DTS à -378 millions de DTS, soit un accroissement de 11,8% de déficit. Le déficit de la balance commerciale est passé de -389 millions de DTS, à -384,3 millions de DTS.

Ce déficit correspond à la sortie des devises vers d'autre pays. Pour que l'Ariary soit valable à l'extérieur du pays, il faut qu'il y ait opération de conversion sur le marché de change.

Comme le marché de biens et services, le marché de change dépend de l'offre et de la demande de devises en question. Si la demande d'une devise est abondante, cette devise s'apprécie, et inversement.

Ainsi, le déficit de SCC est dû à la hausse des importations, par rapport à l'exportation. Cette situation a entraîné la dépréciation de l'Ariary, par rapport aux devises des règlements internationaux, comme l'euro et le dollar. En 2005, le taux de change de l'euro, par rapport à l'Ariary, fluctue entre 2423,15 à 2558,20, celui du dollar est passé de 1840 à 2158,07. Toutefois, en 2006, du fait de l'accroissement du déficit de SCC, l'Ariary s'est déprécié, l'euro valait 2587,66 Ariary, à 2758,38 Ariary et le dollar 2194,59 Ariary.

En 2007, le solde des comptes courants s'est détérioré à 60,7%, par rapport à 2006, soit une valeur négative de 607,5 millions de DTS. Cette situation est due à l'accroissement de 40,4% de l'importation, et l'exportation n'augmente que de 20,7%. Cette hausse de l'importation correspond à l'augmentation de la demande de devises. Sur le plan théorique, cette situation entraîne la dépréciation de l'Ariary.

Néanmoins, en 2007, l'augmentation de l'investissement direct étranger à 154% (508,3 millions de DTS ou 568,4 millions d'euro, ou 777,4 millions de dollars) entraîne l'abondance de devises sur le marché de change. Dans ce cas, l'Ariary est très demandé. En effet, cette dernière s'apprécie.

Cette année, le taux de change moyen de l'Ariary, par rapport à l'euro, est de 2563,22, et celui du dollar est de 1873,88 ; ces taux sont inférieurs à ceux de l'année 2006.

L'année 2008 est aussi marquée par un déficit très significatif de solde des comptes courants, soit 83,6% de croissance. Cette situation est due à l'accélération de l'importation à une proportion très élevée à celle de l'exportation, soit respectivement 39% et 2,4%. Cet écart doit se traduire par un phénomène dépréciatif de l'Ariary, par rapport aux devises clé, mais au contraire, l'Ariary s'est apprécié, sauf au premier trimestre, où il y a une dépréciation de l'ordre de 3,8%, par rapport à l'euro. À partir du deuxième trimestre, il y a une appréciation de l'Ariary à 4,3%, par rapport à l'euro, 8,8%, par rapport au dollar.

Comme en 2007, l'appréciation de l'Ariary est due à l'abondance des devises sur le marché de change, surtout à cause de l'accroissement de l'IDE à 47%, soit 747 millions de DTS.

En 2009, le déficit de solde des comptes courants continue de se détériorer, mais d'une amplitude assez faible, par rapport aux années précédentes. Cette année, le solde des comptes courants se chiffre à -1128,8 millions de DTS, soit 1,2% de croissance.

Suite aux déficits, l'Ariary est déprécié en terme nominal. Pourtant, l'afflux de devises donne un souffle à l'Ariary. La baisse des importations d'une proportion de 13,3% a pour effet la décélération de la demande de devises. Mais, en parallèle, l'exportation a aussi diminué de 17,7%, ce qui va freiner la demande de l'Ariary. Ainsi, l'Ariary se déprécie. Pourtant, la dépréciation de l'Ariary ne peut pas stimuler l'exportation, puisque, ce dernier n'est pas élastique aux taux de change, mais à l'activité des firmes exportatrices. Finalement, le solde courant se détériore progressivement.

CHAPITRE-III : DIAGNOSTIC POUR UNE POLITIQUE DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE MALGACHE

Pour sortir l'économie malgache de la récession et pour développer cette économie durablement, la politique économique doit être axée sur les quatre objectifs du carré magique, à savoir la croissance, l'emploi, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur. Dans l'optique du modèle keynésien, la politique à mettre en œuvre consiste à soutenir la demande globale, dans la mesure où celle-ci est composée de la demande de consommation et de l'investissement. Ce dernier, en tant que moteur du développement, doit optimiser l'utilisation des facteurs de production, dans une meilleure combinaison productive. Pour qu'une politique économique soit efficace, il faut qu'elle utilise un instrument performant. Nous allons, en premier lieu, identifier les problèmes sectoriels, en second, l'orientation de la politique économique, et en troisième, les mesures de redressement à mettre en œuvre.

SECTION-I : DIAGNOSTIC SECTORIEL

Pour sortir de la dépression économique en 2009, il est nécessaire de mettre en évidence un diagnostic sectoriel, pour une politique de « *take off* » économiques. Dans cette perspective, nous allons voir la situation du secteur réel, du secteur public, du secteur monétaire et du secteur extérieur. D'après ce diagnostic, nous avons¹ établi un tableau de bord (voir annexe III).

I-1 Le secteur réel

Plus l'investissement augmente, plus le niveau de la production est élevé et inversement, si la demande est soutenue. Mais, une baisse de l'investissement et de la production entraîne la diminution du revenu national. Plus le revenu baisse, plus la propension marginale à investir diminue, et plus l'économie est en récession. La baisse de l'investissement observée en 2009 a conduit à la diminution de la valeur ajoutée, issue du secteur secondaire et tertiaire. Par ailleurs, le sous-emploi persiste. De ce fait, la demande n'est plus soutenue, il en est de même pour la consommation, puisque le revenu national est en baisse. Dans ce cas, l'économie est en situation de stagflation.

I-2 Le secteur public

Les opérations financières de l'État sont déficitaires. Cette situation a conduit, non seulement à l'endettement de ce secteur, mais aussi au creusement du déficit extérieur.

¹ Take off signifie decollage économique.

Dans l'optique du model keynésien, la création du déficit est efficace, par l'effet multiplicateur.

Mais, dans ce cas, il faut que les branches plus créatrices d'emploi, de la production, soient financées. Dans ce cas, ce déficit peut être résorbé par la contribution des emplois nouvellement créés. Le déficit extérieur peut aussi s'améliorer par l'augmentation de l'exportation. En tout cas, l'économie malgache n'entre pas encore dans ce modèle keynésien.

Le financement du déficit budgétaire se fait généralement, soit par l'émission des titres publics, soit par tirage auprès de l'institution financière internationale.

Le premier entraine le gonflement de la dette publique à l'intérieur du pays et risque d'être inflationniste, puisqu'il y a accroissement de la masse monétaire. Le second aggrave la dépendance financière de l'État envers le reste du monde. Comme l'économie malgache est structurellement en situation de surliquidité, l'émission de trop de titres par le secteur public a occasionné un déséquilibre entre le flux réel et le flux monétaire. C'est pourquoi le niveau de prix à Madagascar reste à son niveau élevé. En plus, cette surliquidité est amplifiée par l'afflux des capitaux étrangers. Ces deux facteurs sont les principales causes de l'inflation à Madagascar.

À Madagascar, la création du déficit budgétaire ne fait qu'amplifier le déséquilibre. Ce déficit ne finance pas les branches plus créatrices d'emploi et de la valeur ajoutée. Dans ce cas, l'État malgache reste suspendu dans les aires, puisqu'il n'arrive pas à optimiser l'utilisation de ses ressources, à assurer ses fonctions régaliennes, d'où le cercle vicieux de la pauvreté.

I-3 Le secteur monétaire

À ce sujet, le prix, le taux de change est instable et le taux d'intérêt est élevé. Le prix à Madagascar est influencé par le choc exogène, puisque la production nationale est en partie concurrencée par l'importation.

La banque centrale pratique déjà la politique de stabilité interne et externe, mais celle-ci est rigide, voir inefficace. La BCM ne mène pas une politique monétaire flexible, c'est-à-dire ne s'opposant pas aux effets inflationnistes dû aux chocs exogènes. La BCM n'arrive pas à relancer l'investissement, et le taux de change reste instable, l'Ariary se déprécie. Si un pays est importateur, la dépréciation de sa monnaie a un effet inflationniste. Par contre, pour un pays dont ses exportations sont élastiques, la dépréciation de sa monnaie favorise son exportation. Pour le cas de Madagascar, la dépréciation a peu d'effets sur l'exportation, puisque l'exportation malgache est peu élastique.

Ainsi, le niveau des prix à Madagascar reste élevé, à cause de l'abondance de l'importation, par rapport à l'exportation, par la faiblesse de l'Ariary, comparé aux devises de règlements internationaux, et par la faiblesse du niveau de la productivité nationale.

I-4 Le secteur extérieur

Les comptes courants des opérations malgaches avec le reste du monde sont déficitaires. Cette situation est due au déséquilibre du commerce extérieur. Depuis l'année 2005, le taux de change de l'Ariary se détériore progressivement. L'importation progresse plus vite que celle de l'exportation, cela exacerbe la dépréciation de l'Ariary.

Par conséquent, le prix des produits importés augmente. Cela contribue à la hausse de l'inflation à l'intérieur du pays.

En plus, plus la monnaie nationale s'affaiblit, plus le coût de production est élevé. Ce dernier entraîne la baisse de la compétitivité des produits du pays sur le commerce international. Plus la productivité est faible, plus l'inflation est élevée, cela signifie que l'économie malgache est moins performante.

SECTION-II : OBJECTIFS ET ORIENTATION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE À MADAGASCAR

Pour que la politique économique soit efficace, il faut et il suffit de fixer les objectifs. Ensuite, choisir les instruments qui permettent d'atteindre ces objectifs. Et enfin, mettre en œuvre la politique économique.

II-1 Les objectifs de la politique économique à Madagascar face à la crise

II-1-1 Les objectifs internes

II-1-1-1 Le renforcement de la finance public

Sur le plan interne, en matière de finance publique, l'objectif est d'augmenter les recettes de l'État, afin de soutenir la demande globale, puis éviter la restriction des dépenses publiques, par la politique d'austérité, puisqu'en 2009, la mise en œuvre de cette politique entraîne le ralentissement du secteur BTP, en matière d'investissement.

II-1-1-2 La politique de l'offre, de la demande et de la stabilisation des prix

L'absence d'une synergie de fonctionnement de la mise en œuvre de la politique monétaire et budgétaire, surtout pour équilibrer l'offre et la demande globale, peut entraîner un choc déstabilisateur sur le marché. Dans ce cadre, la politique économique à mettre en œuvre est la Policy mix.

L'État doit augmenter ses dépenses pour soutenir la demande globale, par sa consommation et son investissement. L'autorité monétaire doit mener une politique monétaire expansionniste pour que le taux d'intérêt baisse.

Plus le taux d'intérêt est bas, plus l'efficacité marginale du capital est élevée, et plus l'investissement est incitatif, cela entraîne la croissance de la production. Néanmoins, l'absence d'un fonctionnement efficace de la politique de l'offre peut entraîner un choc inflationniste, car la demande est soutenue. La politique à mettre en œuvre doit être une politique copiée du scénario libéral et interventionniste, d'où l'importance de la mise en œuvre des règles régissant la concurrence, rendant impossible le monopole.

II-1-1-3 La politique de l'emploi

Le fléchissement de la croissance s'est accompagné d'une dégradation générale de l'emploi.

Du point de vue de la perspective keynésienne, en cas de chômage, le revenu global peut être accru par la modification de l'une des composantes autonomes de la demande globale.

Dans ce cadre, une variation des dépenses publiques a un effet stimulateur sur la demande globale. Cependant, l'incidence sur l'emploi d'une politique de relance par les dépenses publiques, dépend des affectations sectorielles de celles-ci. Ainsi, le surplus des dépenses publiques doit affecter à la branche plus créatrice d'emploi, par exemple la branche BTP. En plus, la mise en œuvre d'une politique de l'emploi doit faire croître la consommation des ménages, pour susciter la montée de l'investissement.

Selon la perspective classique, le sous-emploi est lié au coût des facteurs de production. Dans ce contexte, la réduction du sous-emploi passe par la diminution du coût du facteur travail et celui du facteur capital. Ce type de chômage nécessite donc une décélération des accroissements des salaires et la rémunération du facteur capital.

II-1-2 Les objectifs externes

II-1-2-1 Amélioration des soldes courants

Sur le plan externe, la politique économique doit s'orienter vers l'amélioration du déficit des comptes courants. Il faut apprécier la valeur de la monnaie nationale et renforcer le secteur exportateur, en diminuant le niveau de l'importation par des mesures réglementaires, afin d'éviter la pénurie en produits étrangers. La réduction du déficit extérieur améliore la situation financière de l'État, par conséquent réduit les dettes publiques.

II-1-2-2 La politique de change

La politique de change doit prendre en compte deux objectifs, d'une part, stabiliser l'Ariary contre sa dépréciation trop importante, pendant la période d'importation, et d'autre part, entreprendre une politique favorable à la relance de l'exportation.

Cependant, son efficacité est sans effet positif, dans l'immédiat, puisqu'il y a renforcement des importations, à cause de la baisse de leur prix. Cela peut aggraver le creusement du déficit des comptes extérieurs, mais, après un certains temps, l'effet de renforcement du secteur exportateur améliore le niveau du solde extérieur¹.

II-2 Orientation de la politique économique

II-2-1 Orientation de la politique budgétaire

En 2009, la baisse des recettes publiques à 23,6% a conduit la diminution des dépenses publiques à 17,8%. Cette situation a entraîné une forte baisse du produit national, suite à la diminution de la demande de l'administration publique. Cela a entraîné une perte d'emploi de plus de 100.000 personnes. Dans ce cadre, la politique budgétaire, dans l'optique keynésienne, devra s'orienter vers une augmentation des dépenses publiques, pour que le multiplicateur keynésien prenne effet sur le produit national.

La contrainte budgétaire de l'État étant la suspension d'aides extérieures, cela a conduit l'État à mettre en œuvre une politique d'austérité budgétaire, pour ne pas accentuer le cercle vicieux du surendettement. Par ailleurs, l'État doit augmenter ses dépenses dans le secteur productif et élargir les sources des recettes fiscales. À chaque injection de liquidité dans le secteur productif, il y a amélioration du niveau d'emploi, cela a pour conséquence l'accroissement de la production nationale. À chaque fois qu'il y a augmentation du produit national, il y a augmentation des recettes publiques. Cette dernière génère l'investissement public, d'où l'augmentation de la demande encourageante de la production.

Mais, cette politique n'est pas possible, si l'État ne s'endette pas, puisque l'élargissement des assiettes fiscales ne peut pas prendre effet dans l'immédiat. Ainsi, il y a gonflement de la dette publique interne, et augmentation du niveau d'activité qui améliore les recettes de l'État.

II-2-2 Orientation de la politique monétaire

Sur le plan interne, la politique monétaire doit favoriser l'investissement, puisque ce dernier absorbe une quantité de travail et dégage une quantité de produit.

¹ Raymond KASAVE: Effet courbe en J, cours de l'économie monétaire internationale, 4^{ème} année Économie année 2008.

Mais, en 2009, la persistance du climat d'incertitude a entraîné une baisse de l'investissement, étant donnée la baisse du taux d'intérêt réel. En dépit de cette situation, la politique monétaire doit être orientée vers la diminution du taux d'intérêt pour stimuler l'investissement.

Néanmoins, malgré la faiblesse du taux d'intérêt, l'investissement ralentit, puisque la demande devient de plus en plus faible. Il faut donc que la politique budgétaire améliore le niveau de l'emploi et du revenu, pour soutenir la demande, pour que la politique monétaire soit efficace pour l'investissement.

Étant donné qu'une partie de la demande est composée d'importation, l'autorité monétaire doit mener une politique de change favorisant l'appréciation de la monnaie nationale, pour que l'écart entre l'Ariary et les devises de règlement international ne soit pas trop important. Cette politique a pour but d'éviter le choc inflationniste d'origine importé. Elle a une externalité négative, dans l'immédiat, dans la mesure où l'appréciation de l'Ariary rend moins cher le prix des produits importés. Cela entraîne la hausse des importations et le renchérissement de l'exportation malgache. À cet égard, le déficit du solde des comptes extérieurs va s'aggraver. Pourtant, cette situation ne peut durer longtemps, si la politique monétaire favorise progressivement le renforcement des secteurs exportateurs. Après un certain temps de creusement, le déficit peut se résorber et l'accroissement de l'exportation va améliorer le solde des comptes courants.

Lorsqu'on avance une critique sur le fait que l'appréciation de la monnaie nationale n'est pas incitative pour les exportateurs, on a raison sur le plan théorique, puisque les exportateurs voient leurs recettes en baisse. Mais, la dépréciation de la monnaie nationale n'est pas un facteur favorable à l'exportation, pour le cas de Madagascar, puisque depuis longtemps, la grande île vit dans une monnaie faible, alors que l'exportation reste faible. En plus, la faiblesse de l'Ariary affaiblit le pouvoir d'achat de la population, et puis rend cher le prix des produits importés.

SECTION-III : LES MESURES DE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MALGACHE

Pour mesurer l'efficacité de la politique économique, celle-ci doit être évaluée, soit en termes de coût/avantage, soit en termes de coût/bénéfice. En plus, à partir de l'évaluation des résultats, les décideurs prendre des initiatives.

III-1 Les instruments de la politique économique et ses effets

Le but ultime de la politique économique est le bien être de la population.

Pour la politique de relance des activités économiques ou la politique de rigueur, les décideurs du pays peuvent mettre en œuvre une politique, soit par l'instrument budgétaire, soit par l'instrument monétaire. Le premier signifie que l'État agit, par son instrument budgétaire, et le second c'est l'action de la banque centrale de Madagascar pour jouer sur la quantité de monnaie en circulation.

III-1-1 L'instrument monétaire

La politique monétaire regroupe l'ensemble des mesures prises par l'autorité monétaire, soit augmenter la quantité de monnaie en circulation, s'il s'agit d'une politique de relance, soit diminuer la quantité monétaire en circulation, s'il s'agit d'une politique de rigueur.

III-1-1-1 Ses avantages

La politique monétaire est un instrument de stabilisation de change, dans le but de résorber le déficit extérieur, de stabiliser les prix, pour lutter contre l'inflation et celui du taux des changes, notamment pour éviter la dépréciation trop importante de la monnaie nationale, puis rendre flexible le taux d'intérêt pour relancer l'investissement. La baisse des taux d'intérêt dynamise l'investissement, puisqu'elle facilite l'accès au crédit des banques. Cette politique est efficace, si la propension marginale à consommer est élevée, et la propension marginale à importer est faible.

Dans l'optique keynésienne, si le plein emploi n'est pas atteint, comme c'est le cas de Madagascar, à l'heure actuelle, la politique monétaire serait efficace.

III-1-1-2 Ses limites

Selon les classiques, la monnaie est neutre. Une quantité supplémentaire de celle-ci n'a pas d'effet sur l'investissement, ni sur la production. Mais, l'excès d'émission de monnaie entraîne le déséquilibre entre le flux réel et le flux monétaire. Ces faits provoquent l'inflation. À Madagascar, en 2009, la faiblesse du taux d'intérêt n'arrive pas à stimuler l'investissement. De ce fait, l'effet accélérateur ne peut pas jouer. Cette situation est due au changement de comportement des ménages qui diminuent leurs consommations ; cette diminution rend inélastique l'investissement.

III-1-1-3 Recommandations

Pour éviter l'effet inflationniste lié à la stimulation de la demande globale, on peut opter pour une politique de l'offre globale.

Cette politique s'efforce de relancer l'activité économique, en diminuant le niveau général des prix, par le biais d'une baisse des coûts de production (allègement du taux d'imposition sur les entreprises), ou par le biais d'une augmentation de la productivité du travail.

III-1-2 L'instrument budgétaire

L'État peut agir par son instrument budgétaire, soit en augmentant ses dépenses pour relancer la croissance économique sans chômage, soit en diminuant ses dépenses pour éviter le choc inflationniste du côté de sa demande.

III-1-2-1 Principe de la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à agir sur le niveau de la demande globale, afin d'influencer celui de l'offre globale. En effet, au niveau macroéconomique, l'ensemble des ressources en biens et services, dont disposent les agents économiques, au cours d'une période (la production à l'intérieur du territoire et les importations), correspond à la somme des emplois qu'ils font pendant la même période. Ainsi, toute variation des dépenses de l'État doit se répercuter sur la production intérieure.

Dès lors, pour accroître les créations d'emplois, il suffit de stimuler la production intérieure, en augmentant les dépenses de l'État. En pratique, cela revient à accepter, de la part de l'État, un déficit budgétaire. Celui-ci sera temporaire, car la création de richesses supplémentaires permettra de le résorber rapidement, par des recettes fiscales accrues.

III-1-2-2 Ses avantages

La politique budgétaire expansionniste peut être efficace, si le niveau de l'emploi est faible. L'effet d'une hausse de la dépense publique sur le PIB est d'autant plus fort, que si la propension marginale à consommer est élevée, le taux moyen d'imposition est faible, la propension marginale à importer est faible. Cette efficacité s'explique par le fait que la variation du volume du budget de l'État agit directement sur la demande globale. Cette demande accroît l'emploi. L'accroissement d'emploi est une politique de redistribution du revenu, qui permet d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs et de motiver les producteurs.

Mais, pour le cas de Madagascar, en 2009, et étant donné que les dépenses publiques varient en même temps que le revenu, à cet égard, une baisse du PIB est accompagnée de la diminution des dépenses publiques (d'après l'équation de l'équilibre macroéconomique) ; Le chômage augmente, et la croissance économique baisse.

III-1-2-3 Ses limites

Dès que l'économie s'ouvre sur l'extérieur, toute injection supplémentaire de fond de la part de l'État stimule les achats à l'étranger, ce qui aboutit à la hausse des importations. Cela a pour effet de diminuer l'effet multiplicateur des dépenses publiques sur la production intérieure.

De plus, lorsque les importations connaissent une croissance plus rapide que la production, l'économie subit la contrainte extérieure qui se traduit par un déséquilibre de la balance commerciale. Il en découle une sortie de devises plus importante que les entrées; cela contribue à la dépréciation de la monnaie nationale, qui surenchérit le coût des importations indispensables. Ainsi, pour limiter la dépréciation de la monnaie nationale, l'État est obligé de susciter l'entrée de capitaux, en augmentant les taux d'intérêt. Or, cette hausse pénalise l'investissement, donc l'emploi.

Une telle dépréciation devrait stimuler les exportations nationales, puisque son prix est devenu moins cher ; cela aura un effet positif sur le PIB, à condition que l'exportation malgache soit élastique au taux de change. Pourtant, l'exportation malgache n'est pas élastique à la variation du taux de change. La politique budgétaire expansionniste reste alors inefficace.

III-1-2-4 Les effets pervers de la relance budgétaire

L'accroissement des dépenses de l'État peut ne pas exercer les effets qu'on en attend sur l'emploi, si certaines branches sont dans l'incapacité de répondre à une demande supplémentaire. Les goulets d'étranglement qui se formeront se traduiront par une hausse des prix, qui pourra se généraliser à l'ensemble de l'économie.

Le financement monétaire du déficit budgétaire peut, de la même manière, être source d'inflation. Et si l'État cherche à financer son déficit par une ponction fiscale accrue, il décourage l'initiative privée.

Si le déficit est financé par l'emprunt, un effet d'éviction peut se produire : ce mode de financement constituant un appel aux ressources d'épargne, réduit le volume des capitaux disponibles pour les autres agents en besoin de financement. Cela provoque la hausse du taux d'intérêt.

Du reste, le financement du déficit budgétaire par l'emprunt pose le problème de la dette de l'État; celle-ci est aussi élevée que les taux d'intérêt. Un cercle vicieux de l'endettement peut alors se déclencher, lorsque l'État est amené à supporter une charge d'intérêt croissante, qui aggrave son déficit initial, et le pousse à emprunter de nouveau.

C'est pourquoi les zones monétaires imposent une limitation du déficit budgétaire, comme pour l'Union monétaire européenne, où les déficits budgétaires ne doivent pas dépasser 3% du PIB.

III-1-2-4 Recommandations

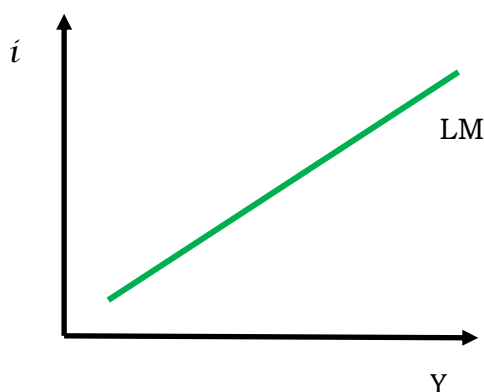
- **Du côté budgétaire**

D'une manière plus radicale, la politique budgétaire expansionniste permet à l'État d'investir, de créer l'emploi, dans les secteurs stratégiques, et mieux redistribuer le revenu national, sans négliger ses diverses fonctions régaliennes. Dans ce cas, la politique budgétaire expansionniste a des externalités positives sur l'ensemble de l'économie.

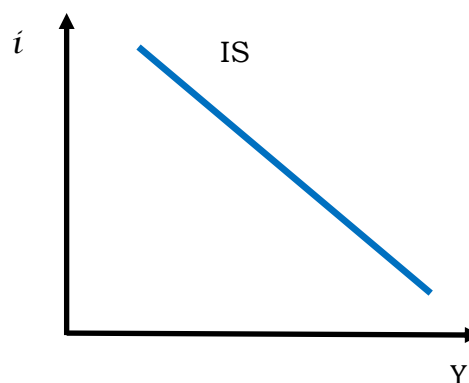
- **Du côté monétaire**

La question se pose : dans quelle mesure la politique budgétaire est-elle efficace, si cette politique n'est pas combinée à la politique monétaire ? Le marché monétaire est équilibré, si son offre est égale à la demande.

Équilibre sur le marché monétaire



Équilibre sur le marché des produits

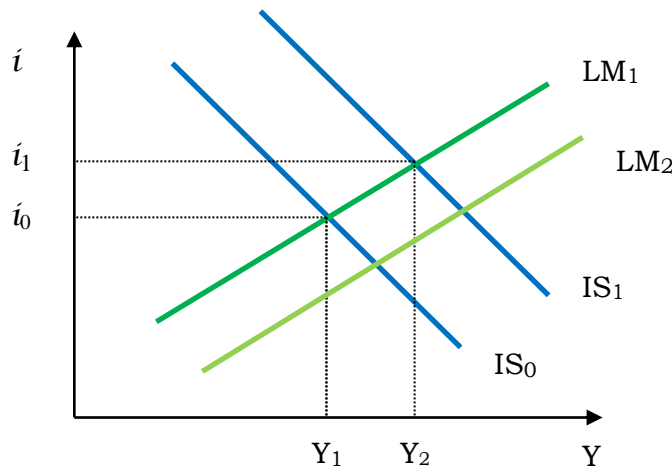


Source : Cours de macroéconomie, 2^{ème} année Économie, année 2006

Une hausse de l'offre de monnaie entraîne un déplacement vers la droite de la courbe LM ; dans ce cas, l'équilibre est atteint pour un PIB supérieur.

L'augmentation du taux d'intérêt entraîne la diminution de l'investissement, puisque l'efficacité marginale du capital est faible. Une hausse des dépenses publiques se traduit par un déplacement à droite de IS; pour un niveau de taux d'intérêt constant, le PIB augmente en raison de l'effet multiplicateur de la dépense publique.

Équilibre global et politique économique (IS-LM)



Source : Cours de macroéconomie, 2^{ème} année Économie, année 2006

Ce graphique montre que la politique budgétaire expansionniste entraîne l'augmentation du revenu, soit de Y_1 à Y_2 . Mais, l'effet expansif de la politique budgétaire est freiné par la hausse du taux d'intérêt, ce qui freine l'investissement. De ce fait, cette politique peut être efficace, s'il y a combinaison des deux à la fois.

En ce qui concerne Madagascar, la politique d'austérité a freiné la croissance du revenu national, d'où la baisse des investissements. Pour sortir de la crise, il faut que l'État, par ses pouvoirs discrétionnaires, augmente ses dépenses, et qu'en même temps, la BCM agisse, en mettant en œuvre une politique monétaire expansionniste, pour que la hausse du revenu national stimule la consommation et l'investissement.

III-2 La politique de relance et ses effets¹

Dans le cadre de la politique de relance, il est nécessaire de promouvoir l'investissement, stimuler la consommation et mettre en œuvre une politique budgétaire expansionniste. Une question est au cœur de sa mise en œuvre : comment faire pour que ces trois types de politique économique soient efficaces ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de mettre en exergue l'effet du multiplicateur keynésien.

¹ Une politique de relance est un ensemble de mesures de politique économique, qui s'effectue par des dépenses publiques supplémentaires et de réduction de certains impôts, et donc dégradant le solde public, décidées par le gouvernement d'un pays, dans le but de provoquer une « relance économique », c'est-à-dire une augmentation de l'activité économique et une réduction du chômage lors des périodes de faible croissance ou de récession.

Tableau n° XIX : détermination de l'effet multiplicateur

	2008	2009
Revenu national	568,3	545,4
Consommation globale	495,3	491,9
Investissement global	221,5	163,2
Dépense gouvernementale	3030,9	2491,2
Importation globale	6132,6	5319,7
Propension marginale à consommer		0,14
Propension marginale à importer		33,3

Source : Notre propre calcul, Décembre 2010

Le modèle macroéconomique¹

$$Y = C + I + G + X - M$$

La fonction de la consommation s'écrit : $C = cY$

La fonction de l'importation s'écrit : $M = mY$

En remplaçant C et M par son expression on a :

$$\left. \begin{array}{l} Y = cY + G + X - mY \\ Y - cY + mY = G + X \\ Y(1 - c + m) = G + X \end{array} \right\} Y = \frac{G + X}{1 - c + m}$$

L'expression ci-contre est appelée multiplicateur keynésien.

$c = \frac{\Delta C}{\Delta Y}$ La propension marginale à consommer ; $m = \frac{\Delta M}{\Delta Y}$ la propension marginale à importer.

III-2-1 La relance de l'investissement

Si on admet que le revenu national est égal au produit intérieur brut, une variation de l'investissement a alors un effet positif sur le revenu national, soit une augmentation plus que proportionnelle. Cette augmentation est donnée par le multiplicateur keynésien :

$$\Delta Y = \frac{1}{1 - c + m} \Delta I \quad \frac{1}{1 - c + m} = 0,029$$

D'après la formule du multiplicateur keynésien, une hausse de l'investissement entraîne l'accroissement du revenu, et inversement. Prenons un exemple : en 2009 l'investissement était de 163,2 milliards d'Ariary. Et si en 2010, on fait augmenter cet investissement à 200 milliards d'Ariary, le revenu supplémentaire est égal à 1,07 milliards d'Ariary. Puisque la propension marginale à importer est très élevée, l'effet multiplicateur est très faible.

¹Joël JALLADEAU : Introduction à la macroéconomie, modélisation de base et redéploiements théoriques contemporains, édition De Boeck, 1998, effet multiplicateur keynésien dans une économie ouverte, Page 165 - 167.

On peut en conclure que si l'investissement augmente avec une propension marginale à consommer élevée, une propension marginale à importer faible et une propension marginale à épargner faible entraîne une augmentation du revenu national.

III-2-2 La relance par la consommation

Selon le modèle keynésien, une augmentation de la consommation ΔC entraîne une hausse du revenu national ΔY , lorsque celle-ci a pu motiver les investisseurs. Dans ce cas :

$$\Delta Y = \frac{1}{1 - c + m} \Delta C$$

En 2009, la consommation globale était de 491,9 milliards d'Ariary. Si elle s'élève à 550 milliards d'Ariary, par exemple, le revenu supplémentaire apporté par cette unité supplémentaire de consommation est égale à 1,68 milliards d'Ariary.

III-2-3 La relance du secteur exportateur

$$\Delta Y = \frac{1}{1 - c + m} \Delta X$$

Selon ce multiplicateur, une hausse de l'exportation entraîne l'augmentation du revenu national. Comment ce multiplicateur, va par la suite agir sur le revenu national ? en 2009, l'exportation globale était de 1764,2 millions de DTS, soit 2057 milliards d'Ariary. Admettons qu'un dispositif de relance de l'exportation est mis en place, si cette politique arrive à rehausser l'exportation à 2100 milliards d'Ariary, par exemple, le revenu national supplémentaire est égal à 1,12 milliards d'Ariary.

III-2-4 La relance du secteur public

$$\Delta Y = \frac{1}{1 - c + m} \Delta G$$

Pour relancer l'économie par l'instrument budgétaire, on doit augmenter les dépenses publiques. Cet accroissement entraîne l'augmentation du revenu national. Supposons que l'Etat a pris l'initiative de relancer l'activité économique par l'instrument budgétaire. En 2009, les dépenses gouvernementales étaient de 2491,2 milliards d'Ariary. Si les décideurs décident d'augmenter ces dépenses à 15%, soit 373,68 milliards d'Ariary, ces dépenses supplémentaires vont générer un revenu national de 10,84 milliards d'Ariary.

III-3 La politique de stabilisation macroéconomique

Quatre mesures sont prévues pour mettre en place une politique de stabilisation macroéconomique : la stabilisation des prix, la stabilité extérieure, le plein emploi et une forte croissance. En général, les deux premiers objectifs sont liés à la politique monétaire, et les deux derniers sont ceux de la politique budgétaire.

III-3-1 La politique de change et la stabilisation des prix

Étant donné que le prix intérieur dépend en partie du prix du commerce international, dans ce cas, pour anéantir les chocs inflationnistes du côté des produits importés, il suffit d'adopter une politique de change contra-cyclique et flexible, suivant les conjonctures économiques. Cette politique vise à ajuster le marché de change non inflationniste, notamment pendant une période d'importation, et puis une politique de renforcement des revenus des exportations, pendant la période d'exportation.

III-3-2 La politique de stabilité monétaire

La politique de stabilisation consiste à utiliser activement la politique monétaire, afin d'influencer la demande agrégée. La réalisation d'une telle politique expose le pays, à la fois à l'instabilité de l'économie intérieure et à la situation extérieure, dans la mesure où tous les pays de la planète sont interdépendants. Sur le plan externe, la politique de stabilisation monétaire passe par une modification en baisse des importations, du fait que ce dernier transmet la situation extérieure par le canal du commerce international. Sur le plan intérieur, la politique de stabilisation monétaire revient à valoriser la productivité intérieure du pays. Cette valorisation nécessite un accroissement substantiel de la production nationale, sans que les coûts des facteurs de production augmentent.

III-3-3 La politique de stabilisation du secteur extérieur

D'après le modèle économétrique expliqué en page 108, 98,45% du déficit extérieur sont expliqués par le creusement du déficit commercial. Dans la mesure où la politique du secteur extérieur est axée sur la résorption du déficit, la politique stabilisatrice extérieure est axée sur le renforcement du secteur exportateur, et la régulation des importations. Dans ce contexte, on doit mettre en place une politique de restructuration du secteur exportateur, afin de faciliter les processus de production, de normalisation et de commercialisation. Pour la production et la commercialisation, on doit mettre en place une politique fiscale spécialisée, par l'allégement des impositions pour les branches stratégiques d'une plus grande valeur ajoutée au commerce extérieur, pour motiver les exportateurs.

Entre 2008 et 2009, l'économie malgache a été en récession profonde. Cela peut s'expliquer par une baisse de la production avec accroissement du chômage.

Ainsi, concernant la finance publique, l'État a fait baisser ses dépenses à cause de la diminution de ses recettes, soit 23,6% pour les recettes et 17,8 pour les dépenses.

Concernant le secteur extérieur, nos exportations ont diminué de 17,7% et nos importations 13,2%. Ce repli a été dû au ralentissement des activités économiques intérieures. Dans ce cas, la création d'emploi a décru de 53%.

En ce qui concerne le secteur monétaire, l'Ariary ne cesse de se déprécier, ce secteur a été menacé par la trappe à liquidité. Malgré la faiblesse du taux d'intérêt réel, l'investissement n'est plus élastique, puisque les investisseurs ont anticipé un niveau faible de la demande globale.

Cette situation est attribuable, d'une part à la baisse de sa demande sur le marché de change, notamment à la baisse de 56,6% des touristes à destination du pays, d'autre part.

Concernant le niveau général des prix, celui-ci a été de 8%, en termes de glissement annuel. Ce niveau est plus faible que celui lors de la crise de 2002, car en 2002, les transactions commerciales ont été bloquées. Le taux de chômage a accru de 6,8%, plus de 100.000 emplois ont été perdus. Ce sous-emploi accru a été dû à la fermeture de plusieurs entreprises, au cours du premier trimestre, et par une politique budgétaire restrictive entreprise par l'État. Cela a pour effet, la baisse du revenu par tête, et ce dernier est amplifié par la politique d'austérité budgétaire de l'État, d'où la baisse de la demande globale à 18,8%. Finalement, l'économie malgache a décru de 4,4%.

CONCLUSION

La répercussion de la crise économique mondiale sur Madagascar coïncide avec la crise sociopolitique. Pourtant, par rapport aux autres pays africains, Madagascar est peu concerné, étant donné qu'il ne pratique pas de systèmes financiers à risque. Mais, à vrai dire, la crise financière n'épargne pas notre pays, étant donné l'interdépendance de tous les pays du monde. Madagascar dépend financièrement des bailleurs de fonds, dans ses relations, tant bilatérales que multilatérales. En réalité, si la crise commence dans les pays développés, cela se répercute toujours sur les pays pauvres, qui dépendent financièrement d'eux.

À cause de la crise sociopolitique à Madagascar, les mesures tendant à éradiquer la pauvreté au profit du développement sont remises en cause. L'instabilité politique défavorise l'attractivité des investisseurs étrangers, cette situation est en partie la cause de l'accroissement du sous-emploi à Madagascar. À cause de cette crise, les bailleurs de fonds suspendent leurs aides financières ; c'est l'un des facteurs qui accentue le sous-développement.

Sur le plan sectoriel, la valeur ajoutée issue du secteur tertiaire a régressé de 8%, dont -16,7% pour le BTP, -11,9% pour le transport de marchandise et -23,6% pour le transport des voyageurs. Le secteur secondaire, lui aussi, a été fortement malmené, sa valeur ajoutée a diminué de 13,3%, dont -25% pour les industries textiles et -23,7% pour les entreprises de la zone franche.

Mais, cette crise a épargné le secteur primaire, sa performance en termes de valeur ajoutée est positive de 186,2 milliards d'Ariary, soit 5,7% de croissance. En fait, le ralentissement observé sur le secteur réel a conduit à la diminution des importations, d'une proportion de -13,3%, ce qui a entraîné une régression du volume des exportations, soit -17,7%.

Pour le secteur public, le ralentissement des activités internes et la suspension des aides budgétaires ont renforcé la diminution de ses recettes. Ce repli a eu pour conséquence, la mise en œuvre d'une politique d'austérité budgétaire, soit un repli de 23,6% pour les recettes et 17,8% pour les dépenses. La mise en application de la politique de réduction des dépenses publiques est la source de la diminution du produit intérieur brut, selon le multiplicateur keynésien.

Pour le secteur monétaire, la baisse des recettes publiques amène l'État à prendre des mesures via l'émission des bons du trésor par adjudication, pour compléter le manque à gagner des recettes publiques, d'où la création monétaire, sans contrepartie réelle.

En plus, l'Ariary s'est déprécié fortement par rapport aux devises de règlements internationaux. Cette situation pourra conduire à la hausse du prix des PPN d'origine importé, à partir de l'année 2010, surtout pour les produits à forte propension à importer.

Ainsi, dans son ensemble, la croissance économique malgache a fortement chuté, soit - 4,4% en 2009, contre 7,3% en 2008 et 0,6% en 2010.

En matière d'emplois, en plus de la fermeture de plusieurs unités de production, la baisse de l'investissement public à 59,5%, et celui des privés à 19,6% a fortement contribué à la persistance du sous-emploi. Ce dernier est à l'origine du ralentissement de la croissance de la production, selon le modèle keynésien. De ce fait, le taux de chômage a cru de 6,8% en 2010, s'il était de 3,2% en 2006. La croissance du niveau de chômage entraîne la diminution du revenu disponible par tête, c'est pourquoi il y a repli de la consommation à 0,7%, après un accroissement de 0,1% en 2008.

Sur le plan social, l'État providence est en crise à Madagascar. Par conséquent, l'intervention de l'État qui vise à assurer un certain niveau de sécurité, et le bien-être social, à l'endroit de la population, n'est plus assurée. La responsabilité de l'État malgache, en matière de gestion des risques, directement reliés à la vie en société est malmenée. Au lieu de mettre en œuvre une politique visant principalement la démarchandisation de certains services jugés essentiels, surtout la politique de redistribution horizontale et/ou verticale de la richesse, entre les différentes couches sociales, l'État devient de plus en plus prédateur. L'établissement d'une certaine solidarité est absent. Le droit social n'est pas respecté, le progrès social n'est pas assuré. Ainsi, à l'heure actuelle, le déficit de la sécurité et de la protection sociale se suivent et s'accroissent, le déficit chronique de l'État n'est toujours pas résorbé. En même temps, le retour à l'État moins interventionniste n'a pas pu redresser le déséquilibre social.

Sur le plan politique, la multiplicité des partis politiques existants, intensifie la compétition politique, les normes constitutionnelles ne sont plus respectées. En réalité, la pauvreté n'est qu'un simple instrument de prise de pouvoir, dans la mesure où, plus la pauvreté persiste, plus les hommes politiques exploitent l'opinion populaire, d'où l'instrumentalisation de la pauvreté. Comme l'intégration régionale exige un climat politique stable, pour pouvoir bénéficier des aides, tant bilatérales que multilatérales, les élites de la classe politique sont obligées de se mettre d'accord, afin de mettre en place un régime d'union nationale. C'est dans ce contexte que la SADC intervient fréquemment dans les affaires politiques de la grande île.

Dans la mesure où la communauté internationale souhaite mettre en place une situation politique idéale, respectant les normes constitutionnelles et démocratiques, la répartition des places politiques reste au cœur d'un grand débat.

Dans ce cas, la divergence d'opinion conduit à la déstabilisation du pays, en termes de partage de pouvoir, puisque le conflit d'intérêt devient de plus en plus ardu entre les élites politiques. C'est pourquoi, trouver une entente entre ces partis politiques relève presque de l'impossible. La mise en œuvre des accords ne sera pas effective.

Pourtant, la reconnaissance internationale dépend du processus de retour à l'ordre constitutionnel. Malgré cela, le pouvoir en place prend des décisions unilatérales. Finalement, la crise devient une crise constitutionnelle.

Pour remédier à la récession de l'économie malgache, la reprise de la politique de relance économique est nécessaire, surtout, d'abord en matière de politique de l'emploi et du revenu, afin de soutenir la demande globale, puis, la relance des activités économiques, pour renflouer les caisses de l'État, pour que la politique d'austérité ne dure pas. En plus, il faut stabiliser la monnaie nationale, contre sa dépréciation, par rapport aux devises clés de règlement international. Puis, par la suite, intensifier la politique de financement des secteurs créateurs de produits nets (secteur agricole). D'un autre côté, adopter une politique monétaire prudente, pour neutraliser les effets inflationnistes de la création monétaire, en 2009, par la multiplication du marché de titre du trésor. Enfin, mettre en œuvre une politique de stabilisation du secteur extérieur, en renforçant la production issue du secteur exportateur, pour que le solde courant soit amélioré.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- Ouvrage généraux

- **ARCHAMBAULT Edith** : Comptabilité nationale, 6^{ème} édition Economica, Paris 2003, 257 pages.
- **Banque mondiale** : Madagascar vers un agenda de relance économique, édition Banque mondiale, juin 2010.
- **DARREAU Philippe** : Problème économique et sociaux contemporains, édition CUJAS, Paris 1998.
- **JALLADEAU Joël** : Introduction à la macroéconomie, modélisation de base et redéploiements théoriques contemporains, édition De Boeck, Bruxelles 1998, 516 pages.
- **FARVAQUE Etienne, PATY Sonia** : Économie de la démocratie, édition De Boeck, Bruxelles 2009.
- **RAFFINOT Marc** : Dette extérieure et ajustement structurel, édition EDICEF, collection n°46, Paris 1991, 238 pages.

II- Documents périodiques et journaux

- Rapport annuel de la Banque Centrale de Madagascar de 2005 à 2009 ;
- Rapport économique et financier de 2005 à 2009, publié par le ministère de l'économie et de l'industrie ;

III-Supports de cours

- KASAVE Raymond : cours d'économie monétaire en 3^{ème} année, année 2007, Université de Toamasina.
- KASAVE Raymond : cours d'économie monétaire internationale en 3^{ème} année, année 2007, Université de Toamasina.
- LEMIARY : cours de macroéconomie en 2^{ème} année, année 2006, Université de Toamasina.
- MBIMA Césaire : cours de la politique économique en 4^{ème} année, année 2008, Université de Toamasina.
- ROLAND Modongy : cours d'économie du développement en 3^{ème} année, année 2007, Université de Toamasina.
- RICHARD Blanche Nirina : cours de théories économiques en 3^{ème} année, année 2007, Université de Toamasina.
- RICHARD Blanche Nirina : cours d'économie internationale en 3^{ème} année, année 2007, Université de Toamasina.
- RAKOTONANDRASANA Marco : cours d'économétrie en 4^{ème} année, année 2008, Université de Toamasina.

IV- Sitographie

- www.instat.mg
- www.wikipedia.org
- www.banque-cetrale.mg
- www.monde.org

ANNEXES

ANNEXE I : Tableau récapitulatif des importations de Madagascar(en millions de DTS)

		2005	2006	2007	2008	2009
ALIMENTATION	Valeur	88,1	57,9	84,1	78,8	100,8
	Poids	388 629,2	222 128,2	288 190,2	174 893,4	293 418,60
	Prix Unitaire	226,8	260,9	291,9	450,3	343,4
Dont RIZ	Valeur	55,6	27,5	44,6	37,6	30,9
	Poids	279 358,5	137 018,0	207 792,1	125 398,5	109 476,90
	Prix Unitaire	199,0	201,1	214,6	299,6	281,9
Autres	Valeur	32,5	30,4	39,5	41,2	69,9
	Poids	109 270,6	85 110,1	80 398,0	49 494,9	183 941,70
	Prix Unitaire	297,8	357,2	491,6	832,3	380
ENERGIE	Valeur	194,8	228,1	252,9	365,9	202,3
	Poids (en TM)	542 487,6	540 105,9	564 285,9	615 127,7	530 363,60
	Prix Unitaire	359,0	422,3	448,2	594,9	381,4
EQUIPEMENT	Valeur	241,4	145,7	324,0	665,7	896,8
	Poids	74,2	51,3	92,3	212,5	128,2
	Prix Unitaire	3,3	2,8	3,5	3,1	7
MATIERE PREMIERE	Valeur	159,7	177,8	247,2	404,8	281,4
	Poids	422,2	580,2	798,7	1 043,2	819,7
	Prix Unitaire	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3
BIENS DE CONSOMMATION	Valeur	155,1	154,8	197,9	223,0	264,2
	Poids	93,2	99,3	130,0	171,9	129,5
	Prix Unitaire	1,7	1,6	1,5	1,3	2
AUTRES REGIMES DOUANIERS	Valeur	71,6	143,4	267,3	333,9	94,6
	Poids	171,2	203,0	267,1	156,1	21,3
	Prix Unitaire	0,4	0,7	1,0	2,1	4,4
ZONE FRANCHE	Valeur	210,3	277,1	348,2	320,7	234,4
	Poids	73,3	96,3	110,2	143,2	68,1
	Prix Unitaire	2,9	2,9	3,2	2,2	3,4
TOTAL CIF	Valeur	1 121,0	1 184,9	1 721,6	2 392,7	2074,4
TOTAL FOB	Valeur	952,9	1 007,2	1 463,3	2 033,8	1764,2

Source : BCM Antsahavola Antananarivo : Composition of Import cif, de 2005 à 2009, direction chargé des relations internationales.

ANNEXE II : Tableau récapitulatif des exportations de Madagascar(en millions de DTS)

		2005	2006	2007	2008	2009
Café vert	Valeur	4,2	9,45	11,3	9,1	1,6
	Volume	6,7	11,76	10,7	7,5	1,9
	Prix unitaire	0,6	0,80	1,1	1,2	0,8
Vanille	Valeur	32,5	32,21	36,1	30,6	28,2
	Volume	1,9	1,69	3,1	2,1	2
	Prix unitaire	17,0	19,08	11,8	14,3	13,9
Girofle	Valeur	11,7	18,26	24,1	18,8	31,8
	Volume	6,3	10,47	13,6	8,3	15,7
	Prix unitaire	1,9	1,74	1,8	2,3	2
Poivre	Valeur	1,2	2,60	2,6	2,2	2,5
	Volume	1,2	2,00	1,4	1,2	1,6
	Prix unitaire	1,0	1,30	1,8	1,8	1,5
Crevettes	Valeur	22,6	34,46	25,6	17,8	16,9
	Volume	4,5	6,14	4,6	3,3	3,5
	Prix unitaire	5,1	5,61	5,5	5,4	4,9
Sucre	Valeur	1,6	3,99	2,4	4,4	12
	Volume	5,4	10,10	5,5	10,4	32,9
	Prix unitaire	0,3	0,40	0,4	0,4	0,4
Cacao en fèves	Valeur	2,8	9,22	12,7	10,3	9,6
	Volume	2,4	5,35	5,0	6,4	9,8
	Prix unitaire	1,2	1,72	2,6	1,6	1
Tissus de coton	Valeur	0,0	0,06	0,0	0,0	0
	Volume	0,0	0,02	0,0	0,0	0
	Prix unitaire	2,1	3,85	3,8	0,7	2,8
Fibres de sisal	Valeur	2,6	4,94	1,9	1,3	0,5
	Volume	6,8	14,48	5,9	4,0	1,5
	Prix unitaire	0,4	0,34	0,3	0,3	0,3
Produits pétroliers	Valeur	2,6	27,63	35,8	56,2	31,1
	Volume	6,7	49,63	55,6	68,8	55,2
	Prix unitaire	0,4	0,56	0,6	0,8	0,6
Minerai de chrome	Valeur	7,1	8,88	7,8	21,1	11
	Volume	86,4	116,29	77,7	112,6	131,8
	Prix unitaire	0,1	0,08	0,1	0,2	0,1
Graphite	Valeur	2,7	1,94	2,0	2,2	1,8
	Volume	6,7	5,46	5,4	4,9	3,4
	Prix unitaire	0,4	0,35	0,4	0,4	0,5
Essence de girofle	Valeur	3,5	4,98	6,2	4,8	6,5
	Volume	1,5	1,65	1,8	1,3	1,6
	Prix unitaire	2,3	3,02	3,5	3,8	4,1
AUTRES	Valeur	120,9	129,18	144,3	110,6	114,7
	Volume	124,7	197,77	276,1	218,4	235,8
	Prix unitaire	1,0	0,65	0,5	0,5	0,5
AUTRES REGIMES DOUANIERS	Valeur	55,8	45,19	41,1	74,7	56,1
	Volume	41,4	49,47	9,4	8,8	8,7
	Prix unitaire	1,3	0,91	4,4	8,5	6,5
ZONE FRANCHE	Valeur	292,0	324,66	455,9	464,8	357,9
	Volume	44,6	50,33	62,5	54,6	42,5
	Prix unitaire	6,5	6,45	7,3	8,5	8,4
TOTAL		563,8	657,66	809,7	828,9	682,2

Source : BCM Antsahavola Antananarivo : Composition des exportations fab, de 2005 à 2009, direction chargée des relations internationales.

ANNEXE III : Récapitulation des réalisations économiques malgache

(le Commerce extérieur est en millions de DTS, les autres valeurs sont en milliards d'Ariary)

			Variation annuelle (en %)	
Rubriques / Années	2008	2009	2008	2009
PIB	571	545,4	7,3%	-4,4%
Secteur réel				
Secteur primaire	176,2	186,2	3,3%	5,7%
Secteur secondaire	76,1	66	10,6%	-13,3%
Secteur tertiaire	318,7	293,2	8,9%	-8,0%
Secteur public				
Recette publique	2685,4	2 052,2	22%	-23,6%
Dépense publique	3030,9	2491,2	16,80%	-17,8%
Solde budgétaire	-345,5	-439	-12,10%	27,1%
Secteur extérieur				
Commerce extérieur				
Exportation	828,9	682,2	2,40%	-17,7%
Importation	2033,8	1764,2	39%	-13,3%
Solde commercial	-1204,9	-1082	11,40%	-10,2%
Secteur monétaire				
Masse monétaire	3725,9	4103,8	12,90%	10,1%
Créance nette sur l'économie	1817,4	1956,9	29,80%	7,7%
Créance nette sur l'État	137	160,7	3,80%	17,3%
Avoir extérieur net	2148,9	1982,8	13%	-7,7%
Consommation	495,3	491,9	0,1%	-0,7%
Publique	56,2	58,3	-1,6%	3,7%
Privé	439,1	433,6	0,3%	-1,3%
Investissement	221,5	163,2	67%	-26,3%
Publique	36,9	14,9	12,8%	-59,6%
Privé	184,6	148,3	84,8%	-19,7%
Taux d'inflation	10,1%	8%		

Source : Notre propre élaboration, Décembre 2010

ANNEXE IV : Détermination du modèle économétrique

Année	SC	IP	SB	Sb	Ip	Sc
2002	-262,1	34,6	-345,3	54,8875	-50,9	1233,113
2003	-401,7	43	-332,9	67,2875	-42,5	1093,513
2004	-953,6	57,4	-463,8	-63,6125	-28,1	541,6125
2005	-999,3	53,7	-438,7	-38,5125	-31,8	495,9125
2006	-1191,2	62,5	-443,4	-43,2125	-23	304,0125
2007	-1741,1	99,9	-392,9	7,2875	14,4	-245,8875
2008	-3009	184,6	-345,5	54,6875	99,1	-1513,788
2009	-3403,7	148,3	-439	-38,8125	62,8	-1908,488
Total	-11962	684	-3201,5	0	0	0

Année	Sb ²	Ip ²	SbIp	SbSc	IpSc	Sc ²
2002	3012,6377	2590,81	-2793,774	67682,462	-62765,43	1520567,67
2003	4527,6077	1806,25	-2859,719	73579,722	-46474,28	1195770,68
2004	4046,5502	789,61	1787,5113	-34453,33	-15219,31	293344,1
2005	1483,2127	1011,24	1224,6975	-19098,83	-15770,02	245929,208
2006	1867,3202	529	993,8875	-13137,14	-6992,288	92423,6002
2007	53,107656	207,36	104,94	-1791,905	-3540,78	60460,6627
2008	2990,7227	9820,81	5419,5313	-82785,25	-150016,3	2291554,11
2009	1506,4102	3943,84	-2437,425	74073,171	-119853	3642326,45
Total	19487,57	20698,92	1439,65	64068,9	-420631	9342376,48

Source : Notre propre calcul, Septembre 2010

Année	S	IP	SB
2002	-262,1	34,6	-345,3
2003	-401,7	43	-332,9
2004	-953,6	57,4	-463,8
2005	-999,3	53,7	-438,7
2006	-1191,2	62,5	-443,4
2007	-1741,1	99,9	-392,9
2008	-3009	184,6	-345,5
2009	-3403,7	148,3	-439
Moyenne	-1495,2125	85,5	-400,1875

Source : Notre propre calcul, Septembre 2010

SC, **IP** et **SB** : sont respectivement des variables non centrées de solde courant, de l'investissement privé et du solde budgétaire. **Sb**, **Sc** et **Ip** sont respectivement des variables centrées autour de la moyenne de **SC**, **IP** et **SB**. La moyenne utilisée est une moyenne arithmétique.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHE N° 01 : Graphe représentative de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur primaire	63
GRAPHE N° 02 : Graphe représentative de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire	65
GRAPHE N° 03 : Graphe représentative de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire	68
GRAPHE N° 04 : Évolution de l'économie malgache en termes de PIB	70
GRAPHE N° 05 : La croissance économique malgache en termes de PIB.....	71
GRAPHE N° 06 : Évolution annuelle des dépenses publiques	83
GRAPHE N° 07 : Le solde budgétaire	84

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° I : Évolution de la production issue du secteur primaire	62
Tableau n° II : Structure de la croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire.....	64
Tableau n° III : Évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire	65
Tableau n° IV : Structure de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire.....	66
Tableau n° V : Évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire.....	67
Tableau n° VI : Structure de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire	69
Tableau n° VII : La croissance économique Malgache	70
Tableau n° VIII : Grandeur de détermination de l'effet multiplicateur.....	72
Tableau n° IX: Variation des grandeurs de détermination de l'effet multiplicateur	72
Tableau n° X : Évolution de l'inflation à Madagascar	73
Tableau n° XI : Évolution des recettes Publiques	74
Tableau n° XII : Évolution des dépenses Publiques.....	83
Tableau n° XIII : La masse monétaire.....	87
Tableau n° XIV : Les contre parties de la masse monétaire	88
Tableau n° XV : Extrait de la balance des paiements	100
Tableau n° XVI : Extrait de la balance des paiements	112
Tableau n° XVII : Extrait du tableau du PIB et la balance des paiements	113
Tableau n° XVIII : Extrait de la balance des paiements et de TOFE.....	114
Tableau n° XIX : détermination de l'effet multiplicateur	128

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	
REMERCIEMENTS	
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	
GLOSSAIRE	
INTRODUCTION	8
.....	11
PARTIE-I : L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET LE CONTEXTE	
ÉCONOMIQUE ET SOCIOPOLITIQUE A MADAGASCAR	11
CHAPITRE-I : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET SON INCIDENCE À	
MADAGASCAR	13
SECTION-I LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE	13
SECTION-II : LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE.....	15
II-1 Origine de la crise mondiale.....	15
II-2 Manifestation de la crise mondiale	15
II-2-1 La hausse des prix des matières premières.....	15
II-2-2 L'inflation mondiale	16
II-3 Les conséquences de la crise économique mondiale	16
II-3-1 L'entrée des pays en récession	17
II-3-2 Le déséquilibre du commerce international	17
II-3-3 Le chômage	18
II-3-4 Le risque d'instabilité politique	18
II-3-5 La crise de la dette	19
II-4 Incidence de la crise économique mondiale sur les pays en développement	19
II-4-1 Incidence sur les aides publiques au développement.....	19
II-4-2 Incidence sur le commerce des pays en voie de développement.....	19
II-4-3 Incidence sur le marché de change	20
SECTION-III : LA CRISE FINANCIÈRE ET SES REPERCUSSIONS SUR L'ÉCONOMIE	
MALGACHE.....	20
III-1 La fluctuation des prix du pétrole.....	20
III-2 Le marché de change à Madagascar	21
III-3 Le commerce extérieur	21
CHAPITRE-II : LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE MALGACHE	22
SECTION-I : LES PHÉNOMÈNES DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE MALGACHE.....	22
I-1 Quelques théories du développement.....	22
I-1-1 Selon Alfred Sauvy	22
I-1-2 Selon Alexander Gerschenkron	23
I-1-3 Selon Ragnar Nurske	23
I-2 Le retard et la dépendance économique de Madagascar	24
I-2-1 La dépendance économique interne	24
I-2-2 La dépendance économique externe	24
I-2-2-1 La dépendance commerciale	24
I-2-2-2 La dépendance financière	25
I-2-2-3 La dépendance alimentaire	25
SECTION-II : LA STRUCTURE SECTORIELLE ET LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE	
.....	25
II-1 Structure sectorielle	26
II-1-1 Secteur réel.....	26
II-1-1-1 Secteur primaire	26
II-1-1-2 Secteur secondaire	26
II-1-1-3 Secteur tertiaire.....	27
II-1-1-4 Le poids sectoriel à la formation du PIB.....	27
II-1-2 Secteur public	28
II-1-3 Secteur monétaire	28
II-1-3-1 La croissance de la masse monétaire	28
II-1-3-2 Le déséquilibre réel et monétaire.....	28

II-1-3-3 Créance sur l'économie.....	29
II-1-3-4 Créance sur l'État	29
II-1-3-5 Le taux d'intérêt	30
II-1-3-6 Le taux de change	31
II-1-4 Secteur extérieur	31
II-1-4-1 L'exportation.....	31
II-1-4-2 L'importation	32
II-2 La vulnérabilité économique de Madagascar	32
II-2-1 Détérioration des ratios du commerce extérieur à travers le PIB	32
II-2-2 Le niveau de l'emploi	33
II-2-3 La dépendance du secteur public	33
II-2-4 La non complémentarité intersectorielle	34
SECTION III- LA REFORME STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE MALGACHE.....	34
III-1 Les causes de la politique d'ajustement structurel	34
III-1-1 Le contexte international du PAS du point de vue du développement et du sous- développement	34
III-1-2 Le contexte dans les années 1960-1970.....	35
III-1-3 La crise de la dette.....	36
III-1-4 Les mesures d'Ajustement structurel	37
III-2 Les réformes de la politique économique malgache.....	37
III-2-1 Les limites d'endettement : une présentation modélisée de l'endettement	37
III-2-2 Les origines de la politique d'ajustement structurel à Madagascar	39
III-2-2-1 Les problèmes de l'accumulation interne	39
III-2-2-2 Les problèmes de l'accumulation externe.....	40
III-2-2-3 Le retournement conjoncturel de 1980	40
III-2-3 L'endettement du point de vue macroéconomique.....	41
III-3 La nécessité et l'efficacité de l'ajustement structurel	42
III-3-1 La nécessité de l'ajustement structurel	42
III-3-2 L'efficacité de l'ajustement structurel	43
III-4 Les objectifs de l'ajustement structurel	44
III-4-1 Retrouver l'équilibre des finances publiques	44
III-4-1-1 Augmenter les recettes publiques.....	44
III-4-1-2 Réduire les dépenses publiques.....	44
III-4-1-3 La réforme de la politique budgétaire et la restructuration de la fonction publique	45
III-4-2 Promouvoir le dynamisme du secteur privé par la politique libérale	45
III-5 La mise en œuvre de l'ajustement structurel.....	46
CHAPITRE-III : LA POLITIQUE À MADAGASCAR.....	47
SECTION-I : LE CONCEPT SUR LE MARCHE POLITIQUE	47
I-1 Approche concernant les théories économiques de l'État	47
I-1-1 Les trois fonctions de l'État.....	47
I-1-1-1 La fonction d'affectation	47
I-1-1-2 La fonction de redistribution	47
I-1-1-3 La fonction de régulation	48
I-1-2 théories des choix collectifs.....	48
I-1-2-1 Le contexte de cette théorie	48
I-1-2-2 Le concept de l'électeur médian et électeur de munificence	48
I-1-2-3 La limite de cette théorie	49
I-1-2-4 Le théorème d'impossibilité	49
I-1-3 Théorie des choix publics.....	49
I-1-3-1 Le comportement stratégique des parties en présence	49
I-1-3-2 Critiques et limites	50
I-1-4 Théorie des jeux.....	50
I-2 Le contexte réel de la politique malgache	51
I-2-1 Du point de vue de la théorie des choix collectifs	51
I-2-2 Du point de vue de la théorie des choix publics	52
I-2-3 Du point de vu de la théorie des jeux	52

I-3 La crise de l'État	52
I-3-1 L'État gendarme	52
I-3-2 L'État providence	53
SECTION-II : LES FACTEURS A L'ORIGINE DE LA DÉSTABILISATION POLITIQUE À MADAGASCAR	53
II-1 La gestion autoritaire du pays	53
II-2 La persistance de l'économie de rente	53
II-3 La malédiction des matières premières	54
II-4 Instrumentalisation de la pauvreté	54
II-5 Absence d'une classe moyenne	54
II-6 Absence d'une institution capable de mettre en place une institution démocratique.....	55
II- 7 Le développement de l'individualisme politique.....	55
II-8 Le renforcement du pouvoir au sein de l'exécutif	55
SECTION-III : LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET LA REMISE À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL	56
III-1 La politique à Madagascar et le contexte international	56
III-1-1 La rupture des accords diplomatiques	56
III-1-2 La suspension de l'accord économique	56
III-1-3 La remise à l'ordre constitutionnel.....	57
III-1-3-1 Les facteurs à l'origine de la remise à l'ordre constitutionnel	57
III-1-3-2 La mise en œuvre de la remise à l'ordre constitutionnel	58
III-1-3-3 Les résultats sociopolitiques et économiques	58
.....	60
PARTIE-II : L'ANALYSE DES EFFETS DE LA CRISE POLITIQUE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE.....	60
CHAPITRE-I : L'ANALYSE DE LA PRODUCTION SECTORIELLE.....	62
SECTION-I : LA PRODUCTION ISSUE DU SECTEUR REEL.....	62
I-1 Secteur primaire.....	62
I-1-1 Évolution de la production	62
I-1-2 Structure de l'évolution de la valeur ajoutée issue du secteur primaire	63
I-1-3 Les effets de la crise sociopolitique sur le secteur primaire	64
I-2 Secteur secondaire	65
I-2-1 Évolution de la valeur ajoutée	65
I-2-2 Structure de l'évolution des valeurs ajoutées issues du secteur secondaire	66
I-2-3 Les effets de la crise sur le secteur secondaire	66
I-3 Secteur tertiaire.....	67
I-3-1 Évolution de la valeur ajoutée issue du secteur tertiaire	67
I-3-2 Structure de l'évolution des valeurs ajoutées issues du secteur tertiaire	68
I-3-3 Les effets des crises sociopolitiques sur le secteur tertiaire	69
I-4 La croissance économique malgache	70
I-5 Effet du multiplicateur d'investissement sur le revenu national.....	71
I-5 L'analyse du niveau général des prix.....	72
I-5-1 Le niveau général des prix de 2005 à 2008	73
I-5-2 Le niveau général des prix en 2009 (en période de crise)	74
SECTION-II : LA SITUATION DU SECTEUR PUBLIC	74
II-1 L'Analyse de l'évolution des recettes publiques	74
II-1-1 L'évolution des recettes publiques durant la période de l'avant crise	75
II-1-2 L'évolution des recettes publiques en période de crise.....	76
II-2 L'Analyse de l'évolution des dépenses publiques.....	77
II-2-1 La conception classique sur les dépenses publiques	77
II-2-2 La conception Keynésienne sur les dépenses publiques	78
II-2-3 Le cas de Madagascar	78
II-3 L'évolution des dépenses publiques d'avant crise.....	79
II-4 L'évolution des dépenses publiques en période de crise.....	81
II-5 Le déficit sur les OGT et son financement.....	83
II-5-1 L'évolution des Operations Globales du Trésor	84
II-5-2 La situation des Operations Globales du Trésor, en période de crise	86

II-6 Effet multiplicateur des dépenses publiques	86
SECTION-III : LE SECTEUR MONETAIRE	87
III-1 Masse monétaire.....	87
III-1-1 Disponibilité monétaire	87
III-1-2 Quasi monnaie.....	87
III-1-3 Dépôt en devises des résidents	88
III-2 Les contre parties de la masse monétaire.....	88
III-2-1 Avoirs extérieurs nets	88
III-2-2 Créance net sur l'État	88
III-2-3 Créance sur l'économie	89
III-3 La politique monétaire.....	89
III-3-1 La politique monétaire entreprise par la BCM en 2005.....	89
III-3-2 La politique monétaire entreprise par la BCM en 2006.....	89
III-3-3 La politique monétaire en 2007 : L'objectif et sa mise en œuvre	90
III-3-3-1 L'objectif de la politique monétaire en 2007	90
III-3-3-1-1 La stabilité macroéconomique	90
III-3-3-1-2 Rendre plus compétitive l'économie malgache.....	91
III-3-3-1-3 Renforcement de la situation financière et développement du nouvel instrument de la politique monétaire	91
III-3-3-2 La mise en œuvre de la politique monétaire en 2007	91
III-3-3-2-1 La politique de la réserve obligatoire et du taux d'intérêt	91
III-3-3-2-2 Le développement de l'open-market	92
III-3-3-2-3 Intervention de la banque centrale sur le marché monétaire	92
III-3-3-2-4 Intervention sur le MID	92
III-3-4 La politique monétaire de la BCM en 2008.....	93
III-3-4-1 Les objectifs de la politique monétaire pour l'année 2008	93
III-3-4-1-1 Une inflation à un chiffre.....	93
III-3-4-1-2 La stabilité du taux de change.....	93
III-3-4-2 La mise en œuvre de la politique monétaire en 2008	94
III-3-4-2-1 L'utilisation de la politique monétaire.....	94
III-3-4-2-2 L'intervention sur le marché monétaire.....	94
III-3-4-2-3 Les ventes des titres.....	94
III-3-4-2-4 Les appels d'offres négatifs	95
III-3-4-2-5 Les prises en pensions et appels d'offres positifs.....	95
III-3-5 La politique monétaire de la BCM dans le cadre de la crise de 2009.....	95
III-3-5-1 Les objectifs de la politique monétaire pour l'année 2009	95
III-3-5-1-1 Évaluation de la demande de monnaie du secteur privé	96
III-3-5-1-2 Adaptation de l'approche de la gestion de liquidité à la transformation de la source de la création monétaire	96
III-3-5-1-3 Limitation du financement du déficit budgétaire auprès du secteur bancaire	96
III-3-5-1-4 Limitation de la baisse des réserves officielles de devises	97
III-3-5-2 La mise en œuvre de la politique monétaire en 2009	97
III-3-5-2-1 L'utilisation des instruments classiques de la politique monétaire	97
III-3-5-2-2 Intervention sur le marché monétaire	97
III-3-5-2-3 Les ventes des titres.....	98
III-3-5-2-4 Les appels d'offres négatifs	98
III-3-5-2-5 Les prises en pension et les appels d'offre positifs	98
III-3-5-2-6 L'intervention sur le marché interbancaire de devises	99
SECTION-IV : LA SITUATION DU SECTEUR EXTERIEUR	99
IV-1 Définition de la balance des paiements	99
IV-2 L'évolution de la balance des paiements	99
IV-2-1 Les transactions courantes	100
IV-2-1-1 Le commerce extérieur	100
IV-2-1-1-1 L'importation	101
IV-2-1-1-2 L'exportation	102
IV-2-2 Les opérations en capital et financières	103

IV-3 Effet multiplicateur du commerce extérieur sur le revenu national	104
CHAPITRE-II : L'ANALYSE DES EFFETS DU DÉFICIT EXTÉRIEUR SUR LES SECTEURS ÉCONOMIQUES	105
SECTION-I : LE MODÈLE ÉCONOMETRIQUE EXPRIMANT LES CAUSES DU DÉFICIT EXTÉRIEUR DE MADAGASCAR	105
I-1 Le déficit extérieur a comme variable explicative, le solde budgétaire et l'investissement privé.....	105
I-2 Le déficit extérieur a comme variable explicative le solde commercial	107
SECTION-II : DÉTERMINATION DU MODÈLE MACROÉCONOMIQUE DE L'ÉQUILIBRE DES COMPTES EXTÉRIEURS	108
II-1 La structure mathématique du solde courant.....	108
II-1-1 Le secteur réel et le SCC.....	108
II-1-2 Le secteur public et le SCC.....	109
II-1-3 Le secteur monétaire et le SCC.....	110
II-1-3-1 Le taux de change	111
II-1-3-1-1 Le taux de change nominal (TCN)	111
II-1-3-1-2 Le taux de change réel (TCR)	111
II-1-3-1-3 Le taux d'intérêt	112
SECTION-III : LES EFFETS DU DÉFICIT EXTÉRIEUR SUR LES SECTEURS ÉCONOMIQUES	112
III-1 Le solde des comptes courants de Madagascar.....	112
III-2 Le déficit courant et le secteur réel.....	113
III-3 Le déficit courant et le secteur public	114
III-4 Le déficit courant et le secteur monétaire	115
III-4-1 Le taux de change.....	115
CHAPITRE-III : DIAGNOSTIC POUR UNE POLITIQUE DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE MALGACHE	117
SECTION-I : DIAGNOSTIC SECTORIEL.....	117
I-1 Le secteur réel.....	117
I-2 Le secteur public	117
I-3 Le secteur monétaire	118
I-4 Le secteur extérieur	119
SECTION-II : OBJECTIFS ET ORIENTATION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE À MADAGASCAR	119
II-1 Les objectifs de la politique économique à Madagascar face à la crise	119
II-1-1 Les objectifs internes	119
II-1-1-1 Le renforcement de la finance public.....	119
II-1-1-2 La politique de l'offre, de la demande et de la stabilisation des prix.....	119
II-1-1-3 La politique de l'emploi.....	120
II-1-2 Les objectifs externes.....	120
II-1-2-1 Amélioration des soldes courants	120
II-1-2-2 La politique de change.....	121
II-2 Orientation de la politique économique	121
II-2-1 Orientation de la politique budgétaire.....	121
II-2-2 Orientation de la politique monétaire	121
SECTION-III : LES MESURES DE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MALGACHE....	122
III-1 Les instruments de la politique économique et ses effets	122
III-1-1 L'instrument monétaire	123
III-1-1-1 Ses avantages	123
III-1-1-2 Ses limites	123
III-1-1-3 Recommandations	123
III-1-2 L'instrument budgétaire.....	124
III-1-2-1 Principe de la politique budgétaire	124
III-1-2-2 Ses avantages	124
III-1-2-3 Ses limites	125
III-1-2-4 Les effets pervers de la relance budgétaire	125
III-1-2-4 Recommandations	126

III-2 La politique de relance et ses effets	127
III-2-1 La relance de l'investissement	128
III-2-2 La relance par la consommation.....	129
III-2-3 La relance du secteur exportateur.....	129
III-2-4 La relance du secteur public.....	129
III-3 La politique de stabilisation macroéconomique	130
III-3-1 La politique de change et la stabilisation des prix.....	130
III-3-2 La politique de stabilité monétaire	130
III-3-3 La politique de stabilisation du secteur extérieur	130
CONCLUSION	132
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	135
ANNEXES.....	136
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	141